

سكنا من الاموال

Vers une crise politique à Madrid

LES CONTACTS SE MULTIPLIENT ENTRE LIBÉRAUX DU RÉGIME ET OPPOSITION MODÉRÉE

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique, 11 fr.; Canada, 5 00¢; Danemark, 3 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 18 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 40 rials; Italie, 300 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr. S.A.; 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din. Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ÉCLAIRÉS
75447 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4397-23 Paris
Tél. Paris 26 69672
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Le souk de la mer

Après huit semaines de discussions, la quatrième session de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer s'est achevée vendredi 7 mai en ayant décidé de se réunir à nouveau, du 2 au 17 septembre, à New-York. Comme à Caracas en 1974 et à Genève en 1975, on peut dire que la décision de tenir une session ultérieure a été le seul résultat concret auquel sont parvenus les représentants de la communauté mondiale.

Lentement, cependant, le droit de la mer évolue. Traditionnellement, il concernait essentiellement la navigation de surface : il était donc unidimensionnel. Maintenant, il doit couvrir aussi les fonds marins et leurs sous-sols ainsi que l'épaisseur de la tranche d'eau qui leur est sus-jacente : il est donc devenu pluridimensionnel. En outre, les États côtiers étendent leurs droits territoriaux vers le large sur 3 milles nautiques (5,55 km) : le reste de l'océan mondial étant en dehors de toute propriété nationale. Désormais, tout le monde est à peu près d'accord pour que les États littoraux étendent leur juridiction nationale à 12 milles (22,22 km) et pour l'exploitation des ressources biologiques et minérales d'une zone englobant 200 milles nautiques (370,4 km) calculés à partir de la côte.

Les pays en voie de développement ont été les premiers à réclamer l'instauration des zones économiques exclusives de 200 milles. Les puissances industrielles et maritimes, d'abord inquiètes de voir limiter dans l'avenir leurs libertés traditionnelles, se sont cependant ralliées à cette notion nouvelle. Mais les pays en voie de développement ont alors revendiqué, à l'intérieur de ces 200 milles, des droits de plus en plus étendus, qui aboutiraient en fait à limiter, entre autres, la liberté de passage et la recherche scientifique.

On assiste donc maintenant à une extension du droit d'emprise, du droit territorial et du droit personnel ou « situationnel » — chaque État côtier édictant ses propres réglementations selon son bon plaisir — qui fait se réduire comme un peu de chagrin l'océan sous régime universel. Même les fonds de la haute mer, « patrimoine commun de l'humanité », devraient être sous l'emprise d'une « autorité » au sein de laquelle les « 77 » (c'est-à-dire les cent dix pays en voie de développement) espèrent bien détenir la majorité.

Sans attendre la conclusion d'une convention internationale, le droit de la mer a aussi évolué dans les faits puisque de nombreux États côtiers (dont le Canada et les États-Unis) se sont déjà donnés ou ont annoncé qu'ils se donneraient prochainement, par décision unilatérale, une zone économique exclusive de 200 milles. Il se crée ainsi des situations de fait : on voit mal comment les bénéficiaires de ces décisions renonceraient aux avantages qu'ils se sont accordés même si la conférence parvenait, un jour — à une convention générale.

En outre, de nouveaux intérêts — il faudrait mieux dire des égoïsmes — se sont manifestés depuis peu : par exemple, les pays sans littoral ou géographiquement défavorisés (dotés d'un petit littoral ou d'un plateau continental très réduit, enclavés parfois dans les excoissances maritimes d'autres États) veulent avoir une part des avantages liés aux zones économiques de leurs voisins plus favorisés mais peu disposés à partager.

Les groupes d'intérêts traditionnels sont donc en train de se scinder, nombre d'États exigeant maintenant leur part du « gâteau » océanique et voulant limiter au maximum les avantages des autres. Depuis 1974, on avait déjà l'impression que la conférence sur le droit de la mer n'était qu'un marchandage, mais au moins celui-ci était-il global. Désormais, on se croirait dans un souk où chaque boulangier défend égoïstement ses intérêts égoïstes.

M. Elias Sarkis est élu président de la République libanaise

Le Parlement libanais a élu, ce samedi matin 8 mai, M. Elias Sarkis président de la République. En dépit de la violente opposition des partis de gauche qui n'ont pas participé au scrutin, le quorum nécessaire à cette élection a été réuni (soixante-six députés pour le premier tour). Candidat des partis de droite, soutenu par la Syrie, M. Elias Sarkis était gouverneur de la Banque du Liban. Il s'opposait à M. Raymond Edde, candidat de la gauche.

M. Sarkis succédera à M. Soleiman Franglé, dont le mandat expire le 23 septembre prochain. A l'intérieur du secteur tenu par les progressistes, qui tentaient par tous les moyens d'empêcher le déroulement du scrutin, de violents accrochages opposaient des unités de la Salta, organisation palestinienne d'obédience hasidite syrienne, aux forces de gauche soutenues par d'autres éléments palestiniens. A midi, les combats s'élevaient à plusieurs quartiers de la capitale, tandis que des ambulances sillonnaient les rues à vive allure.

Le roi Hussein de Jordanie s'est rendu à Damas samedi pour y conférer avec les dirigeants syriens.

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — A 22 h. 30 précises, vendredi soir 7 mai, le canon commença brusquement à tonner à Beyrouth. L'angoisse s'empara de nouveaux habitants qui s'enfermèrent dans leurs appartements ou se précipitèrent dans les abris. Les convives, avec lesquels nous nous trouvions, ne s'y trompèrent pas : les obus de 155 mm qui tombent provenant d'une position proche occupée par l'armée rebelle d'Abdoul Et Khalil et sont destinés au quartier chrétien d'Achrafieh. Le signal est donné : la gauche manifeste sa volonté d'empêcher la réunion du Parlement, prévue pour le lendemain. Les déflagrations assourdissantes ne suscitent aucun écho dans le camp adverse. Une fois n'est pas coutume : les canons phalangistes ne ripostent pas, sans doute pour ne pas tomber dans le piège de l'escalade. Mais durant toute la nuit, les tirs de mitrailleuse ont tenu la population en éveil.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 4.)

M. Giscard d'Estaing espère que l'hésitation des États-Unis sera passagère

M. Giscard d'Estaing, qui est attendu aux États-Unis en visite officielle le 17 mai, a accordé une interview au quotidien de New-York Daily News. Le président de la République regrette l'hésitation des États-Unis à réagir à certaines situations urgentes qui ont, estime-t-il, changé l'équilibre mondial. Il espère que cette hésitation sera passagère. Rappelons que, vendredi, à Paris, M. Giscard d'Estaing s'était entretenu avec M. Kissinger.

Dans l'interview au Daily News, dont l'A.F.F. diffuse des extraits, M. Giscard d'Estaing affirme que la France reste fermement alliée aux États-Unis. « Toutefois, ajoute le président, les Américains doivent comprendre, et là je me vois obligé d'utiliser une expression assez forte, que la France n'est pas un suzerain, mais un allié. » Interrogé sur le budget militaire français, le président Giscard d'Estaing a répondu : « Au cours des prochaines années, les États-Unis, l'Allemagne fédérale et la France auront les budgets militaires les plus élevés de l'atmosphère. »

(Lire la suite page 3.)

Plus de six cents morts ont été dénombrés après le séisme du Frioul

M. Giovanni Leone, président de la République italienne, s'est rendu, vendredi après-midi 7 mai, dans la région d'Udine ravagée par le tremblement de terre du 6 mai. Officiellement, le nombre des morts était évalué, samedi 8 mai en fin de matinée, plus de six cents. Mais il est probable que les prévisions les plus pessimistes seront dépassées, et le chiffre du millier pourrait être atteint. Le nombre des blessés serait proche de deux mille, et celui des sans-abri de plusieurs dizaines de milliers. D'autre part, en Yougoslavie on a compté une trentaine de blessés et plusieurs centaines de sans-abri.

Sept mille hommes de troupe, des centaines de carabiniers et de policiers travaillent sans relâche aux opérations de secours dans les dix-huit villages sinistrés du Frioul où la terre a continué à trembler. Vingt-quatre heures après le séisme du 6 mai, trente autres secousses environ ont été ressenties.

Une épreuve qui rapproche les Italiens

De notre correspondant

Rome. — La télévision italienne n'est pas avare d'images. Ses caméras fouillent en permanence un formidable amas de décombres, sans se détourner pudiquement quand une femme hurle ou qu'un enfant défiguré surgit de cet enter de tôles, de pierres et de béton. A longueur de journées, les radios diffusent des « témoignages » dont on imagine sans peine la tragique banalité. L'horreur s'étend sur un rectangle de 25 kilomètres de long et de 15 kilomètres de large. Vingt communes y ont souvent perdu plus de la moitié de leurs constructions. Ce paysage de pays bombardé — la première image qui vient à l'esprit — est renforcé par les colonnes militaires qui ne cessent de transporter des tentes, des vivres, des médicaments et du sang.

Le manque d'eau a été rapidement comblé, semble-t-il, par l'arrivée de dizaines de camions-citernes. Les sans-abri, que l'on évalue à plusieurs dizaines de milliers au moins, ont passé la nuit dans des tentes ou dans des autos.

L'absence d'électricité a obligé les sauveteurs pendant deux nuits consécutives à travailler à la lumière de projecteurs. Pour avancer, il ne suffit pas de vaincre le noir, mais les décombres. On ne s'attendait pas à trouver autant de morts. Les bilans officiels qui se succèdent dépasseront les prévisions les plus pessimistes. Le cas d'une mère et de son enfant qui ont survécu vingt-neuf heures sous les ruines de leur maison à Gemona est malheureusement exceptionnel. Plusieurs hameaux, situés au nord de cette ville n'étaient pas encore dévastés vendredi en début de matinée.

De nouvelles secousses — il y a eu une trentaine de répliques au total — n'ont heureusement, pas fait de dégâts. On ne signale, d'autre part, aucune scène de pillage, chose courante après ce genre de catastrophe. La population collabore avec les équipes de secours et parle déjà de reconstruction. Le président de la République, qui s'est rendu sur les lieux, a naturellement assuré les habitants du Frioul que tout serait fait pour les aider à retrouver une vie normale et qu'on ne les laisserait pas sur les moyens. Un conseil interministériel, réuni à Rome vendredi, n'a cependant avancé aucun chiffre : il faudra d'abord connaître l'étendue exacte des dégâts pour débiter la plus grosse masse des ordres.

Cet aspect des choses est moins banal qu'il n'y paraît. La catastrophe du Frioul est survenue, en effet, dans une zone de la vallée du Pô, en Sicile, qui suscite encore de vives polémiques.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 9.)

M. Brejnev est nommé maréchal

Moscou (A.F.P.). — M. Leonid Brejnev, secrétaire général du parti communiste, a été nommé maréchal de l'Union soviétique, annonce l'agence Tass. L'U.R.S.S. célèbre ce samedi 8 mai l'anniversaire de la victoire.

Pendant la guerre, M. Brejnev a d'abord été l'adjoint du chef de la direction politique du front sud. Il prit part à la défense de Novorossisk. En 1943, il fut nommé chef de la direction politique du quatrième front ukrainien. En 1944-1945, il exerça les mêmes fonctions dans la région militaire des Carpates. A la fin des hostilités, il était général de brigade. Rappelons qu'il y a quelques jours un civil, M. Oustinov, a été nommé ministre de la défense et promu à cette occasion au grade de général d'armée.

AU JOUR LE JOUR

L'illusion

Un tiers sans chevaux, c'est un peu comme des élections sans électeurs ou une université sans étudiants : un rite de technocrate ennemi de ce qui est indompté propre aux êtres vivants qu'on appelle la liberté.

Désormais, grâce au lot, on ne verra plus la forme d'une monture ou la maladresse d'un jockey déranger les lignes pures des lois immuables qui régissent les grands nombres.

Quant à la liberté, en cochant sa feuille, le parieur en aura l'essence, c'est-à-dire l'illusion.

ROBERT ESCARPIT.

PAGES 13 A 21

Une semaine avec le NORD-PAS-DE-GALAIS

— M. André Chadeau, préfet de région : Le Nord peut trouver un nouvel équilibre dans la nation.

— M. Pierre Mauroy, président du conseil régional : Un atout maître dans l'Europe de la compétition européenne.

Remise en ordre au Bangladesh

Le 15 août 1975, le président du Bangladesh, Sheikh Mujibur Rahman, était tué par de jeunes officiers. M. Moshtaque Ahmed, personnalité modérée et pro-occidentale, était porté à la tête de l'État. Le Pakistan a accueilli favorablement le nouveau régime. La Chine l'a reconnu quelques semaines plus tard. Le 3 novembre, cependant, le général Khalid Mosharraf s'em-

paraît du pouvoir. Il en était d'essais le 7 novembre par le lieutenant-général Ziaur Rahman à la suite d'une révolte de soldats. Notre envoyé spécial, dans une série d'articles dont nous commençons la publication, analyse la situation dans un pays qui a rouvert ses portes aux journalistes.

I. — UN RÉGIME « INTÉRIMAIRE » ?

Dacca. — Les cyclo-pouses — l'outil de travail de dizaines de milliers de ruraux déracinés et le moyen de transport populaire de la classe moyenne — à la queue leu, sous le contrôle un peu rude d'agents en uniforme blanc et bottes noires, cela ne s'était pas encore vu dans les rues de la capitale, où régnait auparavant une inextricable pagaille. Sans doute, les fonctionnaires ou agents d'entreprise, que transportent de petites voitures japonaises avec chauffeur, seront-ils plus ponctuels. Car, autre innovation symbolique du régime « intérimaire », qui s'est installé au pouvoir le 7 novembre 1975, les services administratifs travaillent désormais à partir de 7 h. 30 au lieu de 10 heures auparavant.

Avec un zèle parfois un peu puéril, les militaires tentent de mettre bon ordre dans un pays qui en avait bien besoin. Seuls quelques bâtiments « stratégiques » — la radio, le centre des télé-

De notre envoyé spécial

GÉRARD VIRATTE

par la communauté internationale.

L'effigie de « Mujib » apparaît encore sur la monnaie — qui a perdu la moitié de sa valeur depuis un peu plus d'un an, mais la presse met désormais largement l'accent sur le développement économique. Et le pouvoir suprême offre un visage intégral. Il se localise dans la vaste oasis qu'est le « cantonnement » de Dacca, siège de l'état-major. La junte est formée des chefs des trois armées.

(Lire la suite page 4.)

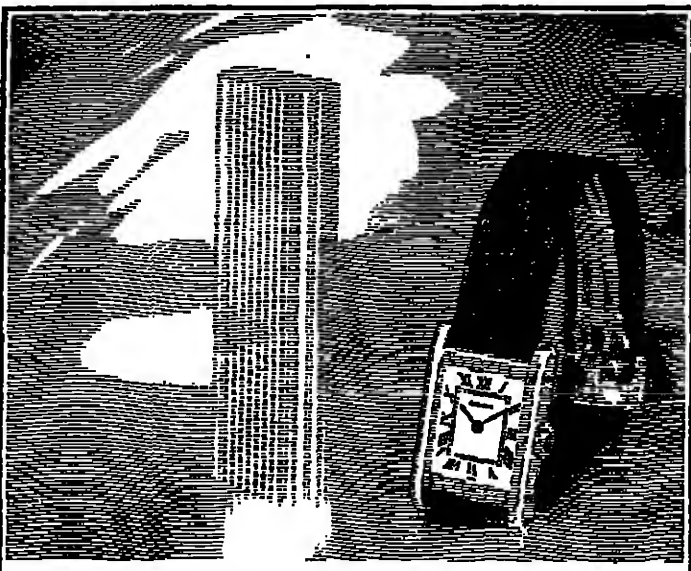
POLITIQUE ET IDÉOLOGIE

L'évolution des classes sociales vue par le P.C.F.

Des grands partis politiques français, le parti communiste est le seul à connaître les doctrines et les poisons d'un corps de doctrine en bonne et due forme. Les avantages ne sont pas négligeables. Le marxisme, tel qu'il est enseigné par l'appareil scolaire du parti, tient lieu à la fois de théorie et d'idéologie. Les inconvénients ne sont pas nuls non plus. La réalité politique contraint périodiquement à des réinterprétations qui ne vont pas sans grincements. Témoin l'abjuration du concept de dictature du prolétariat.

Le petit livre de Claude Quin se situe justement dans cet entre-deux du politique et de l'idéologique. « Classes sociales et union du peuple de France » veut à la fois donner une justification théorique à la politique d'alliance du P.C.F. et retenir l'analyse marxiste des structures sociales d'un pays capitaliste avancé — en l'occurrence la France. L'auteur est rédacteur en chef de la revue communiste « Économie et Politique », enseignant à Paris-Dauphine et économiste de profession. Il a d'incontestables dons de vulgarisateur. Et bien que la terminologie marxiste ait plutôt la légèreté du pudding que celle du soufflé, il sait illustrer sa démonstration de témoignages et de tableaux bien choisis et la pimenter du zeste de polémique et du brin d'humour, qui font qu'un livre sérieux se lit bien. Et puis, sur le fond, il pose toute une série de questions fort intéressantes, auxquelles il apporte, en toute orthodoxie, mais sans dogmatisme, des réponses naturellement contestables.

La trame de la thèse communiste, on la connaît : la société française tend à se polariser chaque jour davantage entre, d'une part, un noyau décroissant agrippé autour de la « fraction dominante » de la bourgeoisie et, d'autre part, des couches de plus en plus larges que leurs difficultés de vivre, leurs aspirations, leurs intérêts, bientôt leur conscience, rapprochent de l'acteur historique privilégié que reste la classe ouvrière. Cela pose finalement deux grandes questions. ALAIN DUHAMEL (Lire la suite page 6.)



les must de Cartier

Paris

VERS D'ÉTAT
LIEU

171,20 F TTC
Tél. : 033-05-97

du 5 au 11 février 1976

EUROPE

La conférence des P.C. européens pourrait avoir lieu au début de l'été

De notre correspondant

Moscou. — La conférence des partis communistes européens, dont la réunion est retardée depuis un an par des divergences de nature différente, pourrait enfin se tenir à Berlin-Est, soit à la fin du mois de juin, soit, plus probablement, dans le courant du mois de juillet. Telle est l'opinion de ceux qui, à Moscou, suivent les affaires du mouvement communiste international, après la dernière réunion de la commission de rédaction chargée d'élaborer le document de la conférence.

Cette commission vient de se réunir une nouvelle fois à Berlin-Est, du 4 au 6 mai. Un bref communiqué, publié vendredi, annonce que les participants ont décidé de « poursuivre prochainement la conférence ». Ce texte, qui précise que les travaux se sont déroulés « dans une atmosphère franche et cordiale », affirme encore que la commission préparatoire doit se réunir une dernière fois « au début de juin ».

Les travaux préparatoires de la conférence avaient longtemps été retardés par des conflits opposant Moscou aux partis italiens, yougoslaves et roumains. Au cours d'une réunion qui s'est tenue en novembre dernier, la délégation soviétique avait insisté pour introduire dans le document final de la conférence plusieurs passages soulignant notamment le danger que présenterait pour les pays de la communauté socialiste les « prétentions hégémoniques » de l'Union soviétique. Moscou avait également cherché à introduire une définition restrictive des alliances de gauche en Europe occidentale.

Devant les réactions extrêmement négatives enregistrées à cet égard à Rome, qu'à Belgrade et

à Bucarest, les dirigeants soviétiques ont finalement abandonné leurs prétentions. Mais de nouvelles difficultés sont apparues au lendemain du vingt-deuxième congrès du parti communiste français. Le P.C.F., qui n'a jamais été très intéressé par cette conférence, a fait savoir au mois de mars qu'il n'entendait pas cautionner un texte privilégiant les intérêts de la politique étrangère soviétique, c'est-à-dire la politique de détente en Europe au détriment des intérêts de la lutte du P.C.F. en France.

Pour autant qu'on le sache, la réunion préparatoire qui vient de s'achever a surtout porté sur ce problème. Le fait que la conférence doit être convoquée « prochainement » permet de penser qu'un compromis a été obtenu. Ce compromis, cependant, doit maintenant être soumis à l'approbation des instances supérieures des partis intéressés (1). Il n'est pas exclu que certaines délégations, tout en se rendant à la conférence de Berlin-Est, émettent des réserves sur tel ou tel passage du document final. Ce document, qui sera long d'une vingtaine de pages, n'aura aucune valeur d'engagement pour les participants. Il ne sera, à l'exception des chefs des délégations présentes, — J. A.

(1) L'humanité de ce samedi 8 mai a été de cette conférence. Elle a permis à l'Union soviétique de publier le communiqué de quinze lignes sans commentaires. Enfin, de retour à Belgrade, le chef de la délégation yougoslave, M. Grilovic, a indiqué qu'il est impossible de prévoir une date pour la conférence. Ce qui sera soumis à l'approbation des partis à l'issue des travaux de la commission de rédaction. Ce qui exige un certain temps (2...), certains partis ne peuvent statuer qu'au niveau du conseil central.

Italie

M. Giovanni Agnelli pourrait se présenter aux prochaines élections

De notre correspondant

Rome. — M. Giovanni Agnelli, P.D.G. de Fiat et président sortant du patronat (Confindustria), s'apprête-t-il à faire son entrée dans la politique active à l'occasion des élections législatives du 30 juin ? On le dit avec insistance de divers côtés, malgré un démenti de l'intéressé, qui a laissé entendre, il y a quelques jours, qu'il préférerait être candidat au Parlement européen. Si, finalement, M. Agnelli briguait un poste de député à Turin, ce serait évidemment un fait politique de première importance, qui donnerait un autre ton à la campagne en cours.

Depuis des années, on évoque régulièrement une telle hypothèse, que nombre d'observateurs hésitent du revers de la main. Le P.D.G. de Fiat, remarque-t-on, exerce une influence bien plus

grande là où il est. Qu'aurait-il fait au Parlement ou même au gouvernement, dans ce régime parlementaire si peu adapté à sa stature ?

Les rumeurs, cette fois, ont davantage de consistance. La fin du mandat de M. Agnelli à la Confindustria le rendrait disponible. D'autre part, les déclarations qu'il a multipliées ces derniers jours témoignent d'un plus grand engagement. « Nous ne sommes pas des hommes d'affaires, nous sommes des citoyens », a-t-il dit, il y a quelques jours, aux patrons italiens. Le vice-président de la Confindustria, M. Mauro Corbino, n'aurait pas attendu cette exhortation pour annoncer sa propre candidature sur une liste républicaine. — R. S.

LA « GUERRE DE LA MORUE »

Nouveaux affrontements dans les zones de pêche islandaises

De notre correspondant

Reykjavik. — De graves affrontements ont opposé, dans la nuit de jeudi à vendredi, des navires britanniques et garde-côtes islandais. Deux frégates fortement endommagées ont dû regagner la Grande-Bretagne, tandis que le garde-côte 779 s'est vu contraint de regagner un petit port de la côte sud de l'Islande où il sera réparé.

Ces affrontements interviennent après une période de calme d'un mois, et qui sont les plus violents jamais enregistrés dans cette troisième guerre de la morue, ont, à première vue, de quoi surprendre. Certes, les négociations sur les droits de pêche étaient interrompues depuis la rupture, le 19 février, des relations diplomatiques entre les deux pays, mais, paradoxalement, les rapports islando-britanniques ne s'en portaient pas plus mal.

Tout a commencé lorsqu'au début de la semaine les cargos islandais ont recommencé à couper les câbles des chalutiers britanniques. Une fois encore, des raisons de politique intérieure n'étaient sans doute pas étrangères à cette reprise des hostilités. Le gouvernement de M. Geir Halgrímsson présentait en effet au Parlement un projet de loi instituant une taxe de 10 à 18 % sur certains produits importés destinés à financer la défense des eaux de pêche. Le rôle des garde-côtes venait à point nommé renforcer l'ardeur patriotique des députés rétrogrades. Les frégates britanniques, rapides, mais fragiles, et que le moindre dommage contraindrait à regagner l'Angleterre, répliquèrent mollement.

Les capitaines des chalutiers britanniques mirent alors leur gouvernement en demeure de ren-

forcer sa protection. Ils réclamaient également des indemnités. N'ayant pas reçu de réponse, ils quittèrent, le 4 mai à minuit, les eaux islandaises. Ils étaient menacés, au large des côtes, par les chasseurs de minotours. L'ordre de rebroussement leur fut refusé. Les chalutiers s'immobilisèrent, mais à Reykjavik, où l'hiver fait de brusques retours et où la neige recouvre de nouveau les pelouses déjà vertes, on vit dans cette retraite momentanée une preuve de la défaite britannique.

« Les chalutiers ont fini par abandonner la partie », déclarait imprudemment un responsable des garde-côtes. Le soir même il fallait déchanter. Dès le retour des chalutiers, les frégates, dont le nombre sera finalement porté à six, semblent avoir reçu pour mission de montrer la détermination du gouvernement britannique de renforcer la protection de ses pêcheurs et cela avec d'autant plus d'insistance qu'il refusait probablement de leur verser les indemnités demandées. La chasse aux garde-côtes fut donc menée bon train, avant même que ces derniers ne s'approchent des chalutiers. L'effet de surprise est venu de ce que les garde-côtes faisaient montre de la même détermination tout soutien la contre-attaque.

Chaque vendredi comptait ses bosses. Évalué à la surface des vagues enfoncées au combat, donnait un net avantage aux islandais. Mais loin de chanter victoire, le premier ministre, M. Geir Halgrímsson, et le ministre de la Justice, M. Ólafur Jóhannesson, mettaient les Islandais en garde contre un sentiment de victoire sans doute illusoire.

GERARD LEMARQUIS.

Espagne

VERS UNE CRISE POLITIQUE A MADRID

Les contacts se multiplient entre les libéraux du régime et les représentants de l'opposition modérée

Le ministre de l'Information, M. Adolfo Martín Gámez, a annoncé, le vendredi 7 mai, que le conseil des ministres avait adopté un programme de réformes des institutions, qui prévoit la dissolution des Cortes et la création de deux organes législatifs, une Chambre des députés et un Sénat. D'autre part, une nouvelle chambre du Tribunal suprême, fonctionnant comme une cour constitutionnelle, sera chargée de veiller à la conformité des lois et des décrets gouvernementaux à l'ensemble des lois

fondamentales de l'Etat. Cet ensemble de réformes sera soumis au conseil national pour information, puis aux Cortes. Elles feront l'objet d'un référendum en octobre prochain. Ces projets, jugés insuffisants par l'opposition, suscitent de graves dissensions au sein même du gouvernement. Depuis une semaine les contacts se multiplient entre la fraction la plus libérale du régime et les représentants de l'opposition modérée.

De notre envoyé spécial

privé, leurs réticences. Les échos concordants qui viennent de la Zarzuela dépeignent un roi Juan Carlos lui-même désemparé du comportement du chef du gouvernement.

Les dissensions au sein du premier gouvernement de la monarchie sont d'ailleurs si aiguës que les « explications de texte » fournies successivement depuis une semaine dans les milieux « autorisés » ont semblé diverger, sinon contradictoires. « La crise est véritablement ouverte », affirme le directeur d'un quotidien madrilène.

A court terme, et malgré les précisions apportées vendredi par le ministre de l'Information, les questions soulevées par les imprécisions du discours du 28 avril demeurent nombreuses. Le référendum reporté à octobre ne sera-t-il pas un simple « contrat » passé entre les dirigeants néo-franquistes et la nation ? Comment concilier un système qui veut conserver les mécanismes de la démocratie organique — corporation, syndicat, famille — et un authentique suffrage universel direct et secret ? Le référendum à deux questions ne risque-t-il pas indirectement d'affaiblir une monarchie qui aurait été aisément plébiscitée en juin ? Le nouveau Conseil du royaume ne sera-t-il pas l'organe suprême de cette démocratie à l'espagnole ? Quels seront les pouvoirs respectifs du Sénat, refuge des hiérarchies du régime, et du Congrès, où l'on va prélever avec le trébuchet les députés ? Devant qui sera responsable le gouvernement ? Et qui aura l'initiative des lois ?

Un opposant reçu par le roi

Bien que les avocats du programme d'Arias s'en défendent, il semble que l'idée centrale du plan consiste à privilégier le Sénat. Et si l'on fait d'ailleurs volontiers allusion au Sénat des Etats-Unis, élargissant les privilèges du conseil national du Mouvement, qui disparaît en se fondant dans la Chambre haute, le Sénat devrait être le gage d'un contre-pouvoir à la chambre basse, le bloc des droites, adversaire du Front populaire, M. Gil Robles, qui porte

le silence de M. Arias sur la réforme syndicale — dont l'urgence n'est plus réellement mise en avant — par les dirigeants des syndicats officiels — trouble aussi la classe politique et les secteurs libéraux du gouvernement. « Avec une loi fondamentale du franquisme, dit un ministre, nous aurions sans doute évité Vitoria ».

Est-ce tout à fait une coïncidence si Juan Carlos, réservant le secrétaire général de l'organisation syndicale officielle, a déclaré jeudi : « La réforme syndicale ne peut pas être séparée de la réforme politique » ?

Autre réaction très commentée à Madrid : celle de M. Gil Robles par le roi (le Monde du 7 mai). Ancien ministre de la République avant la guerre civile, ancien leader de la CEDA, le bloc des droites, adversaire du Front populaire, M. Gil Robles, qui porte

ses soixante-dix-neuf ans avec verve, est aujourd'hui le dirigeant de la Fédération populaire démocratique, un groupe démocrate-chrétien modéré. Celui-ci vient d'adhérer, ainsi que la Gauche démocratique de M. Ruiz Jimenez à la Coordination démocratique qui groupe toutes les formations de gauche, y compris les communistes. Les conditions posées par les amis de MM. Gil Robles et Ruiz Jimenez à la Coordination démocratique pour leur entrée dans le front commun de la gauche ont toutes été acceptées, à commencer par la règle de la non-unicité pour les décisions.

Soucieux d'éviter à tout prix cette « mise sur le touche » que le régime a décriée « a priori » à leur égard, les communistes sont évidemment les derniers à discuter les conditions posées par de nouveaux alliés de la Coordination que l'on appelle à Madrid la « Plataforma ».

Quant à M. Gil Robles, il n'a pas, selon son habitude, mâché ses mots pour condamner le discours-programme de M. Arias Navarro. Ce n'est donc pas seulement un vieux politicien prestigieux que Juan Carlos a reçu à la Zarzuela pendant une heure et demie, mais aussi l'un des porte-parole de cette Coordination démocratique exclue du jeu électoral par le chef du gouvernement. M. Gil Robles est partisan de la convocation d'une Assemblée constituante, seule méthode, selon lui, permettant de préparer sérieusement une réforme des institutions. C'est-à-dire une « rupture » recommandée par l'opposition de gauche et écartée résolument par les hommes du régime regroupés derrière M. Arias Navarro.

Le discours du 28 avril a déjà deux conséquences notables. D'abord, les contacts de couloirs se multiplient entre les libéraux du régime et les porte-parole de l'opposition modérée. Des offres concrètes de pourparlers discrets ont été faites ces derniers jours par des ministres libéraux à l'adresse de dirigeants démocratiques catalans ou castillans. Les différents courants socialistes amorcent un mouvement de fusion. Bien des obstacles restent à surmonter. Des rivalités personnelles demeurent. Mais le règne d'un grand parti socialiste espagnol « à la française » est en train de prendre corps. Les communistes sont les premiers à s'en féliciter.

MARCEL NIEDERGANG.

LE MODE D'ELECTION DES DEPUTES ET SENATEURS

A l'issue du conseil des ministres qui a adopté le programme de réforme, le ministre de l'Information a apporté les précisions suivantes concernant les prochaines élections :

Pour les trois cents députés, l'élection se fera au scrutin universel direct au scrutin majoritaire uninominal. Il y aura un député par circonscription, soit quinze mille habitants, chaque province ayant droit au minimum à deux députés.

Sur les deux cent quatre-vingt-cinq sénateurs, deux cents seront élus au suffrage universel, leur candidature étant proposée par les corporations locales et les syndicats. Quarante sénateurs seront nommés à vie ; leur groupe correspond aux membres actuels du conseil national du Mouvement qui avaient été désignés par le général Franco. Mais ils perdent au privilège : lorsqu'un siège deviendra vacant par leur décès, ils ne coopèrent plus eux-mêmes le nouveau titulaire. Vingt-cinq autres sénateurs seront nommés par le roi à chaque législature. Les vingt derniers seront élus par les corporations professionnelles et les institutions de droit public reconnues par les lois.

● Le pèlerinage traditionnel des carlistes espagnols dans la localité navarroise de Montejurra, le 9 mai, a été interdit par les autorités espagnoles. Les partisans du prince Charles-Hugues, qui entendent ainsi célébrer le souvenir des morts des trois guerres carlistes, ont décidé de maintenir leur rassemblement. — (Corresp.)

L'ASSEMBLEE DU CONSEIL DE L'EUROPE A PREPARE L'ADHESION DU PORTUGAL

(De notre envoyé spécial.)

Strasbourg. — Quatre députés portugais ont été reçus vendredi 7 mai par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Sur les cent quarante-sept membres de l'Assemblée n'étaient présents pour les accueillir qu'une trentaine de parlementaires. L'année dernière, lorsqu'il s'était agi d'exprimer leurs vœux à l'égard de l'évolution politique au Portugal, les parlementaires européens étaient beaucoup plus nombreux.

Les trente parlementaires européens présents sont parvenus, dans une large mesure, à racher par la chaleur de leur accueil les qualifications élogieuses dont ils ont gratifié le peuple portugais et leurs appels répétés à un accroissement rapide de l'aide assurée que les pays européens ont trop lentement jusqu'ici octroyée au Portugal.

A l'unanimité, l'Assemblée parlementaire, présidée par M. Csernecz (socialiste autrichien), a adopté le rapport de M. Gessner (socialiste allemand) demandant que les membres du Conseil de l'Europe intensifient leurs relations « avec les représentants libéraux et démocrates du Portugal jusqu'à ce qu'un président de la République élu ait tiré les conséquences des résultats des élections législatives », reprenant ainsi la note de l'Assemblée du Portugal au Conseil de l'Europe.

Il ne fait pas de doute que l'admission du Portugal comme dix-neuvième membre du Conseil interviendra lors de la session prochaine de l'Assemblée en septembre. L'Assemblée a d'ailleurs approuvé, vendredi 7 mai, la proposition de M. Aubert (social-démocrate suisse) demandant que le Portugal reçoive dès le début de la prochaine session le statut d'observateur.

En conclusion du débat, M. Csernecz a donné la parole aux quatre députés portugais dont les interventions empreintes de passion et d'espoir ont contrasté avec les déclarations qui avaient précédé tout au long d'une session marquée par la résignation et le découragement.

La stagnation dans laquelle se trouve aujourd'hui la coopération européenne et la carence du comité des ministres du Conseil, a résumé ses travaux par un communiqué sans substance, n'ont pas été, évidemment, de nature à remonter le moral de l'Assemblée.

JEAN SCHWABEL.

M. SCHMIDT : le processus des abandons de souveraineté se poursuivra

Bonn (A.F.P.). — Le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Schmidt, a estimé, vendredi 7 mai, que le processus des « abandons de souveraineté » des pays européens se poursuivra.

Dans une interview télévisée, M. Schmidt, après avoir précisé qu'« un chef de gouvernement doit naturellement être prudent dans ses déclarations sur la situation dans les Etats amis », a dit : « Sur le plan économique, et en partie aussi sur les plans social, monétaire et financier, nous sommes tellement liés les uns aux autres que des décisions prises par un pays ont très rapidement des conséquences chez le voisin ».

Faisant ensuite allusion aux remous soulevés par ses récentes déclarations, il a ajouté : « Des gouvernements étrangers nous ont aussi critiqué au sein du Marché commun. On nous a en particulier, très sévèrement, reproché en 1975 un endettement public insuffisant. Des gouvernements amis — je m'abstiendrai de les citer — ont déclaré très courtoisement que nous étions encore accablés par notre endettement public ».

M. FITZGERALD : les déclarations du chancelier sur le gaullisme sont inacceptables

M. Charles Fitzgérald, membre du secrétariat du P.C.F., a protesté à son tour, vendredi 7 mai, au micro de France-Inter contre les déclarations du chancelier d'Allemagne fédérale mettant en cause le gaullisme et le gaulisme (le Monde du 7 mai). M. Jacques Chirac s'est déjà élevé contre ces propos.

M. Fitzgérald a déclaré : « Je voudrais dire un mot des déclarations de M. Schmidt, assimilant le gaullisme au salazarisme et au franquisme. Nous ne pouvons pas accepter que l'on fasse une telle comparaison. Nous n'oublions pas que les communistes ont été aux côtés des gaullistes pendant la Résistance et précisément contre le fascisme hitlérien, qu'il y a eu des ministres communistes dans les gouvernements du général de Gaulle et que nous avons eu des discussions de nous retrouver dans l'histoire des dernières années ».

Week-end Ascension MAROC

5 jours

Départ 26 mai, 20 h. 50

Retour 30 mai, 20 h. 50

1200

tout compris, hôtel 4 étoiles, repas, visites, excursions

RÉSERVATIONS :

vos Agences de Voyages... ou

MAGHREB CONSEILS

260-92-44 - 260-86-89 (ouvert samedi)

Lic. A 101.

سكس في الدار

DIPLOMATIE

LUNDI A PARIS

Vingt États d'Afrique seront représentés à la conférence franco-africaine

ambassadeur du Sénégal, seront également représentés, en dépit du différend qui les oppose à la France à propos du statut de l'île de Mayotte, devenue département français il y a quelques jours. Parmi les absents figurent la République malgache, la République islamique de Mauritanie, la Guinée, le Cameroun et la République populaire du Congo. Les nouveaux dirigeants de Madagascar, tout en maintenant certains liens de coopération avec l'ancienne puissance coloniale, entendent mener une politique, qualifiée par eux de « sous armée », qui ne leur permet pas, estiment-ils, de participer à des rencontres du type de celle de Paris.

M. Moktar Ould Daddah, qui a présidé l'appartenance de la Mauritanie à certaines organisations techniques spécialisées dépendant de l'Organisation communautaire africaine (OCA), reste depuis plus de dix années à l'écart des rencontres entre dirigeants africains, qui tout en se situant hors du cadre de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), risquent de présenter un caractère politique trop marqué. Cette préoccupation anime également M. Sékou Touré, président de la République de Guinée, qui vient de normaliser ses relations avec la France, mais entend les développer exclusivement sur le plan bilatéral. La République de Guinée, qui vient de normaliser ses relations avec la France, mais entend les développer exclusivement sur le plan bilatéral. La République de Guinée, qui vient de normaliser ses relations avec la France, mais entend les développer exclusivement sur le plan bilatéral.

Quatre grands thèmes

La défection de la République populaire du Congo n'a été connue que jeudi. C'est en effet le 6 mai que l'ambassadeur congolais en France a remis à M. Giscard d'Estaing un message du commandant Marien Ngoussou, président de la République populaire du Congo, indiquant que son pays ne serait pas représenté. Dans ce message, le chef de l'Etat congolais indiquait que cette décision ne doit pas être considérée comme un acte « hostile » ou « inamical » à l'égard de la France.

Les discussions de lundi et de mardi ne seront pourtant pas purement académiques, si du moins l'on en juge par les premières déclarations faites vendredi soir par M. Bonjo. Avec son franc parler habituel, le chef de l'Etat gabonais, qui a qualifié la quatrième conférence de la CNUCED qui se déroule à Nairobi de « bla-bla-bla » et a exprimé son scepticisme à propos de l'utilité pour les Africains du dernier voyage de M. Kissinger, a dit notamment : « Ce sont les anciennes possessions françaises qui servent d'intermédiaire d'intermédiaire entre deux super-puissances. La France devrait donc exprimer son opinion, mais celle-ci brûle par son absence... »

Si en fait l'ordre du jour n'est pas été rendu public, on peut pré-

PHILIPPE DECRANE.

M. Giscard d'Estaing espère que l'« hésitation » des États-Unis sera passagère

(Suite de la première page.)

« C'est la preuve, a-t-il ajouté, que la France a l'intention d'avoir une grande capacité de défense, puisque au sein de l'Alliance et à l'exception des États-Unis, la France est le seul pays à disposer d'une défense nationale nucléaire complète, tactique et stratégique. En fait, la France est aujourd'hui la troisième puissance nucléaire mondiale. »

Interrogé sur la politique étrangère américaine, M. Giscard d'Estaing a déclaré que « l'hésitation montrée par les États-Unis est une situation temporaire. Les situations urgentes, comme l'Angola, ont engendré un sentiment général de doute qui a changé l'équilibre mondial des forces. J'espère, toutefois, que ce n'est qu'une chose passagère, car la détente ne peut être maintenue que s'il existe

Le Monde

dossiers et documents

LE NUMERO DE MAI EST PARU

- LA VIE POLITIQUE AUX ETATS-UNIS
- LE COMMERCE DE DETAIL

Le numéro : 2 F.

Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F.

M. CHIRAC et « L'HUMANITÉ » POLEMIQUE

A la suite des critiques que l'« Humanité » adressées au premier ministre polonais, auquel elle reproche notamment d'avoir rendu hommage à l'action des chefs d'Etat français et de s'être félicité du processus d'intégration économique de l'Europe de l'Ouest (le Monde du 8 mai), M. Jacques Chirac a déclaré vendredi 7 mai à TF1 :

« Nous avons reçu avec beaucoup de plaisir, et les regards qui lui étaient dus, le président polonais et des membres de son gouvernement. Nos entretiens, très positifs, se sont traduits par de nombreux et importants accords sur les plans politiques, culturels et économiques entre nos deux pays. C'est pourquoi je dois dire que j'ai trouvé les propos tenus par l'« Humanité » à la fois discursifs et antihumanitaires. Discours de propagande, parce que les deux parties ont convenu et responsable, de critiquer un hôte officiel de la France, un chef de gouvernement en visite à Paris. Antihumanitaire, parce que les Polonais et leur gouvernement ont approuvé la politique de la France, en particulier notre politique étrangère. Aussi l'attitude des communistes ne paraît-elle pas digne de leur idéologie. L'« Humanité » a fait contreviens à l'intérêt national. »

Le quotidien communiste a répliqué samedi 8 mai :

« M. Chirac, selon son habitude, a chassé de gros sabots. Discours ? M. Chirac et ses amis sont orphes en la matière. On n'en trouve plus de citer leurs injures à l'adresse de la République fédérale d'Allemagne, par exemple, ne s'est-il pas particulièrement illustré à cet égard, parlant, précisément à propos de la Pologne, du « lamentable aboutissement du communisme » ? Admirable courtoisie ! (1).

« Antihumanitaire ? Ce qui est vraiment antihumanitaire, n'est-ce pas l'intention de l'« Humanité » de saboter la commémoration du 8 mai ? Qui permet aux Kissinger et aux Helmut Schmidt de multiplier les injures dans leurs journaux à l'adresse de la République fédérale d'Allemagne, évolution dont ils se félicitent. »

« Les deux parties ont marqué que l'objectif de leurs efforts dans les domaines du désarmement est de parvenir à un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. Nous n'avons de leçons de patriotisme à recevoir de personne, et certainement pas du premier ministre giscardien. »

(1) N.D.L.R. — C'est dans une « Tribune libre », publiée le 30 décembre 1970 par le journal français, que M. Chirac, alors ministre secrétaire général des républicains indépendants, avait formulé cette appréciation sur la Pologne.

APRÈS LE SÉJOUR A PARIS DU PREMIER MINISTRE POLONAIS

Le communiqué commun

La France et la Pologne entendent « promouvoir une croissance harmonieuse de leurs échanges »

Le communiqué franco-polonais publié vendredi 7 mai à l'issue de la visite de M. Jaroszewicz à Paris déclare notamment :

« Les deux premiers ministres se sont félicités de la remarquable essor des échanges franco-polonais dont le volume a quintuplé depuis 1970, atteignant pour 1975 42 milliards de francs. Le progression des échanges entre la France et la Pologne a été de 38 % en 1975 par rapport à 1974 ; le même rythme de progression a été enregistré au premier trimestre de 1976. »

« Enfin, les deux parties ont exprimé leur satisfaction de la conclusion de protocoles de coopération entre le Conseil national des entreprises françaises et les chambres de commerce et d'industrie polonaises, d'une part, et la Chambre polonaise de commerce extérieur, d'autre part. »

« Les deux parties ont constaté avec satisfaction la progression sensible des échanges franco-polonais dans le domaine culturel, scientifique, d'enseignement, des échanges de jeunes, du cinéma, de la radio et de la télévision, qui contribueront au développement de la coopération culturelle et scientifique entre les deux pays conformément à la déclaration commune du 20 juin 1975. Elles ont examiné les questions relatives au développement des échanges mutuels dans le domaine du livre. »

« L'examen des problèmes internationaux a fait apparaître une large convergence des vues des deux parties sur de nombreuses questions. »

« Les deux premiers ministres ont accordé une attention particulière à l'évolution de la situation en Europe. Ils ont souligné la nécessité que tous les Etats intéressés agissent avec détermination pour affermir le processus de détente sur le continent européen et dans le monde, et lui donner ainsi un caractère plus durable, et ont relevé, parmi les éléments qui contribuent à ce processus, l'évolution dans un sens positif des relations entre la République populaire de Pologne et la République fédérale d'Allemagne, évolution dont ils se félicitent. »

« Les deux parties ont marqué que l'objectif de leurs efforts dans les domaines du désarmement est de parvenir à un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. Nous n'avons de leçons de patriotisme à recevoir de personne, et certainement pas du premier ministre giscardien. »

« Les deux premiers ministres ont également évoqué d'autres problèmes de l'actualité internationale, notamment la situation au Proche-Orient. »

LA FIN DE LA VISITE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

MM. Giscard d'Estaing et Houphouët-Boigny ont réaffirmé leur hostilité à l'« apartheid »

Les présidents Giscard d'Estaing et Houphouët-Boigny ont exprimé leur hostilité à toute immixtion étrangère en Afrique, indique le communiqué commun publié vendredi 7 mai, au terme de la visite officielle en France du chef d'Etat ivoirien.

Les deux chefs d'Etat ont fait connaître leur préoccupation devant l'évolution de la situation en Afrique australe, et ont, notamment, souligné la nécessité d'une accession rapide de la Namibie (Sud-Ouest africain) à la souveraineté et à l'indépendance.

Les deux chefs d'Etat ont aussi réaffirmé leur hostilité à la politique d'« apartheid » et de ségrégation raciale.

Ils ont insisté sur l'importance du dialogue entre l'Europe et l'Afrique en se félicitant de « l'heureuse conclusion de l'accord de Lomé ». »

Les deux présidents ont constaté « avec satisfaction » la convergence de leurs vues sur les grands problèmes du moment et ont réaffirmé leur confiance dans le dialogue, la tolérance, la concertation et le dialogue comme moyens privilégiés de prévenir les tensions et de régler pacifiquement les différends entre nations. Ils ont considéré que les travaux de la conférence de Paris sur la coopération économique interna-

● Le collectif des organisations contre l'apartheid et soutenant les mouvements de libération en Afrique australe, annonce dans un communiqué, qu'il a été reçu, jeudi 6 mai, par un membre du cabinet du ministre des affaires étrangères.

La délégation était conduite par M. Alain Louvel, secrétaire national du Mouvement de la paix.

Le collectif, indique le communiqué, a par ailleurs la volonté affirmée par le représentant du gouvernement français de fermer l'Office rhodésien d'information établie à Paris.

● L'annulation des élections pour le Parlement européen, prévues pour 1978, constituerait un coup insupportable pour la Communauté européenne, a déclaré vendredi 7 mai, à La Haye, M. Den Uyl, premier ministre néerlandais.

A LA CONFÉRENCE DE NAIROBI

Le style impérial du président Marcos a fait scandale

De notre correspondant

Nairobi. — La tournure prise par la visite de M. et Mme Marcos au Kenya a suscité quelques sourires et pas mal d'agacements parmi les délégués à la quatrième session de la CNUCED, devant laquelle le président philippin est venu, le 5 mai, à Nairobi, à la tête d'une délégation de 15 personnes. Les deux pays ont décidé de se concentrer afin de faire progresser leur point de vue dans les négociations internationales. La France s'efforcera par ailleurs, précise le communiqué, d'obtenir l'ouverture de discussions sur une révision positive de l'accord international sur le cacao que souhaite la Côte-d'Ivoire.

Après avoir souligné la nécessité pour les pays industrialisés d'entreprendre un effort d'adaptation exceptionnel en faveur du développement de l'Afrique, le communiqué, sur le plan bilatéral, indique que les deux chefs d'Etat ont réaffirmé leur volonté de donner à la coopération une ampleur et une orientation nouvelles. Dans cette perspective, le communiqué précise qu'il a été procédé à l'examen de la participation accrue, directe ou indirecte de la France, au plan de développement ivoirien. C'est ainsi que la France contribuera au financement et à la réalisation du barrage hydro-électrique de Bongo et au complexe agricole de Bortoni.

Les présidents Giscard d'Estaing et Houphouët-Boigny, qui ont pris acte « avec satisfaction » de l'évolution de la coopération culturelle, scientifique et technique, sont convenus de convoquer tous les deux ans une grande commission mixte franco-ivoirienne, dont la prochaine réunion aura lieu en 1977 à Abidjan.

Les deux chefs d'Etat ont d'autre part, décidé qu'une délégation ivoirienne se rendrait prochainement à Paris en vue de procéder au renouvellement de la convention franco-ivoirienne sur la circulation des personnes.

Le président Félix Houphouët-Boigny, conclut le communiqué, a invité le président Valéry Giscard d'Estaing à se rendre en visite officielle en Côte-d'Ivoire. Cette invitation a été acceptée « avec plaisir » et la date sera fixée d'un commun accord.

Les cent dix nations les plus pauvres

Le lendemain, quand le président philippin est venu prononcer son discours en séance plénière de la CNUCED, les deux impuissants fauteuils officiels du couple présidentiel kenyan avaient été mis à leur disposition dans la salle. Pour une fois, les délégués ont été invités à se lever quand le couple a fait une entrée qui se voulait manifestement solennelle. Entouré de six membres du gouvernement philippin, resplendissant dans la fameuse robe longue de gala des Philippines, la première dame s'est installée dans son fauteuil au bas de la tribune, alors que son époux quittait le sien pour réclamer « une nouvelle dimension pour l'homme ».

Le couple présidentiel philippin, qui se trouvait au Kenya grâce à une loi martiale décrétée voilà quatre ans et qui passe pour avoir amassé une fortune en onze années de présidence, a bien reçu par le président Kenyatta vendredi matin, et il a pu, dans la soirée, visiter le Parc national de Keekorok, lequel avait été

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● LE GENERAL KOULIKOV, chef de l'état-major des forces armées soviétiques, a violemment dénoncé vendredi 7 mai dans un article publié par l'« Iestevia », le « danger militaire » que fait peser « l'impérialisme » dans le monde. « L'expérience de la seconde guerre mondiale nous met en garde, avec le plus grand sérieux, contre une sous-estimation du danger de guerre engendré par l'impérialisme », écrit le général Koulikov, dont l'article est publié dans l'organe du gouvernement soviétique à l'occasion de la fête de la victoire. — (A.F.P.)

L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL DE L'EUROPE A PRÉPARÉ L'ADHÉSION DU PORTUGAL

(De notre envoyé spécial.)

Strasbourg. — Quatre députés portugais ont été reçus vendredi 7 mai par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Les cent quarante-sept membres de l'Assemblée n'étaient présents que pour accueillir l'arrivée de la délégation portugaise, la dernière, lorsqu'il s'agit de l'adhésion de ce pays à l'Assemblée. Les parlementaires européens ont échangé avec les députés portugais leurs vives sympathies et leur confiance. Les parlementaires européens ont échangé avec les députés portugais leurs vives sympathies et leur confiance.

Les trente parlementaires portugais présents sont parvenus à une large mesure, à rassembler le chœur de leur dévouement et de leur confiance. Les parlementaires européens ont échangé avec les députés portugais leurs vives sympathies et leur confiance.

Les parlementaires portugais ont été reçus vendredi 7 mai à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Les cent quarante-sept membres de l'Assemblée n'étaient présents que pour accueillir l'arrivée de la délégation portugaise, la dernière, lorsqu'il s'agit de l'adhésion de ce pays à l'Assemblée. Les parlementaires européens ont échangé avec les députés portugais leurs vives sympathies et leur confiance.

LE PROCÈS DE L'APARTEID : le processus de la souveraineté

(A.F.P.) — Le chef de l'Etat portugais, M. Marcel Caetano, a déclaré vendredi 7 mai, au cours d'une conférence de presse, que le processus de la souveraineté en Afrique australe est un processus qui ne peut être que pacifique et démocratique. Il a souligné la nécessité d'une accession rapide de la Namibie (Sud-Ouest africain) à la souveraineté et à l'indépendance.

M. Caetano a également souligné la nécessité d'une accession rapide de la Namibie (Sud-Ouest africain) à la souveraineté et à l'indépendance.

M. FITZGERALD : les déclarations de l'ambassadeur sur le gauchisme sont inacceptables

M. Charles Fitzgerald, ambassadeur britannique à Paris, a déclaré vendredi 7 mai, que les déclarations de l'ambassadeur français sur le gauchisme sont inacceptables.

M. Fitzgerald a déclaré que les déclarations de l'ambassadeur français sur le gauchisme sont inacceptables.

صحة الانسان

RELIGION

LA JOURNÉE MONDIALE DES VOCATIONS

Quels prêtres pour quelle Église ?

Après les prêtres, en 1974, puis les religieux et religieuses, en 1975, ce sont tous les baptisés qui fourniront le thème de la Journée mondiale des vocations, le dimanche 9 mai : « Tous différents, tous serviteurs ».

Se sera-t-on rabattu sur la vocation de tous les baptisés devant la pénurie de vocations

sacerdotales ? Au contraire, c'est un effort fondamental et à long terme qui est demandé, puisque c'est la communauté chrétienne tout entière, composée de membres divers ayant chacun son rôle propre à jouer, qui doit susciter les ministères laïcs, diaconaux et sacerdotaux, dont elle a besoin, et qui seront « traités » par l'Église en la personne de l'évêque.

En interpellant tous les chrétiens, le thème de la Journée des vocations semble avoir été choisi pour mettre la communauté croyante devant ses responsabilités. Si elle veut des prêtres, quelle en « fournisse » ! La désignation des ministères pose toutefois un certain nombre de questions, écrit le Père Jean Rigal, coordonnateur du Centre national des vocations, dans une plaquette parue récemment (1).

« Qui va appeler ? demande-t-il. D'abord, de quelles communautés s'agit-il ? De communautés stables, relativement homogènes, à groupes intermédiaires éphémères ? Qui, dans la communauté, va en définitive choisir et proposer : l'ensemble des membres ? la majorité, quelques délégués ? (...) À quel ministère seront-ils appelés ? C'est la question la plus fondamentale ! Elle oblige à préciser où, pourquoi et comment, on a besoin de prêtres... »

Il ne suffit pas, en effet, de déplorer la rareté des candidats au sacerdoce ou de fustiger on ne sait quel manque de générosité ou de dégradation des mœurs chez les jeunes, mais de s'interroger sur l'essence même de ce ministère : quels prêtres pour quelle Église ?

A. W.

(1) Artisans d'une Église nouvelle : communautés et ministères, par Jean-Claude Petit et Jean Rigal. Éditions du Cerf, 64 pages, 13 F.

QUELQUES CHIFFRES

● Les entrées dans les Centres de formation :
1973 : 151 ; 1974 : 194 ; 1975 : 155.

On constate :
— Une augmentation des entrants qui venaient du travail : 33 jeunes contre 22 en 1974. Cependant, ce sont les séminaires et les foyers de jeunes qui fournissent le groupe le plus nombreux : 53.

— Une élévation de l'âge moyen d'entrée : vers 1957, on entrât à 18 ans ; en 1958, on entrât à 21 ans ; en 1975, on entre à 22 ans.

● Le total des jeunes et adultes en formation : 1 397.

— 1 121 dans les centres de formation ;

— 119 dans les groupes de formation universitaire (G.F.U.) ;

— 57 dans les groupes de formation en monde ouvrier (G.F.O.).

● Les dix diocèses qui ont le plus de jeunes et d'adultes :
En préparation : ministère presbytéral, proportionnellement à leur population (pourcentage pour 100 000 habitants) : Le Puy (12,7 %), Bayonne (10,6 %), Dax (9,6 %), Laon (6 %), Besançon (5 %), Vannes (4,5 %), Lille (4,4 %), Rennes (4,3 %), Angers (4,6 %), Bayeux (4,4 %).

DEPUIS L'ARRIVÉE DE RELIGIEUSES

L'abbaye de Boquen a retrouvé ses offices liturgiques

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Il y a maintenant deux manières qui s'ignorent de rentrer à Boquen (Côtes-du-Nord) : un petit chemin qui sinue entre les vieilles pierres jusqu'au secrétariat de la communauté établie dans l'abbaye depuis six ans ; la route qui, après un détour, mène droit à l'abbatiale où se sont installées depuis le 4 mai trois sœurs de la fraternité de Bethléem venues y restaurer la vie monastique. Au bout de l'un et de l'autre, les deux entrées se joignent, qui s'ouvrent sur deux mondes fondamentalement différents.

L'arrivée des trois sœurs a relancé le conflit ouvert entre l'ordre de Cheux, propriétaire de la terre des murs, et la communauté de Boquen qui les a enlevés en revendiquant justement ce « droit à la différence ». Mais elle a aussi relancé des passions qui s'étaient fait jour il y a moins d'un mois, à l'occasion de l'assemblée générale de l'association culturelle, et que l'on considère aujourd'hui, du côté de la communauté comme chez les sœurs, avec une réserve certaine. C'est peut-être à la seule point d'accord entre les deux groupes qui cohabitent maintenant à Boquen.

Les six permanents de la communauté, normalement pris à l'extérieur par leurs occupations professionnelles dans la semaine, n'ont guère changé leurs habitudes. Leur présence est pourtant plus effective qu'à l'habitude, comme pour compenser celle, constante, des sœurs de Bethléem, qui célèbrent quotidiennement un office public depuis leur installation. Leur arrivée a surpris la communauté de Boquen, qui a déjà un « coup de force, même souriant ». En revanche, les signataires des pétitions en faveur des religieuses, comme ces soixante-cinq prêtres du diocèse de Saint-Brieuc (1) qui veulent Boquen « ouvert à tous pour la prière », sont satisfaits.

Des habitants de la région sont venus offrir nourriture et couvertures aux trois sœurs, qui disposent d'une tente plantée à proximité. Sans, a-t-il été répondu non. La Communauté avait dit : « Nous restons. Boquen continue ». Apparemment, les sœurs de Bethléem rétorquent : « Nous sommes là. Boquen commence », avec toutefois une réserve de plus en plus prudente devant le remue-ménage provoqué par leur arrivée et l'organisation de manifestations de soutien qui ont lieu ce week-end. De part et d'autre, l'attitude est provisoirement la même : attendre et voir venir.

JEAN VIDEAU.

(1) Soixante-cinq prêtres des Côtes-du-Nord avaient exprimé le vœu, dans une motion, que Boquen soit rendue à la vie monastique et qu'un centre de vie contemplative accueillant y soit ouvert.

Orientation - Mise à niveau Seconde à tronc commun

Enseignement PRIVE secondaire et supérieur
19, rue Jussieu - Paris 75005
707-13-38 et 707-76-05

(PUBLICITE)
Parents ! êtes-vous à la recherche de l'école appropriée pour vos enfants ?
LA FÉDÉRATION SUISSE DES ÉCOLES PRIVÉES
vous renseignera volontiers
48, rue des Volantes, case postale 171,
CH - 1211 Genève 6, tél. 19-41/22-35-37-36.

LA RÉFORME HABY

Une commission ministérielle propose le recours aux moyens audiovisuels pour « démocratiser » la connaissance des arts

Sur l'initiative de M. René Haby, ministre de l'éducation, une commission présidée par M. Jean-Marie Daudrix, directeur de la Discothèque de France, et composée de quatorze personnalités, enseignants et artistes pour la plupart (notamment le sculpteur César, le peintre Georges Mathieu, le compositeur Iannis Xenakis et l'artiste de variétés Raymond Devos), a, en trois mois, au prix de douze séances de travail, élaboré un rapport qui se veut prospectif et dégagé des contingences matérielles. Les membres de la commission se sont, a précisé M. Daudrix, « situés d'une façon presque éthérée en dehors de tout contexte existant ».

Les personnalités rassemblées autour de M. Daudrix ont axé leurs réflexions sur la suprématie de l'audiovisuel sur la chose imprimée. Les mass media ont partiellement pris le relais des textes écrits et « il faut aujourd'hui apprendre à regarder les images, à écouter les sons, comme on apprend à lire les imprimés, sous peine d'être accusé de conditionner les esprits de l'audiovisuel ennuisant ».

C'est sur cette omniprésence des mass media, qui serait « antididactique » et « démocratique » des textes écrits, est bien utilisée, que la commission propose de fonder l'éducation artistique de demain. L'instituteur, le maître, dispensant désormais des moyens techniques aux systèmes de reproduction sonore et graphique — de faire accéder tous les élèves aux arts.

« Il faut, selon le rapport, refuser le dilemme sur la qualité d'une sensation : ce dilemme n'est jamais présenté que par les « tenants », qui pour autant ne se privent pas d'user, et plus que quiconque, de la photo, du disque et du cinéma. » Plus que sur la pratique d'activités artistiques ou sur l'accès à l'œuvre d'art, le plus grand nombre d'œuvres d'art, elles-mêmes, le texte met l'accent sur l'apprentissage de grilles de lecture permettant d'expliquer les œuvres d'art reproduites par le disque, la photographie, ou bien encore sur l'apprentissage des techniques de reproduction proprement dites : photographie et cinéma.

Le développement des enseignements artistiques, la multiplication des échanges avec « artisans, artistes, éditeurs, directeurs de salles de spectacles, responsables de programmes de télévision », et enfin l'utilisation des mass media comme moyen pédagogique et système de référence assureront, estime le rapport, le progrès généralisé des connaissances en matière artistique dans le cas d'une « éducation démocratisante ».

Pour réaliser ce programme la commission a émis le vœu que l'école élémentaire « donne l'essentiel à l'art », que dans le premier cycle de l'enseignement secondaire des professeurs d'éducation artistique polyvalents développent les divers apprentissages et que dans le second cycle (mais pas dans les futurs lycées d'enseignement professionnel) l'éducation artistique soit obligatoire et orientée vers : l'éducation musicale, l'éducation plastique et l'éducation cinématographique. « Les élèves choisiront dès l'entrée en seconde l'un de ces trois domaines, restant entendu qu'ils devront poursuivre jusqu'au baccalauréat dans la voie qui aura été adoptée. En terminale, ils prendront une option supplémentaire s'ils comptent préparer un baccalauréat à dominante artistique. »

Les syndicats d'enseignants semblent, pour leur part, plus préoccupés par la situation présente et l'avenir immédiat. Le

A Dijon

LA GRANDE MISÈRE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE

(De notre correspondant)

Dijon. — On quête pour les aveugles, pour le cancer, pour les vieux... et pourquoi pas pour payer les maîtres de nos enfants ? Les parents d'élèves du C.E.S. du Chapitre à Chénay, dans la banlieue dijonnaise, ont décidé de passer aux actes, mardi 4 mai, en faisant la quête devant leur collège, afin de payer un maître d'éducation physique et sportive pour leurs enfants.

En effet, à partir du 8 mai, deux cent quarante élèves du C.E.S. sur sept cent cinquante seront privés de cours d'éducation physique, le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports n'ayant « plus de crédits pour payer son personnel ».

Il s'agit d'une quinzaine dans l'académie de Dijon qui, appelée à remplacer les professeurs en congés de maladie ou de maternité, vont devoir quitter prochainement leur poste. Le bureau académique du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) a déposé un préavis de grève au rectorat — C. M.

ÉDUCATION

Les grèves d'enseignants dans le secondaire

La participation a été de 60 à 75 % selon les syndicats et de 28 % selon le ministère

La participation au mouvement de grève déclenché le 7 mai dans l'enseignement secondaire, à l'appel des syndicats nationaux des enseignants de second degré (S.N.E.S., Fédération de l'éducation nationale), de l'éducation physique (S.N.E.P., F.E.N.), des collèges (S.N.C., indépendant), et de l'enseignement technique et professionnel (C.G.T.), est diversement appréciée par les syndicats et par le ministère de l'éducation. Selon le S.N.E.S., la grève — qui avait pour objet de demander le retrait des décrets d'application de la réforme Esbly, des créations de postes et l'ouverture de négociations sur les demandes syndicales — a été suivie par 60 à 75 % des professeurs, surveillants, conseillers d'éducation et d'orientation. Le S.N.C. estime que la participation a varié de 70 à 90 % dans les collèges.

Pour le ministère de l'éducation, la grève « se solda par un net échec », avec une participation estimée à 28 %, chiffre qui serait « le plus bas depuis des années ». Cette journée a été aussi marquée par des manifestations notamment à Paris, Marseille, Besançon et Fôitiers.

● ERATUM. — C'est à l'université de Bordeaux I et non de Bordeaux-III — nous indiquons le président de cette université — qu'un cocktail Molotov a été lancé dans la nuit du 3 au 4 mai (le Monde du 8 mai).

Un cadeau
d'amour unique
pour la Fête
des
Mères



Un Pendentif en vermeil
dans une édition à tirage limité

Date limite des souscriptions : le 12 mai 1976, minuit

Nous ne sommes plus qu'à quelques semaines de la Fête des Mères. C'est le jour privilégié où nous aimons témoigner tout l'amour que nous ressentons et qui reste trop souvent inexprimé. Cette année, Le Médailleur vous invite à célébrer cette fête toute particulière avec un cadeau précieux et aussi durable que l'amour sans prix dont il est le symbole : le Pendentif de la Fête des Mères 1976.

Créé en vermeil, le Pendentif est beaucoup plus qu'un bijou de tradition classique. Réalisé en exclusivité pour cette édition à tirage limité, il représente actuellement un des rares exemplaires au monde de bijou frappé individuellement.

La face du Pendentif montre une biche et son faon, symbole ému d'un tendre lien d'amour qui unit la mère et son enfant. Sur le revers est inscrite la touchante citation de Victor Hugo : « Que ne te dois-je point ? O mère tant chérie ! »

Chaque Pendentif sera frappé individuellement dans le vermeil (argent massif 1er titre, doré or 24 carats) par les artisans du Médailleur. Le sujet se détachera dans un léger relief satiné sur un fond pur et brillant comme un miroir. Le Pendentif sera accompagné d'une chaîne elle aussi en vermeil de 60 cm de longueur, et présenté dans un élégant écrin, tout particulièrement créé pour cet événement.

La sculpture du Pendentif ne sera plus jamais reproduite sous quelque forme que ce soit. De plus, le Pendentif ne pourra être obtenu qu'auprès du seul Médailleur.

Ce magnifique Pendentif sera émis dans une édition unique, limitée au nombre exact de souscriptions postées avant la date de clôture du 12 mai 1976, minuit, le cachet de la poste faisant foi. Le prix de chaque Pendentif est de 200 F TTC, port et emballage compris.

Aucun souscripteur ne pourra commander plus d'un seul Pendentif.

Pendentif montré ci-dessus taille réelle : diamètre 32 mm, longueur de la chaîne : 60 cm.

LE PENDENTIF DE LA FÊTE DES MÈRES 1976
en vermeil, dans une édition à tirage limité
Date limite : le 12 mai 1976 à minuit, le cachet de la poste faisant foi

Veillez enregistrer ma souscription pour le Pendentif de la Fête des Mères 1976 en vermeil (argent massif 1er titre, doré or 24 carats) de 32 mm de diamètre et sa chaîne également en vermeil, de 60 cm de longueur. Le Pendentif sera accompagné d'une carte de vœux et sera présenté dans un élégant écrin sans majoration de prix. Je note que je recevrai le Pendentif, au plus tard le 24 mai 1976 en temps voulu pour que je puisse l'offrir le 30 mai 1976, jour de la Fête des Mères. Veuillez trouver ci-joint mon titre de paiement de 200 F TTC, port et emballage compris. Tout paiement posté après la date limite des souscriptions sera retourné à son expéditeur.

M. _____
Mme _____
Mlle _____
Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
MAJUSCULES SVP
MAJUSCULES SVP
MDAM

LE MÉDAILLEUR 24 AVENUE RAYMOND POINCARÉ 75116 PARIS

ÉDUCATION

En grève depuis plus d'un mois

DES ÉTUDIANTS EN CHIRURGIE DENTAIRE DE MARSEILLE ÉCRIVENT À MME SAUNIER-SEITZ POUR OBTENIR DE NOUVEAUX LOCAUX.

Les étudiants de l'U.E.R. d'odontologie de Marseille, en grève depuis le 6 avril dernier pour obtenir la construction de nouveaux locaux universitaires, ont adressé à Mme Alice Saunier-Seitz, secrétaire d'État aux universités, une lettre dans laquelle ils écrivent notamment : « Il y a bien longtemps que la promotion sortant chaque année du "Pharo" (hôpital dans lequel est installée provisoirement la faculté de chirurgie dentaire de Marseille) se fait avec un engouement non dissimulé, tant les souvenirs de cinq années d'études oscillent entre le tragique et le comique (...). Nous déplorons aujourd'hui par notre grève les déboires récurrents, depuis cinq ans, un C.E.U. dentaire doit être construit à Marseille (...). Le terrain a été acheté en 1970 par l'université ; successivement, les programmes pédagogiques, les avant-projets et projets furent adoptés, les appels d'offres lancés (coût 1 milliard d'F.). La construction ne démarra pas, mais était toujours reportée. Le 25 mars 1976, Mme Saunier-Seitz, secrétaire d'État aux universités, annonçant définitivement le projet, Mme Veu, ministre de la santé, maintenait la part hospitalière, permettant ainsi la construction d'un centre de soins.

« Nous avons contesté dans le calme à Marseille, recevant le soutien sans réserve des enseignants et des organismes professionnels, ainsi que celui de la population, régulièrement informée pendant toute la durée de notre mouvement.

« Mais le silence de Paris rassérénait fort à une provocation ! La menace sur les examens n'est plus sous-entendue (...). Alors, faut-il être violent pour être entendu ? Faut-il casser, incendier, détruire ? »

GRÈVE DANS LES ÉCOLES BERLITZ

Un mouvement de grève a été déclenché, lundi 3 mai, par le personnel enseignant des écoles de langues vivantes Berlitz de la région parisienne et de Marseille. Les grévistes demandent une augmentation des salaires, l'application de l'échelle mobile et la mise au point d'une grille des salaires. Actuellement le salaire mensuel minimum est de 222 F. pour cinquante heures d'enseignement par semaine, d'une durée de quarante-cinq minutes chacune. Selon les grévistes, le mouvement serait suivi par près de 90 % des professeurs. De son côté, la direction a refusé de communiquer la moindre information à ce sujet.

A propos de l'architecture scolaire

À la suite de la publication de l'article sur l'architecture scolaire dans le Monde daté 25-26 avril, nous avons reçu de M. Pierre Guy, adjoint délégué à l'instruction publique à la mairie d'Alençon, une lettre dans laquelle il écrit notamment :

« L'article du 25 avril que vous consacrez au nouveau style de l'architecture scolaire tombe sous les yeux au moment même où nous venons de porter un jugement particulièrement sévère sur le dernier des "monstres" construits par l'État sur les bords de l'Arce, dans un site qui aurait mérité un autre traitement (...). Qu'on incrimine le procédé de construction : je veux bien. Je dénoncerai l'incapacité d'une administration et de certains de nos technocrates (architectes y compris) à savoir s'adapter aux circonstances autres que les fameuses "normes" de construction. C'est ainsi que l'on vide de toute signification humaine des établissements dont la mission est pourtant de former des hommes.

De M. Mario Fusco, directeur de l'U.E.R. d'Italien et de roumain à l'université de Paris-III : « Je pense qu'il y a quatre choses de plus à constater que cette exposition a lieu précisément au Grand Palais, qui abrite également certains U.E.R. des universités de Paris-III et de Paris-IV, et dont la bibliothèque universitaire a été inondée l'été dernier d'un violent incendie. C'est ainsi qu'environ dix mille volumes ont été endommagés, certains de façon irréparable, parce que les verrières du Grand Palais ne sont pas étanches et que nul ne s'est soucier d'y porter remède. Voilà un point sur lequel les services compétents de l'architecture scolaire et universitaire pourraient utilement s'interroger. Il y va de la sauvegarde d'un matériel scientifique de premier ordre.

● **RECTIFICATION.** — M. Yves Le Corre, nouveau président de l'université Paris-VII, est né le 1^{er} janvier 1926 et non le 1^{er} février, comme nous l'avons indiqué dans sa biographie publiée dans le Monde du 4 mai d'après un document diffusé par l'université.

LA RÉFORME GÉNÉRALE DU DEUXIÈME CYCLE

A Nancy

La faculté des lettres doit rouvrir lundi sans la présence de la police

La police a libéré dans la soirée de vendredi 7 mai et ce samedi 8 mai, vers 4 heures, les trente-huit étudiants qui étaient encore gardés après l'occupation des bâtiments de la faculté des lettres de Nancy. Elle indique que « depuis ne sont pas étudiants à la faculté des lettres, mais à la faculté des sciences, où ils sont répertoriés comme gauchistes ».

De son côté, le recteur de l'académie, M. Paul Pasquet, a justifié l'intervention des forces de police — à sa demande et à celle du président de l'université, M. François Borella — par « une situation parfaitement intolérable du fait des étudiants déterminés, depuis quelque temps, à empêcher toute reprise du travail, au mépris de la loi et de la liberté, au prétexte d'une caricature de démocratie ».

Plusieurs organisations syndicales et politiques de gauche ont, à l'instigation de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.-ex-Renouveau), publié une déclaration où ils « soulignent avec rigueur et indignation l'énorme responsabilité de M. Borella » et « exigent qu'il retire immédiatement la plainte qu'il a déposée ». Les étudiants socialistes, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont réclamé la démission du président de l'université et la dissolution du mouvement étudiant, mais qu'il s'agissait d'une affaire intérieure au parti socialiste, dont il est membre. En revanche, l'Union nationale inter-

universitaire (U.N.I.), « applaudit aux interventions de la police » et réclame « l'application de la loi anticasseurs ».

fermée depuis vendredi, la faculté doit rouvrir en principe lundi 10 mai. Mais une riposte des étudiants et des organisations d'enseignants est envisagée, sans qu'une décision ait encore été prise, ce samedi matin.

M. François Borella nous a précisé que l'occupation des locaux de la faculté et le siège de son bureau s'étaient accompagnés de menaces de mort à son égard de la part de certains manifestants. Après avoir « négocié » avec le préfet de Meurthe-et-Moselle et le recteur de l'académie, le président de l'université a publié une déclaration, où il indique notamment : « Dans un but d'apaisement, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts et accessibles lundi 10 mai au matin. Il n'y aura aucun contrôle des forces de police pour pénétrer sur le campus. Le libre accès à l'ensemble des locaux devra permettre la reprise du dialogue pédagogique entre enseignants et étudiants ».

M. Borella nous a, d'autre part, indiqué, à propos des étudiants socialistes, que « c'était la première fois qu'ils se manifestaient » depuis le début du mouvement des étudiants, mais qu'il s'agissait d'une affaire intérieure au parti socialiste, sur laquelle il n'avait aucun commentaire à faire.

A Dijon

Pour gagner quoi ?

De notre correspondant

Dijon. — « On se laisse mener par le bout du nez et le plus malheureux est que la plupart des étudiants restent chez eux... » Cette étudiante de première année de droit, à Dijon, qui distribue des tracts au nom du comité pour le maintien des cours, est bien déçue. Son ami vient de voter la poursuite de la grève, alors que deux jours auparavant il s'était prononcé pour la reprise des cours.

Sur le campus de Montmazar, à Dijon, la situation est très fluctuante : « Il suffit, dit un professeur, que les gens de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (trotskistes) oublient de se lever le matin pour que les cours aient lieu normalement. » Il faut, selon certains, y ajouter les « maos » et les « anars ». Le campus de Dijon a ses tensions : ceux qui sont toujours dans les plumes de grève, ceux qui interviennent souvent au cours d'assemblées générales interminables, qui proposent les assemblées « sans vote » quand ils estiment ne pas avoir une majorité confortable pour voter la grève, les vont de salle en salle, d'ampli en ampli, infatigables, utilisant avec habileté

des auditoires conquis par leurs dons oratoires. De temps à autre, un petit groupe de « maos » ou une boule bouillonnante est lancée dans l'assemblée. Mais personne ne bouge.

Les non-grévistes ont beau faire, ils n'arrivent pas à se faire écouter : « Nous manquons d'entraînement », disent-ils. Comment tout cela va-t-il se terminer ? Les étudiants demandent des garanties sur les examens, les doyens estiment qu'il serait encore possible de les organiser pour la fin du mois de mai. On pourrait aussi faire passer les écrits le mois prochain et les oraux au mois de septembre. A condition toutefois que les cours reprennent.

« Se sardoniser ? Pas question, dit un leader étudiant, il faut espérer et gagner.

— Gagner quoi ? » rétorque un professeur pour qui « une année blanche » constitue une véritable « catastrophe ».

Déjà, on craint que les résultats de cette année ne soient pas très « fameux », tandis que les plus pessimistes prévoient une baisse des effectifs pour la prochaine rentrée.

CHARLES MARQUES.

POINT DE VUE

Non, l'Université n'est pas une usine à produire des chômeurs !

par MICHEL AMIOT (*)

DEPUIS quelque temps un spectre nouveau hante l'opinion publique. La presse conservatrice, mais aussi un homme politique de gauche s'adressant aux étudiants d'une université parisienne, et même des étudiants, s'accrochent pour voir dans l'université une gigantesque, sinon la plus grande, usine à produire des chômeurs. En fait, une idée d'apparence aussi alarmiste serait plutôt réconfortante dans la mesure où elle consisterait à expliquer l'existence du chômage par la seule inadéquation de la demande et de l'offre de travail en qualité. Même les économistes les plus traditionnels ont cessé de penser semblable chose, mais passons. Nous allons nous contenter de montrer, chiffres à l'appui, que l'université ne correspond pas aux rumeurs d'épouvante qu'on répand à son propos.

Ramenons d'abord l'importance du phénomène à ses justes proportions. D'après les estimations les plus rigoureuses, environ 17 % des enfants d'une génération accèdent, aujourd'hui en France, à l'enseignement supérieur. C'est à partir de ces 17 % que l'université est supposée usiner des bataillons de futurs chômeurs. Les enseignements primaires, secondaires et techniques, qui se partagent les 83 % de la génération, sont des usines autrement plus considérables que l'université. Personne cependant n'ose incriminer leur gigantisme, ni le rôle néfaste qu'ils jouent en répandant l'instruction.

Encore le chiffre de 17 % est-il une moyenne qui recouvre des écarts considérables. Tandis que, sur cent enfants de cadres supérieurs et de professions libérales, plus de cinquante accèdent à l'université, huit enfants d'ouvriers seulement sur cent sont dans le même cas. Six fois moins, 800 %. Certes, ce n'est pas la classe ouvrière qui se plaint de la plus d'alimenter l'université en chômeurs potentiels.

Dans la nation, l'université n'est, tout compte fait, qu'une assez petite usine, mais les produits qu'elle est accusée de produire sont chômeurs et des produits d'origine très sélectionnée, et c'est cela, au moins en partie, qui explique l'intensité du vacarme qu'on fait autour d'elle. Mais qu'en est-il vraiment du chômage ? Les étudiants qui recherchent un emploi, nantis ou non d'un diplôme, sont-ils plus ou moins défavorisés que les postulants moins instruits qu'eux ?

Naturellement, on ne sait pas — parce que les organismes gouvernementaux n'ont jamais pris les moyens de mesurer ce phénomène — combien d'étudiants tout court elle se décharge chaque année, et l'on ignore généralement ce que deviennent ces étudiants à la sortie des études. Quel paradoxe que celui d'une université qui prétend savoir tout sur tout et qui ne connaît presque rien sur elle-même !

C'est dans ce vide de connaissances positives que prolifèrent les spéculations alarmistes.

Un rendement égal

On dispose au moins d'une source d'information officielle de poids. Dans son enquête sur l'emploi de 1972, l'INSEE (Institut national de la statistique) et des études économiques) présente, dans un tableau (p. 159), les différentes proportions de « jeunes entrant dans la vie active » et chômeurs, en fonction du niveau d'instruction atteint. Chez les jeunes qui ne sont titulaires d'aucun diplôme, les chômeurs (au sens étendu de « population disponible à la recherche d'un emploi ») sont 10,4 % ; ils sont 9 % chez les jeunes munis d'un C.E.P. ; 5,4 % chez les jeunes munis d'un C.A.P. ; 1,9 % chez les jeunes munis d'un B.E.P.C. ; 9 % chez les jeunes munis du baccalauréat, et 8,7 % chez les jeunes qui possèdent un diplôme, quel qu'il soit, supérieur au baccalauréat. D'où il ressort, mise à part l'exception des titulaires du C.A.P., que les jeunes à la recherche d'un premier emploi sont frappés par le chômage dans des proportions à peu près équivalentes, quel que soit leur

niveau d'instruction. Comme on voit, le taux de chômage des jeunes est plus élevé que le taux de chômage des actifs de plus de 25 ans. C'est d'abord l'âge qui est utilisé comme prétexte pour rejeter les jeunes, instruits ou non, d'un marché du travail tendu.

Les étudiants sont touchés par le chômage autant que les jeunes qui n'ont pas accédé à l'université. Autant, mais pas plus. Pourtant, le phénomène est probablement assez nouveau pour qu'on s'explique qu'il frappe aussi fortement l'opinion publique contemporaine. De même nature était le bruit intense mené naguère autour du chômage qui atteignait pour la première fois les cadres : un phénomène spectaculaire, mais qui ne touchait cependant qu'une proportion très réduite de cette catégorie.

Certes, il n'est pas réjouissant de constater qu'à l'inverse de ce qui se passait autrefois le chômage apparaît à la sortie de l'université. Une enquête comparative, patiemment menée sur deux villes universitaires de province, choisies dans des régions économiquement très contrastées, révèle que, sur cent étudiants éliminés de l'université sans aucun diplôme en 1974, et pour l'une des universités en 1975 et 1976, dix-sept seulement ont la recherche d'un emploi. Des 8,7 % de l'INSEE à ces quelques 10 %, la distance n'est pas grande. La proportion des anciens étudiants chômeurs est sérieuse, mais, si elle autorise à constater que les étudiants sont désormais à la même enseigne que la génération des jeunes dans son ensemble, elle ne justifie pas les bruits alarmistes qu'on répand de plus en plus sur l'inefficacité des études.

Une variante moderne de l'obscurantisme

C'est une chose d'attirer l'attention sur le chômage des étudiants, voire d'en faire un thème d'actualité, mais d'accroître le nombre des diplômés et l'accroissement, plus lent, du nombre des emplois qualifiés, avec, comme conséquence, une relative dévalorisation des diplômes ; et c'est une autre chose de tirer argument de ces constatations pour réclamer une diminution du nombre des étudiants. Généralement, les pro-

tagonistes de cette variante moderne de l'obscurantisme ajoutent que trop d'étudiants ne sont pas à leur place à l'université : la preuve, c'est que ces faux étudiants la quitteraient en masse après un ou deux ans d'études étiées.

La réalité est différente. D'après l'enquête évoquée plus haut, il ressort à l'encontre des opinions qui fleurissent à la place des informations inexistantes, qu'il faut attendre au moins quatre ans d'études, dans une université de province, pour qu'une promotion d'étudiants ait laissé en chemin la moitié de ses effectifs. Non, l'université n'est pas une passerelle, dont la fonction la plus visible serait d'éliminer prématurément la plus grande quantité possible des effectifs qui s'engouffraient à l'entrée trop précipitamment.

Et encore les éliminés sont-ils loin d'avoir tous rompu les amarres avec l'appareil de formation. Sur cinq étudiants qui abandonnent leurs études après un, deux ou trois ans d'université, deux se retrouvent dans des écoles non universitaires.

Ces données, qui demandent certes à être complétées, incitent à penser que le comportement de la masse des étudiants et le fonctionnement de l'université ne ressemblent guère aux éloges par lesquels on veut les décrire. Les étudiants ont si bien compris le mécanisme de dévalorisation des diplômes que, une fois entrés dans l'appareil universitaire ils tentent, avec une opiniâtreté inattendue, de parvenir au sommet des études, dans une course d'obstacles où l'accès au diplôme de premier cycle (le DEUG) et à la licence sont moins à déboucher sur le marché du travail qu'au niveau d'étude supérieur.

Dans cette logique du tout ou rien, une part importante de ceux qui abandonnent les études sans rien essayer encore d'acquiescer une instruction complémentaire, plus directement utilisable sur le marché du travail.

Les conséquences obscurantistes et malheureuses de certains vœux d'élites d'un diagnostic étayé sur du vent sont démenties par l'observation du comportement des étudiants et du fonctionnement de l'université, où, on ne le nie pas, bien des choses doivent être transformées.

(*) Chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

CORRESPONDANCE

Les études de droit à Nanterre (suite)

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Eric Constant, élu U.N.I. du conseil d'U.E.R. de droit : « Il n'est pas possible à l'Union nationale interuniversitaire (U.N.I.)-Nanterre de laisser sans réponse la correspondance de M. Linaud (SGEN-C.F.D.T.), M. Portelli (SNE-Sup.) et Catalpis (Association des assistants en droit) parue dans le Monde du 14 avril, tant cette lettre, qui prétend mettre en cause l'U.N.I. Paris-X, est un tissu de contre-vérités.

Contrairement aux affirmations des trois signataires, les autorités universitaires de Nanterre, que ce soit le président de l'université, M. Verdier, ou le directeur de l'U.E.R. de sciences juridiques, M. Hilaire, n'ont pris aucune mesure pour assurer la protection des étudiants hostiles à la grève. Le moins que l'on puisse dire est que M. Linaud, M. Catalpis et Portelli se satisfont de peu lorsqu'ils présentent comme un succès considérable de la part de l'administration le fait que Nanterre n'ait pas été le théâtre d'émotions aussi graves que certaines universités de province. Sans doute font-ils allusion à la tentative d'assassinat commise à Aix-en-Provence contre un étudiant non gréviste. A les lire, ils doivent probablement trouver normal que, élu étudiant au conseil de l'U.E.R. de sciences juridiques, j'aie été, le 7 avril, littéralement kidnappé puis prisonnier pendant plus d'une heure dans tout le campus comme une bête curieuse. De même, il ne doit pas être grave à leurs yeux que deux membres de l'U.N.I. aient été blessés le même jour sur le

quel du R.E.R. Quant à l'agression particulièrement sérieuse dont notre ami Xavier Motte a été victime sur le campus le lendemain 8 avril (deux côtes cassées, quatre dents brisées, quatre jours d'hôpital), elle n'est, à en croire leur lettre, qu'un simple incident parfaitement anodin. Il est vrai que les personnes agressées n'étaient pas de leurs amis politiques, ce qui explique sans doute leur volonté systématique de minimiser la gravité de violations.

Il est difficile devant ces faits indiscutables et vérifiables de voir dans Nanterre une université où on travaille normalement. En fait, les formules relevées et condamnées par les représentants du SNE-Sup., du SGEN et de l'Association des assistants en droit : « université à discipline », « relâche », « régime un climat » latent d'appréhension », sont encore très en-dessous de la réalité ; Nanterre est malheureusement une université où des groupes terroristes font la loi. Quant à la « liberté » ou au « climat de confiance » qui régneraient à l'U.E.R. de sciences juridiques, c'est, dans ces conditions, tout simplement une illusion. Mme Linaud, M. Catalpis et Portelli agitent ensuite dans leur lettre la menace de sécession que d'aucuns feraient peser sur l'U.E.R. de sciences juridiques de Nanterre. Ce n'est pas sérieux : il ne s'agit de leur part que d'une tentative de diversion, d'un désir de noyer le poisson pour faire oublier les tristes réalités de désordre et de violence qui sont le lot quotidien des étudiants de Nanterre.

LES DISCUSSIONS CONTINUENT AVEC LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ

Les discussions pour la rédaction d'une nouvelle circulaire sur la réforme du deuxième cycle universitaire continuent entre le secrétariat d'État à l'Enseignement Supérieur et les présidents d'université, dont la commission permanente s'est réunie le jeudi 6 mai.

DEUX NOUVEAUX DIPLOMES D'INGÉNIEUR A CLERMONT-FERRAND

Le Centre universitaire des sciences et des techniques (CUST), rattaché à l'université de Clermont-Ferrand, qui comprend notamment les unités d'enseignement et de recherche de sciences et de lettres) pourra délivrer un diplôme d'ingénieur dans deux disciplines nouvelles (génie civil et génie biologique), indique un arrêté publié au Journal officiel du 4 mai.

Le CUST était autorisé, depuis octobre 1975, à délivrer un diplôme d'ingénieur dans trois autres spécialités : génie électrique, génie physique et informatique appliquée à la gestion. Jusqu'au dernier moment, des doutes avaient pesé sur le génie civil. Quatre autres universités sont habilitées à délivrer des diplômes d'ingénieur : Lille-I et Montpellier-II, qui ont déjà « sorti » plusieurs promotions ; Paris-XIII, dont le diplôme est reconnu depuis la rentrée dernière, et Compiègne, où les premiers ingénieurs diplômés n'achèveront leurs études qu'en juin 1977.

Le débat porte surtout sur les groupes d'études techniques prévus pour donner des avis sur les projets présentés par les universités avant leur examen par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.S.E.R.) (le Monde du 27 avril). On envisage actuellement de créer de nouveaux groupes d'études pour les formations « fondamentales » que les universités souhaitent voir reconnaître sur simple demande. La composition de ces groupes d'études (qui doivent, en principe, comprendre au moins un tiers de personnes étrangères à l'université) doit aussi être précisée.

Parmi les points actuellement en discussion figurent aussi le mode de désignation des membres des groupes d'études (les présidents souhaitent que ce soit sur proposition de leur conférence et non C.N.E.S.S.E.R.), et le rôle respectif de la licence et de la maîtrise (les présidents souhaitent que la licence ne soit pas la « mi-entre-deux »). Un premier projet de circulaire doit être présenté à la conférence des présidents prochainement.

MÉDECINE

● **La rage en Meurthe-et-Moselle.** — Toute une famille de Millery (Meurthe-et-Moselle) ayant été en contact avec un chien mordu, le 1^{er} mai, par un renard enragé, a dû se soumettre à un traitement préventif antirabique. La dépouille du renard abattu avait été envoyée au Centre de lutte contre la rage à Pixérécourt (Meurthe-et-Moselle).

سكنة من الأهل

CATASTROPHES

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE DU NORD

Une épreuve qui rapproche

(Suite de la première page.)

« Ne recommandons pas l'erreur du Belice », écrivent plusieurs journaux. Le gouvernement n'avait guère besoin de telles exhortations : il sait qu'il doit faire vite en cette période électorale, car on ne lui passera aucune défaillance.

L'heure est cependant à la solidarité, comme dans toutes les catastrophes naturelles. Celle-ci rapproche les Italiens, ils n'ont pas le cœur à s'affronter quand une région tout entière porte le deuil. Et les provocateurs qui commettent des attentats depuis le 15 janvier seraient bien inspirés de suspendre leurs travaux : la réaction populaire risque d'être encore plus forte qu'avant cette tragédie.

Obtiant leur concurrence, les chaînes de radio se sont provisoirement unies pour couvrir les événements de la manière la plus utile. D'autre part, un service spécial d'informations est mis en place pour

donner dans la mesure du possible des nouvelles de leur famille aux nombreux Italiens qui vivent à l'étranger.

Les accents les plus polémiques sont venus finalement des experts. Le Conseil national de l'ordre des géologues s'est réuni en session extraordinaire et a tenu « malgré le caractère dramatique du moment, à souligner les dangers sismiques que traverse le pays, en raison d'une carence d'études approfondies ». Les géologues déplorent le manque d'études préventives, ainsi « l'absence de structures appropriées pour recueillir, analyser et utiliser, de manière adéquate les données sur la sismicité du territoire national ».

Une telle déclaration passe un peu inaperçue pour le moment, toutes les énergies étant mobilisées pour les secours. Il faudra voir si cette polémique ne prendra pas plus d'importance la semaine prochaine.

ROBERT SOLÉ.



Le système sismique méditerranéen



Cette carte montre la complexité structurale de la Méditerranée. L'affrontement des deux grandes « plaques », l'Eurasie et l'Afrique, a engendré la formation de plusieurs « plaquettes » sur le nombre desquelles, d'ailleurs, les spécialistes discutent encore. Ce schéma représente l'hypothèse la plus vraisemblable. Il montre que l'Adriatique, la partie orientale de l'Italie, la plaine du Po, la moitié méridionale de l'arc alpin et l'ouest de la Yougoslavie, forment très probablement une langue (ou excoissance) qui appartient à la « plaque Afrique » et qui pousse directement contre la « plaque Eurasie ». Udine est située à l'extrémité nord de cette langue, alors que Messine est à la base sud-ouest de cette excoissance et Skopje sur le rebord oriental de celle-ci.

Cette carte montre aussi que plusieurs volcans — Vésuve, Etna, Stromboli, Vulcano, d'une part, Santorin, d'autre part — existent à proximité de la jonction des deux « plaques ».

Les ophiolites témoignent, très probablement, de la disparition, au cours des âges géologiques antérieurs, d'un océan ancien. Les évaporites (carbonates, sulfates, chlorures, potasse) sont des roches caractéristiques de phénomènes de précipitation de saumures ou d'évaporation de l'eau de lagunes marines ou de lacs terrestres profonds alimentés par infiltration d'eau de mer. L'étendue et l'épaisseur des couches d'évaporites dans les fonds de la Méditerranée permettent de supposer que la Méditerranée a été à plusieurs reprises isolée de l'Océan mondial, le jeu des « plaques » l'Afrique et l'Eurasie ayant fermé temporairement les seuils de communication de cette mer avec l'Océan.

Pour essayer de comprendre l'histoire géologique de la Méditerranée, des forages ont été faits en 1970 puis en 1975 par le navire américain de recherche Glomar Challenger.

Les grosses flèches noires montrent la direction la plus vraisemblable du mouvement de chaque « plaque » ou « plaquette » par rapport à sa ou à ses voisines.

La Méditerranée actuelle et son système tectonique sont la résultante des contraintes imposées depuis cent quatre-vingt-six millions d'années aux « plaques » l'Afrique et l'Eurasie par l'ouverture de l'océan Atlantique. Ces contraintes ont fait se déplacer ces deux plaques l'une par rapport à l'autre, au cours des âges géologiques. Mais ces mouvements relatifs ont eu des directions variées. C'est ce qu'ont voulu montrer J. F. Dewey, W. C. Pitman III, W. B. F. Ryan et J. Bonnin en publiant en 1973, dans le Geological Society of America Bulletin, les schémas ci-dessous. Notons que ces quatre schémas ne couvrent que la période allant de moins cent quatre-vingts millions d'années aux temps présents.

Pour clarifier ces schémas, les quatre auteurs ont supposé que l'Europe était fixe, alors que ce n'était pas le cas dans la réalité. La géométrie sphérique impose à une plaque (c'est-à-dire à une calotte sphérique) se déplaçant par rapport à une autre plaque de décrire un mouvement de rotation autour d'un pôle particulier, dont la position peut changer au cours des âges géologiques. Les flèches dessinées sur ces schémas sont donc des arcs de cercle qui indiquent le sens de la rotation de l'Afrique par rapport à l'Eurasie à différents moments. Leurs longueurs et leurs orientations traduisent évidemment l'amplitude du déplacement relatif de l'Afrique et la direction, qui change d'âge en fonction de la position « temporelle » du pôle de rotation.

Pour la clarté des schémas, les silhouettes actuelles des masses continentales émergées ont été dessinées. Mais toutes les terres actuellement émergées du nord et de l'est du bassin méditerranéen ont été omises en raison de l'incertitude de leurs positions successives.

Des secousses dans une dizaine de pays européens

Une trentaine de blessés en Yougoslavie

Le tremblement de terre qui a ravagé la région d'Udine, en Italie du Nord, a été ressenti dans plusieurs pays européens, et notamment en Yougoslavie et en Suisse, en Belgique, en Hongrie, en Pays-Bas, en République fédérale d'Allemagne et en République démocratique allemande, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en France. Cependant, à l'exception de la Yougoslavie principalement, les dégâts dans la plupart de ces pays ne semblent pas importants et il n'y a pas de victimes.

EN YOUgoslavie, une trentaine de personnes ont été blessées dans la région de Tolmin et de Nova Gorica, à proximité de la frontière italienne. Les dégâts matériels sont importants dans cette région, où les écoles ont été fermées. Les personnes blessées l'ont été pour la plupart lors de leur fuite précipitée de leurs maisons, au moment de la première secousse.

EN REPUBLICQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, le séisme a été particulièrement violent dans le sud du pays, où sa magnitude (4,5 sur l'échelle de Richter) n'avait jamais été atteinte au cours des dix dernières années. Au nord de l'Allemagne il a été plus faiblement ressenti à Hanovre, à Cologne, à Goettingen et à Berlin.

EN SUISSE, c'est dans le Valais que la secousse a été la plus forte, mais le tremblement de terre a été ressenti aussi à

Zürich, à Berne, dans le canton du Tessin et dans celui des Grisons.

EN BELGIQUE, selon l'Observatoire royal météorologique, le séisme s'est manifesté sur une ligne allant de Mons jusqu'à Anvers, en passant par Bruxelles, où les pompiers sont intervenus pour vérifier l'état de plusieurs immeubles-tours, dans la banlieue.

En France

Plusieurs secousses de faible intensité ont été enregistrées jeudi 7 mai entre 22 heures et 23 h 10, notamment à Nancy, Metz, Thionville, Saint-Avold. Aucune victime n'est à déplorer, et les dégâts occasionnés à quelques immeubles, légèrement lézardés, semblent peu importants.

Les impressions les plus fortes ont été ressenties par les locataires des derniers étages de la tour du Haut-du-Liévre, à Nancy (vingt-sept étages) et de la tour Sainte-Barbe, à Metz (dix-neuf étages). Une compagnie d'intervention du premier district de la police urbaine ayant refusé de les disperser, il fut fait appel à trois pelotons de gendarmes mobiles qui, contrairement au règlement, n'acceptèrent de faire cette mission que sans armes et sans

Les témoignages de solidarité et l'aide aux sinistrés

Comme, notamment, la reine Elisabeth d'Angleterre, le premier ministre britannique, le premier ministre belge et le pape Paul VI, qui a adressé un message de solidarité à l'archevêque d'Udine et mis à sa disposition un premier crêpe de 30 millions de lires (environ 162 000 F), le président de la République française a envoyé un télégramme au chef de l'Etat italien.

« Le séisme, écrit M. Valéry Giscard d'Estaing, dont les effets se font sentir dans toute l'Europe, a frappé l'Italie d'une manière particulièrement cruelle. C'est avec une vive émotion que j'ai appris que nombre de vos compatriotes ont perdu la vie et que beaucoup d'autres avaient été blessés. Dans cette douloureuse circonstance, je tiens à titre personnel, et au nom de tous les Français, à vous exprimer, ainsi qu'à votre peuple italien, nos sentiments de profonde solidarité et nos très vives condoléances. »

Une équipe de volontaires français s'est constituée dans la nuit du 7 au 8 mai, à destination de l'Italie pour porter aide aux sinistrés. L'Association reçoit des dons au 124, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, tél. : 874-80-15. C.C.P. La Source 33-331-31.

Le Secours populaire français a ouvert un compte de 2 millions de lires (environ 10 800 francs). Un premier camion de la solidarité devait quitter Nice ce samedi matin 8 mai. On peut envoyer des colis ou des fonds au comité national, 9, rue Froissard, 75003 Paris, par chèque bancaire ou par C.C.P. au 654-37 Paris. Indiquer : Sinistrés d'Italie.

L'Amicale franco-italienne lance une souscription nationale et appelle l'immigration italienne et ses amis de toutes nationalités à souscrire en envoyant les dons à l'Amicale, B.P. 72, 93102 Montreuil, C.C.P. 18-561-07 Paris.

Le Secours catholique lance un appel et reçoit les dons au 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. C.C.P. 5620-09 Paris. Mention : Italie.

De son côté, la Croix-Rouge française indique qu'elle a adressé à la Croix-Rouge italienne une somme de 10 000 francs.

L'Organisation atlantique a annulé des manœuvres militaires qui devaient avoir lieu la semaine prochaine dans la région sinistrée d'Italie, et elle a mis à la disposition des autorités de Rome une unité américaine et une unité canadienne pour les opérations de sauvetage.

POLICE

La Fédération des syndicats C.G.T. se félicite de « l'association du mouvement ouvrier » à sa semaine d'action

Malgré l'interdiction de manifester publiquement qui lui avait été opposée par le ministère de l'Intérieur, la Fédération générale des syndicats de la police nationale C.G.T. est satisfaite des résultats de la semaine d'action qu'elle a organisée à Paris et en province du 3 au 8 mai.

Quelques initiatives ont même permis d'enregistrer en plusieurs endroits une certaine solidarité du monde du travail en faveur de la cause des policiers C.G.T. : à Bordeaux et à Tours, à l'indique leur président fédéral, M. Jacques Eté, lors d'une conférence de presse donnée vendredi 7 mai, en présence d'une délégation de la Fédération C.F.D.T. des fonctionnaires des employés communaux et des cheminots ont participé aux distributions de tracts organisées par les policiers. Cette association du mouvement ouvrier à notre semaine d'action est un fait nouveau et très important », a souligné M. Eté.

A Paris, un incident s'est produit le 6 mai place Beauvau, où, malgré l'interdiction de toute manifestation, une centaine de policiers avaient tenté de se réunir devant le ministère de l'Intérieur. Une compagnie d'intervention du premier district de la police urbaine ayant refusé de les disperser, il fut fait appel à trois pelotons de gendarmes mobiles qui, contrairement au règlement, n'acceptèrent de faire cette mission que sans armes et sans

casques.

M. Eté a, d'autre part, rappelé qu'à côté des revendications statutaires et matérielles le syndicat C.G.T. avait trois motifs d'inquiétude quant aux garanties offertes aux citoyens par le système policier actuel :

— La sécurité publique. — Les opérations « coup de poing » ont montré leur inefficacité. L'élargissement d'une meilleure solution : il nécessiterait, certes, des effectifs importants qui pourraient cependant être prélevés dans les unités de maintien de l'ordre.

— La légalité républicaine. — La multiplication des incidents causés par des « éléments dits incontrôlés », est d'autant moins rassurante qu'ils sont en fait « connus des services de police » et que le commandement des forces de maintien de l'ordre paraît leur opposer une grande passivité.

— Les libertés. — Les projets de renforcement des pouvoirs de police actuellement agités pourraient bien à terme entraîner des abus. Il serait certainement préférable en la matière de commencer par appliquer les textes qui existent.

Enfin, interrogé sur le point de savoir si les réformes actuellement imaginées pour la police ne risquaient pas d'entraîner une « militarisation » du corps, M. Eté a répondu que ce danger paraissait écarté, mais qu'il convenait de rester vigilant.

SPORTS

JUDO

AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE A KIEV

LES SOVIÉTIQUES ACCENTUENT LEUR DOMINATION

Les championnats d'Europe de judo ont continué, vendredi 7 mai, à Kiev, par la domination des combattants soviétiques. Ces derniers ont en effet obtenu deux médailles d'or avec Dvoinikov chez les poids mi-moyens et Kazadchenko en toutes catégories, une médaille d'argent avec Zurbani en poids légers et deux médailles de bronze avec Spirov chez les mi-moyens et Nizaradze en toutes catégories. Un seul titre leur a échappé : celui des légers, qui est revenu au Hongrois Tundik. Les Français ont réussi une bonne performance en gagnant deux médailles de bronze dans cette même catégorie grâce à Algisi et à Yves Delvingt.

Comment on perd une médaille d'or

De notre envoyé spécial

Kiev. — Comment se perd une médaille d'or ? On plaidait, comment ne se gagne-t-elle pas ? Voilà la démonstration qu'Yves Delvingt nous a, à son corps défendant, faite le vendredi 7 mai. Engagé dans la catégorie des légers au championnat d'Europe de judo, il n'est arrivé dans la capitale de l'Ukraine que la veille au soir, alors que ses camarades et surtout ses concurrents se trouvaient à pied d'œuvre depuis deux jours.

Delvingt avait été retenu en France par les épreuves écrites du concours de professeur d'éducation physique. Il a préféré compromettre sa carrière sportive plutôt que son avenir professionnel. Il a perdu sur un tableau sans que l'on sache encore s'il gagnera sur l'autre. Il sera peut-être professeur, mais il ne sera pas, pour cette année du moins, champion d'Europe. Il a été battu en finale de tableau par le Soviétique Zurbani, dont on ne connaissait le nom jusqu'à présent. En revanche, le Français avait éliminé auparavant le champion en titre, l'Allemand de l'Est Reissmann, puis le champion d'Europe junior, le Polonais Slawodowicz.

Delvingt était bien le plus fort, mais aussi le plus fatigué. Ayant

encore livré un combat avant de se mesurer au Soviétique, il manquait de souffle pour venir à bout de concurrent au judo un peu fruste, mais au cœur gros comme le Dniepr. Delvingt ne fut pas dominé sur sa valeur technique, mais sur sa fraîcheur athlétique. Cette mésaventure paraît d'autant plus regrettable que ces championnats d'Europe influencent sur le choix des sélections pour les prochains Jeux olympiques.

Aut lendemain des Jeux d'hiver, et vendredi dernier, M. Jacques Chirac avait demandé au secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, M. Pierre Mazeaud, de lui présenter dans les plus brefs délais un statut de l'athlète de haut niveau. Tout le monde en parle et M. Mazeaud lui-même en a tracé plus que les grandes lignes. Qu'attend-on pour le mettre en œuvre ? Est-il possible d'en appeler des maintenant les principales dispositions et de permettre à un athlète de passer à un autre moment un concours qui coïncide avec des championnats internationaux ? On ne sortira pas autrement de cette contradiction qui aboutit à préparer longuement et minutieusement des sélections et à compromettre leurs chances au dernier moment.

FRANÇOIS SIMON.

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE

Lyon, Marseille, Metz et Nancy disputeront les demi-finales

Les matches « retour » des quarts de finale de la Coupe de France, disputés vendredi 7 mai, n'ont donné lieu à aucune surprise. La plupart des équipes qui avaient pris une option sur la qualification au match « aller », le mardi 4 mai, ont « confirmé » sans trop de difficulté. Ainsi Lyon, qui avait fait match nul au Parc des Princes (1-1), a cette fois battu Paris-Saint-Germain par 2 à 0, grâce à Chiesa et à Lacombe. L'avant-centre parisien M'Pelé a manqué un penalty à deux minutes de la fin du match.

Metz, qui avait battu Bastia à Rennes par 1 à 0, a préservé sans panache son statut d'avance sur son propre terrain et doit même à une grande partie de son gardien André Rey le fait d'y être parvenu.

Marseille, qui avait un but de handicap contre Angers, le dernier club de deuxième division encore en compétition, s'est imposé par 2 à 0, mais les Mar-

seillais ont dû attendre une heure de jeu pour ouvrir le score et les cinq dernières minutes pour se qualifier.

Un seul match a donné lieu à des prolongations : Valenciennes-Nancy. Grâce à deux buts du nouvel international Didier Six, Valenciennes avait réussi à remonter ses deux buts de handicap à peine minutes de la fin du temps réglementaire, mais Di Caro a qualifié Nancy durant la prolongation. Le tirage au sort des demi-finales, qui se disputent sur terrain neutre en une seule manche, aura lieu le mardi 11 mai.

Après l'arrière gauche Gérard Farison, l'ailier droit stéphanois Dominique Rocheteau a dû déclarer forfait pour la finale de la Coupe d'Europe. Rocheteau souffre toujours d'une douleur à l'épaule consécutive à un claquage.

CYCLE

Nancy

Il doit rouvrir lundi la police de la police

universitaire (C.N.U.), applique ses interventions de la police de la police.

Depuis vendredi, la faculté doit rouvrir en principe les étudiants et des enseignants. L'enseignement est envisagé, mais la décision n'est encore pas prise.

M. François Borella nous a dit que l'occupation des locaux de la faculté et le siège de la police de la police, ont entraîné la mort de son fils, après avoir été blessé par un projectile de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Pour quoi ?

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

Le recteur de l'académie, M. Borella, a déclaré que l'indépendance de la police de la police, les locaux de la faculté des lettres seront rouverts. Il n'y aura aucun cours de police de la police pour la police de la police.

LILLE ET PEUGEOT AU RENDEZ-VOUS DU DIESEL

Quatre cylindres pour la crise

C'est à Douai que Renault construit la R14; c'est à Lille que Peugeot vient de produire son millionième moteur Diesel « rapide ».

ARMAND PEUGEOT installa ici, en 1898, la première usine de production industrielle de la « firme de Sochaux ». Il ne reconstruisait plus son usine : les ateliers de brigue, qui abritaient six cent cinquante personnes avant la première guerre mondiale, ont été repeints en rouge et en vert cru. Des bâtiments plus modernes ont poussé sur 10 hectares d'un terrain sur lequel les fleurs commencent à s'épanouir.

Il est vrai qu'il, en plein Lille, on ne pousse plus : la fabrication des premières Peugeot (1 900 automobiles par an) a pris fin il y a une soixantaine d'années et, depuis 1928, la vocation essentielle de l'usine est de produire des moteurs Diesel : 124 000 en 1975, 1 million depuis 1958, l'année du lancement du premier diesel français « rapide », celui de la 405 D présentée au mois de juillet 1975.

Auparavant, les moteurs à combustion interne de la C.L.M. (1) ne pouvaient équiper que des installations industrielles ou des navires. Trop lents (1 000 à 1 500 tours/minute), ils sont aussi trop lourds et trop encombrants pour équiper une automobile. On fabrique même un moteur diesel deux temps à pistons opposés pour de très petites voitures, dont la production cessera en 1980. Un diesel à côté du groupe équipé la 204 D, le plus petit moteur Diesel du monde.

L'usine de Lille emploie aujourd'hui 2 700 personnes, dont 65 ingénieurs et cadres, 450 employés, 1 200 ouvriers et 1 000 apprentis.

ployés, techniciens et agents de maîtrise. Les trois quarts des effectifs habitent à moins de 5 kilomètres. On ne compte ici que 4,5 % de travailleurs immigrés, et le personnel est essentiellement masculin (6,5 % de femmes). Le quart est affecté à des tâches de contrôle. Cinq blocs sont fabriqués : ceux des 504 L.D. et 3 7 1 400 kg (1 948 cm³ ceux des 504 G.L.D. et 3 7 1 800 kg (2 112 cm³); un moteur dérivé de ce dernier, plus « poussé », équipant les taxis 504 D à boîte automatique; le petit groupe des 204 D

(1 357 cm³) et un six cylindres en ligne « marine ». Le rythme de production est de 25 moteurs/heure pour la 204 et de 62 moteurs/heure pour les autres. Au total, 700 par jour.

Une 304 D ?

Il y a un « trou » dans la gamme, entre la 204 et la 504. Or le bloc-cylindres existe. C'est celui de la 304. Il a été conçu pour être « dieselisé » dans l'avenir tout comme l'était, avant lui, le moteur de la 204. Ses cotes sont largement calculées, et il suffirait d'une culasse, d'un arbre à cames et de quelques autres organes spécifiques pour qu'il devienne un diesel. Moyennant un certain nombre de modifications — à l'instar de la 204 — il pourrait être usiné et monté à Lille. Le succès commercial des 204 D et la part du diesel dans la production de Peugeot (qui est passée de 10 % à 20 % en trois ans) ont certainement amené la direction à prendre une décision. Et le mutisme gêné de certains laisse penser qu'il ne s'agit plus d'une éventualité.

D'autant plus que, en 1975, un matériel nouveau, d'une valeur de 100 millions de francs, a été installé ici. Et que le transfert du montage des boîtes de vitesses des J 7 — que l'on conserve ici par prudence, par crainte de la « monoculture » — a été envisagé. La production pourrait ainsi être portée à 1 000 moteurs par jour, ce que la progression quasi régulière de la gamme actuelle ne justifie qu'en partie. La conjoncture est bonne pour le diesel. Il consomme et pollue peu. D'autre part, son prix ne suit pas la courbe trop rapide

des augmentations successives qui ont frappé les acheteurs d'automobiles. L'écart entre les versions « essence » et « gasole » d'un même modèle tend à diminuer. Dans ces conditions, la fabrication d'un nouveau moteur n'est pas une aventure. Une 304 D équipée d'un 1 550 cm³ ou 1 600 cm³ serait même la bienvenue, quand une partie des utilisateurs de 204 D manifestent le désir d'un surcroît de puissance. A Lille, c'est certain, on sent qu'on a le vent en poupe.

MICHEL BERNARD.

DUNKERQUE CHOISIT LE RELAIS DU PÉTROLE

Les bonnes formules de la chimie

L'ensemble de la région compte sur les industries de sa façade maritime et spécialement sur le futur vapocraqueur de Dunkerque pour prendre le relais de ses mines et de ses ateliers.

LES travaux de la plate-forme pétrochimique de Dunkerque, qui ont commencé il y a tout juste quelques jours. L'ouvrage, dont la construction — et intériorisation l'exploitation — est assurée par la COPEXOR (Compagnie pétrochimique du Nord), filiale à 80 % du C.D.F.-Chimie et à 20 % de la QAPCO (Qatar Petrochemical Company), comprendra un vapocraqueur, d'une capacité finale en éthylène de 400 000 tonnes/an, et une unité de polyéthylène basse densité de 150 000 tonnes/an, la plus grande au monde. Le démarrage de ces installations devrait intervenir dans le courant du second semestre 1978.

A moins que la conjoncture ne s'y prête vraiment, le vapocraqueur ne délivrera initialement que 225 000 tonnes d'éthylène, son doublement n'étant prévu qu'à l'horizon 1980. Le coût de la première phase des travaux est évalué à 1,2 milliard de F, le prix final de l'ensemble devant s'élever à 1,7 milliard environ.

Le Nord va donc enfin prendre le virage de la pétrochimie qu'il avait, par la force des choses, né au début des années 60. A l'époque, l'industrie chimique française n'était pas préparée pour cette mutation géographique. Faiblement intégrée, trop dispersée, sa capacité financière ne lui permettait pas, en outre, de consentir l'effort nécessaire pour assurer cette reconversion sur les lieux mêmes où elle avait vu le jour. La région de Leac était en plein essor, et le pétrole arrivait encore par le canal de Stos.

Les industriels avaient, par conséquent, tout intérêt à s'installer soit à côté (ou non loin) des lieux de production (Feyzin), soit à l'endroit où l'« or noir » était déchargé (Lavéra). Par la suite, le développement de la zone industrielle du Havre devait encore repousser l'échéance de cette reconversion. Malgré les entraves mises à

son redéploiement, l'industrie chimique a quand même conservé de bonnes positions dans le Nord. La carbocimie y tient encore une petite place non négligeable, avec l'usine de débénzole de C.D.F.-Chimie à Drocourt, d'où sortent 30 000 tonnes de benzène par an (7 % de la production nationale). La pétrochimie n'est pas non plus tout à fait absente, puisque, non loin de Dunkerque, BP fabrique des aromatiques. Mais, pour l'essentiel, son activité est tournée vers les productions d'aval : corps gras, produits amyliques (amidons), détergents (Lever), engrais (COFAZ, C.D.F.-Chimie, Générale des Engrais), colles (Gerland), matières plastiques (Monsanto, C.D.F.-Chimie), formol (C.D.F.-Chimie), peintures (C.D.F.-Chimie), etc.

Tout cela ne pèse évidemment pas lourd dans l'ensemble de la profession. La chimie du Nord représente, toutes activités groupées, 8 % du chiffre d'affaires de l'industrie chimique française, soit près de 6 milliards de francs, emploie un peu plus de 20 000 personnes, sur un total de 302 000 (7,2 %).

O.D.F.-Chimie, qui avec ses satellites arrive largement en tête avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs et 3 500 employés, cherchait depuis long-

temps à ranimer les activités chimiques du Nord réduites à due proportion, avec le déclin du charbon et la montée du pétrole. Le projet d'un vapocraqueur était depuis longtemps dans ses cartons. Encore fallait-il disposer des capitaux suffisants. Les accords passés avec le Qatar allaient lui fournir l'occasion de passer aux actes. Pour le Nord, c'est une bonne affaire.

Dès qu'elle fonctionnera à pleine charge, la plate-forme de Dunkerque accroîtra — notablement le poids de la chimie dans la région en lui procurant près de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires supplémentaires. L'ensemble constitué par le vapocraqueur, l'unité de polyéthylène basse densité et les services généraux occuperont environ 430 personnes. Comme la création d'un emploi industriel en induit trois en aval, ce sont au total près de 1 800 personnes qui trouveront du travail. Les mouvements de produits (polyéthylène basse densité, mais aussi éthylène, dont au moins 150 000 tonnes seront revendues) seront également une source d'enrichissement grâce aux perceptions de taxes auxquelles ils donneront lieu. Autre avantage : l'alimentation du vapocraqueur en naphte et en

gas-oil (900 000 tonnes par an dans la première phase) sera une source de bénéfices pour les raffineries de la région (Total, BP).

Ajoutons qu'un raccordement du vapocraqueur aux éthyliques du P.A.R.G. (Aethylen Rohrlauf Gesellschaft) intégrerait la nouvelle plate-forme à l'ensemble des unités de Hollande, de Belgique et de l'Allemagne de l'Ouest et renforcerait les activités du site de Mazingarbe, où C.D.F.-Chimie vient de démarrer une unité de P.V.C. depuis la fin du mois de janvier dernier. A très long terme, c'est-à-dire d'ici dix à quinze ans, on estime enfin que les développements ultérieurs de la plate-forme devraient permettre de procurer du travail à près de 20 000 personnes. Mais cela est une autre histoire.

Dans l'immédiat, la construction de l'ouvrage aura déjà d'heureuses retombées sur l'industrie locale. Une bonne partie des travaux ont été confiés à la Société de construction métallique de Provence et des Ardennes. En outre, un chiffre de 30 000 tonnes environ les commandes d'acier qui seront passées à Usinor pour la construction des réservoirs et des appointements.

ANDRÉ DESSOT.

FRANÇAISE DE MECANIQUE
- 62 DOUVRIIN -
2700 personnes - en expansion importante - Usine entièrement neuve - Installations et équipements ultra-modernes, recherche

CHEFS D'ATELIERS, CONTREMAÎTRES
d'entretien d'atelier, de fabrication mécanique

Formation ELECTROTECHNIQUE
Expérimentés en Entretien Machines-outils.
Age minimum souhaité 30 ans.

CHEFS D'ATELIERS, CONTREMAÎTRES
de fabrication

Formation MECANICIENS
Expérimentés en Fabrication mécanique de grande série.
Age minimum souhaité 27 ans.

STABILITE D'EMPLOI.
Adresser C.V. à SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MECANIQUE
B.P. No 8 DOUVRIIN 62138 HAINES.

SEUIL A bien lire pour mieux boire
PIERRE-MARIE DOUTRELANT

Les bons vins et les autres

suivi d'un guide de l'acheteur et de bonnes adresses

"Le bréviaire de l'amateur du gourmet."
du consommateur ne voulant plus être dupe"

OSIL, l'Histoire immédiate dirigée par J. Lacourture 256 pages (12 cartes) 35 F

BON VENT SUR L'ÉTRANGER

M. Roger Delcros, chef de service international des douanes de Nord-Pas-de-Calais-Picardie, explique comment, sous l'angle de ses échanges avec l'étranger, la région a supporté la crise économique.

La statistique de ses achats et de ses ventes à l'étranger ne permet pas de constituer un excellent moyen de mesurer la vitalité d'une région.

Comme on pouvait s'y attendre, le bilan du commerce extérieur du Nord-Pas-de-Calais pour l'année écoulée fait apparaître qu'il a, au même titre que l'ensemble des secteurs géographiques fortement industrialisés, ressenti les effets de la récente crise économique.

Par rapport à 1974, les entreprises régionales ont ainsi réduit leurs importations

EXPORTATIONS
d'environ 11 % en volume et 9 % en valeur, tandis que leurs exportations diminuaient d'un peu plus de 14 % en quantité mais pour une valeur sensiblement égale.

IMPORTATIONS
Ces résultats, proches, dans l'ensemble, des chiffres nationaux, ont amené une amélioration sensible de la balance commerciale, le taux de couverture passant de 72,5 à près de 78 %. Ce score,

dont il ne faut toutefois pas exagérer l'importance, car la notion d'équilibre de la balance commerciale ne présente, au niveau d'une région, qu'un intérêt relatif, est le meilleur enregistré depuis 1965.

Il est, en revanche, intéressant de noter que, en dépit des difficultés qu'elles ont connues, les entreprises régionales n'ont rien perdu de leur dynamisme, puisqu'elles ont réussi à conserver au Nord-Pas-de-Calais la seconde place parmi les régions économiques françaises, et cela aussi bien pour les importations, avec plus de 12 % des achats français, que pour les exportations, avec près de 10 % des ventes.

Les meilleurs résultats ont été obtenus dans les secteurs de l'industrie automobile et, surtout, des biens d'équipement destinés aux pays de l'Europe de l'Est et du tiers-monde, notamment d'Afrique, d'Asie occidentale et du Sud-Est asiatique.

...RÉPONSE

RESIDENCE ALBATROS A HARDELLOT

C'est parce que nous savons que vous êtes exigeant que nous avons conçu la Résidence Albatros à Hardehot. Ainsi avons-nous soigné particulièrement nos appartements et les avons-nous équipés dans le moindre détail de tout le confort moderne pour que vous en profitiez immédiatement.

Il s'agit d'un confort moderne pour que vous en profitiez immédiatement.

Enfin, vous revivrez ce plaisir oublié : ne rien faire.

Et pourtant, pour vos loisirs, Hardehot vous propose un golf de dix-huit trous, un club d'équitation, des courts de tennis, une piscine, un club de voile...

Aujourd'hui, ne limitez plus vos exigences.

La Résidence Albatros à Hardehot vous accueille dans son cadre exceptionnel.

Pour toute demande de renseignements et de documentation :
AGENCE DU DOMAINE
62157 Hardehot, Tél. 32.70.02
CABINET DE LUSSE
65, Bd de la République, 59000 Roubaix, Tél. 70.00.12.

Bon à découper.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

حکومت پاکستان



Région Nord-Pas de Calais
LE PAYS FRANC

LES COMMUNICATIONS

Le canal à grand gabarit Dunkerque-Valenciennes doit déboucher sur l'Europe industrielle

Le Nord dispose maintenant d'un canal à grand gabarit capable d'accueillir les convois poussés de 3 000 tonnes entre Dunkerque et Valenciennes. Cette voie d'eau qui sillonne les deux départements doit favoriser la reconversion en attirant des industries nouvelles. Tel est le raisonnement que l'on peut fort logiquement tenir. Mais cette voie d'eau est loin de pouvoir jouer son rôle tout simplement parce qu'elle est coupée du réseau des voies navigables belges, allemandes, hollandaises.

Le canal à grand gabarit est pratiquement une impasse qui s'arrête dans le Valenciennais à quelques kilomètres de la frontière belge. Il reste donc à achever l'entreprise.

Trois priorités

Trois opérations sont jugées indispensables par la région : — Au-delà de Valenciennes, la jonction avec le réseau belge par l'Escaut ;

— A partir de Lille, maintenant relié au canal par la Deûle élargie, la jonction avec la Lys en Belgique et, plus tard, avec l'Escaut par une desserte à grand gabarit de l'agglomération de Roubaix-Tourcoing ;

— Enfin il conviendra de prolonger le canal à l'ouest jusqu'au nouvel avant-port de Dunkerque.

Ces trois opérations semblent s'imposer. C'est le bon sens. Sinon le Nord-Pas-de-Calais se trouvera longtemps encore coupé des grands pôles d'activités de l'ensemble industriel le plus puissant de l'Europe de l'Ouest. Certes, l'ouverture sur cet ensemble apportera aussi la concurrence. Mais le Nord-Pas-de-Calais joue sans réticence la carte de l'Europe. La confrontation dans le cadre européen peut entraîner des risques, mais elle peut être aussi un stimulant pour toute l'activité régionale.

Les départements ont si bien compris l'intérêt de la voie d'eau qu'ils lui ont consacré régulièrement des crédits importants. Le département du Nord, pour sa part, inscrit régulièrement à son budget une somme de 8 millions de francs, qui sera probablement dépassée prochainement pour tenir compte des projets du VII^e Plan.

Car, là encore, il faut en revenir aux insuffisances de l'aide de l'Etat. Le coût des dernières

grand gabarit. Faut-il, en attendant, perdre le bénéfice d'une opération qui pendant des années a mobilisé les énergies et les capitaux ?

Il est encore essentiel pour le Nord-Pas-de-Calais d'être relié par une voie d'eau à grand gabarit au Bassin parisien. C'est l'un des projets soutenus par le consortium Seine-Nord et qui a reçu l'approbation de plusieurs régions, notamment le Nord-Pas-de-Calais. Il s'agit alors de

Le Nord Pas-de-Calais c'est notamment :

3 grands ports maritimes :

- Dunkerque : grand port européen
- Calais : 1^{er} port de voyageurs
- Boulogne : 1^{er} port de pêche.

et des ports fluviaux :

Lille-Santes, Valenciennes-St Saulve, Douai.

L'effort du Conseil Général du Nord en faveur de Dunkerque et des ports fluviaux s'élève à 110.000.000 Francs.

opérations évoquées ci-dessus est sous commune mesure avec ce qui semble pouvoir être accordé pour le VII^e Plan en financement national. C'est d'autant plus regrettable que l'activité économique du Nord-Pas-de-Calais est pour la France un atout capital dans la concurrence européenne. La tout est de savoir si on veut enfin considérer comme urgent l'achèvement de la voie à

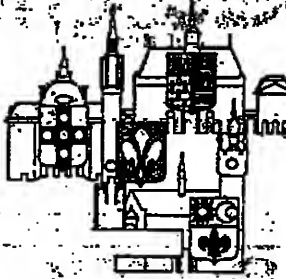
doubler le canal de Saint-Quentin par une voie moderne parallèle.

C'est finalement une question de priorité et de décision gouvernementale. Ce projet est trois fois moins onéreux que celui de Rhin-Rhône et peut être rentabilisé en dix années. Sur ce plan, le dossier du Nord-Pas-de-Calais est solide. Il est, et sera, défendu avec ardeur.



1976 : 1.100.000 HABITANTS.
87 COMMUNES. BUDGET 691.355.000 F.

Constructions scolaires.
Grandes opérations d'aménagement.
Transports urbains.
Métro.
Centre olympique.
Logement.
Marchés apothicaires.
Marché d'intérêt National.



Travaux d'adduction d'eau.
Travaux d'assainissement.
Voie (rapide et artérielle).
Entretien de voirie.
Signalisation.
Ordures ménagères.
Services de secours et de lutte contre l'incendie.

COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE
Rue du Ballon 59000 LILLE - Tél. 16.20. 51.92.08

AUTOROUTE-RAIL-AÉROPORT

Un réseau très dense de communications

Innovations sur le réseau S.N.C.F.

La région estime que l'abandon du tunnel ne justifie en rien le report du projet de T.G.V. « Train à grande vitesse ». Favorisant les déplacements entre Paris, le Nord, Londres et Bruxelles.

L'établissement public régional prépare un schéma régional des transports collectifs; celui-ci doit présenter avant la fin de

étant créées dans le même sens entre Paris et Boulogne et Boulogne et Calais, c'est l'ensemble des relations ferroviaires entre Paris et la côte d'Opale qui se trouvent renforcées. Cette décision est intéressante à plus d'un titre, car elle va dans le sens des vœux émis par les départements et la région. Les zones de Calais et de Boulogne handicapées sur ce plan bénéficieront désormais de conditions plus favorables pour leur développement économique et touristique. Boulogne pourra plus facilement mettre en place son centre international de surgélation de légumes et de produits de la mer.

Lille-Lesquin a accueilli Concorde

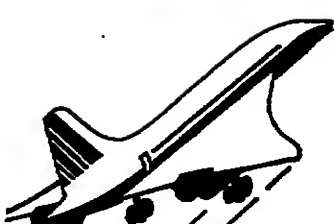
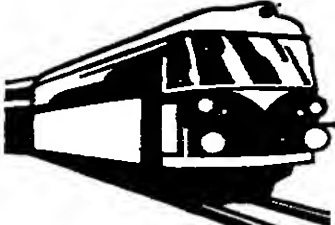
L'aéroport de Lille-Lesquin entre Paris et Bruxelles semblait n'avoir qu'un avenir très limité. Il fallut une certaine dose d'audace pour le lancer contre l'avis de tous ceux qui estimaient que la proximité des grands aéroports internationaux le condamnerait à vivre. Le pari fut gagné pourtant. Les nouveaux bâtiments inaugurés en 1963, puis agrandis ensuite, voient sans cesse augmenter leur taux de fréquentation. Le trafic des passagers est passé de dix mille environ en 1969 à 180 000 aujourd'hui. Il y a chaque jour ou plusieurs fois par semaine des vols vers Londres, Paris, Lyon et la Côte d'Azur, Strasbourg-Metz-Mulhouse, Le Havre-Nantes. D'autres vols relient Lille à l'Allemagne (Frankfurt), à l'Afrique (Alger, Casablanca) etc. Le nombre des charters est en progrès également et représente maintenant 7,5 % du trafic.

Le fret aérien s'est aussi considérablement développé : il a atteint en 1975 près de 4 000 tonnes.

De point de vue des installations, Lille-Lesquin peut recevoir Concorde (cela s'est produit à plusieurs reprises et notamment quand le brouillard paralysait Roissy !), le DC 10 et le Boeing 747.

Mais, si l'aéroport de Lille s'adapte très rapidement à l'évolution de la technique aéronautique, c'est la liaison Lille-Orly (la plus ancienne — trente-deux vols par semaine) qui connaît le développement le plus spectaculaire.

Ainsi, grâce à l'effort du conseil général du Nord et des chambres de commerce, le Nord-Pas-de-Calais dispose maintenant d'une base aérienne qui doit connaître encore d'autres développements.



Pas de péage

Il restait à prolonger cette transversale ouest-est vers Valenciennes et le bassin de la Sambre, qui connaît de graves difficultés en raison même de son isolement. L'autoroute Lille-Valenciennes a connu quelques avatars. En effet, la direction de l'équipement avait décidé que cette voie serait péage, alors qu'un accord était intervenu entre l'Etat et le département, en 1973, par lequel ce dernier prenait en charge quelque 1 000 kilomètres de routes nationales et obtenait en compensation que l'Etat finance la jonction Lille-Valenciennes. Pourrait-on instaurer cette frontière de péage dans la région pour une seule exception ? Les élus unanimes protestèrent. Finalement, la raison l'a emporté. Un compromis est intervenu. Lille-Valenciennes, comme toutes les autres autoroutes du Nord sera sans péage, le conseil général du Nord acceptant d'intervenir pour une somme de 180 millions sur un total de 225 millions de francs.

Il reste encore à réaliser la liaison Calais-Arras, maillon de la fameuse autoroute A26 qui devait assurer la liaison entre le tunnel sous la Manche et l'est de la France. Le projet de tunnel abandonné, l'autoroute risquait d'être aussi oubliée. De nombreuses démarches des responsables ont obtenu que le projet soit repris. Il se réalise cependant moins vite que prévu.

La rocade minière, dans le secteur de Lens-Douai, tellera les trois autoroutes, A1, A2 et A26.

Il convient enfin d'assurer une meilleure desserte de la côte d'Opale, notamment à partir de la métropole. C'est une opération à laquelle participe la région et qui devra être prise en compte par le VII^e Plan.

Avec la Grande-Bretagne en face... même sans tunnel, le Bénélux à notre porte, un hinterland irrigué jusqu'en Allemagne.

Avec un outil de travail comme le nouvel avant-port, un enseignement supérieur orienté vers les échanges internationaux :

Il y a des mots qui prennent, dans la région de Dunkerque, un sens très concret.

L'Europe

est de ceux-là...

Vous pouvez, comme nous, jouer cette carte.

COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE

حسبنا الله وحده

صكاز من الاحل

SOUCCIS DE FEMMES

QUELQUES images de la condition des femmes du Nord nous les montrent comme des femmes jeunes, dynamiques, travailleuses et capables de se regrouper en associations, mais avec une faible qualification professionnelle, un fort taux d'absentéisme et une faible participation politique aux décisions concernant leur région.

Deux millions sept mille femmes vivent dans la région du Nord. Cette population féminine est jeune : 21,8 % des femmes ont moins de vingt-cinq ans (alors que le pourcentage est de 19,5 % pour la France), et 7,1 % seulement des femmes du Nord ont plus de soixante-cinq ans (contre 8,3 % en moyenne nationale).

Le taux d'activité des femmes au travail est inférieur à la moyenne nationale : 32,5 % pour la région du Nord contre 38,2 % pour la France entière. La sous-activité féminine est donc relativement marquée dans la région.

La plus grande partie des femmes au travail sont employées dans le secteur industriel : l'industrie emploie 33 % de la population active féminine, surtout dans le textile et l'habillement (25 % pour la France entière). Le volume d'emplois tertiaires (administratifs, services sociaux) est très proche de la moyenne nationale : 58 % contre 59 %. Enfin l'emploi féminin agricole est sous-représenté : 8 % au lieu de 14 % en moyenne nationale.

La vie familiale des femmes du Nord est très souvent marquée par des comportements traditionnels. Elles se marient tôt, à vingt et un ans environ, alors que la moyenne de la France est de vingt-deux ans, et les unions y sont plus stables que dans le reste du pays. Enfin, le taux de natalité est demeuré, jusqu'en 1972, nettement supérieur à la moyenne nationale : il était alors de 19,3 pour mille contre 16,9 pour mille. Depuis quatre ans, toutefois, la fécondité a beaucoup baissé.

La représentation des femmes du Nord dans les assemblées élues est particulièrement faible : elles ne représentent que 4,6 % de l'effectif des conseils municipaux, 3,9 % des conseils généraux, et 1,9 % du conseil régional. La région ne compte aucune femme députée ou sénatrice.

Or la qualité et le dynamisme des associations féminines, qui sont très nombreuses et très vivantes, prouvent que les femmes du Nord souhaitent apporter une participation réelle à la vie de la collectivité.

Treize associations féminines de la région du Nord se sont regroupées pour préparer ensemble des propositions concrètes à soumettre aux pouvoirs publics. Ces propositions concernent :

- « Le travail de la femme » : horaires à la carte, crèches familiales, nourrices agréées, travailleuses familiales, trois jours de salaires payés par an et par enfant malade, stages de formation, égalité des salaires.
- « La vie familiale » : révaloriser le rôle maternel sur le plan psychologique et sur le plan matériel (allocations familiales dès le premier enfant, progression des prestations familiales, simplification du calcul et soumission de ces prestations à l'impôt, amélioration des conditions de vie de la mère de trois enfants et du logement des familles nombreuses).
- « La participation des femmes à la vie politique » : les femmes du Nord proposent que dans toutes les assemblées élues il y ait obligatoirement 25 % de femmes, afin que les femmes puissent travailler en équipe avec les hommes politiques.

NOËLLE DEWAYRIN,
* Avocat au barreau de Lille.

HUIT MAGISTRATS A SAINT-OMER

Les travaux forcés d'une cour d'assises

UN outrage public à la pudeur, trois vols — dont le montant n'excède pas 500 F, pour le plus grave, — une dizaine d'accidents de la circulation ou d'infractions au code de la route, autant de cas de conduite « sous l'empire d'un état alcoolique », en tout vingt-quatre affaires à juger au cours de l'après-midi.

Sur le plan national, Cent dix-sept accusés ont comparu devant elle en 1975 au cours de huit sessions dont chacune n'a pas duré moins de trois semaines.

Pour les Audomarois, l'existence du tribunal est l'un des éléments indispensables à l'animation de leur ville. Ancien évêché, place forte bâtie aux confins des collines d'Artois et de la plaine flamande, la cité a conservé le visage rassurant de sa prospérité bourgeoise des dix-sept et dix-huitième siècles. Bordée d'hôtels aux façades discrètement sculptées, ses rues paisibles et silencieuses ont gardé le charme provincial et désuet qui a inspiré l'auteur de *Ces dames aux chapeaux verts*. « Depuis un siècle, alors que se développaient les ports de la côte, les industries de la région, l'industrie textile et le bassin minier tout proche, la ville s'est progressivement endormie », déclare un commerçant.

Un pareil manège qui pourrait paraître peu orthodoxe est le lot des petites juridictions. Il n'y a que huit magistrats à Saint-Omer. Un avocat lillois venu défendre l'un de ses clients remarque à ce propos : « Dans cette région qui compte dix-neuf mille habitants, les tribunaux de Lille, de Béthune ou de Valenciennes, celui-ci fait figure d'exception, de tribunal de poche. » La suppression de la juridiction a parfois été envisagée au cours des dernières années. Pourtant, l'activité de la justice à Saint-Omer est loin d'être négligeable. Cette sous-préfecture est, en effet, le siège de la cour d'assises du Pas-de-Calais, l'une des plus importantes

sur le plan national. Cent dix-sept accusés ont comparu devant elle en 1975 au cours de huit sessions dont chacune n'a pas duré moins de trois semaines.

Pour les Audomarois, l'existence du tribunal est l'un des éléments indispensables à l'animation de leur ville. Ancien évêché, place forte bâtie aux confins des collines d'Artois et de la plaine flamande, la cité a conservé le visage rassurant de sa prospérité bourgeoise des dix-sept et dix-huitième siècles. Bordée d'hôtels aux façades discrètement sculptées, ses rues paisibles et silencieuses ont gardé le charme provincial et désuet qui a inspiré l'auteur de *Ces dames aux chapeaux verts*. « Depuis un siècle, alors que se développaient les ports de la côte, les industries de la région, l'industrie textile et le bassin minier tout proche, la ville s'est progressivement endormie », déclare un commerçant.

La population — aussi nombreuse que celle d'Arras au moment de la Révolution — n'a cessé de décroître. Elle est aujourd'hui de dix-neuf mille habitants environ. Au milieu d'une campagne en proie à l'exode rural, où les petites exploitations ne pouvaient rivaliser avec l'agriculture industrielle du reste de la région, Saint-Omer survivait au gré de l'activité artisanale des ateliers de lingerie et selon les cours du chou-fleur récolté par les Wateringues. (1) dans les jardins maraichers du marais de l'As. Mais depuis quelques années, la ville semble

connaître un nouveau départ grâce à l'expansion considérable de la cristallerie Arcoval dont les usines s'étendent dans le laubourg d'Arques, et à l'installation de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (C.G.C.T.). A présent, ces deux entreprises comptent respectivement sept mille et deux mille cinq cents employés.

Paix sociale

La cristallerie est la clé de l'économie locale et en est également le régulateur, notamment dans la mesure où elle propose les salaires les plus élevés et de nombreux avantages sociaux. Dans cette entreprise familiale aux modes de direction rigoureux, il n'y avait, jusqu'en 1968, aucune organisation syndicale. Aujourd'hui, un « syndicat maison » y est largement majoritaire. Les « cristalliers » redoutent plus que d'autres le moindre comportement devant le tribunal et démentant aux journalistes de ne pas mentionner leur nom. Il semble que la direction de l'usine apprécie guère que l'on ait affaire à la justice. « Arcoval est un tueur de paix sociale », souligne avec une certaine ironie un magistrat qui ajoute que le secteur de Saint-Omer est « tranquille » au plan judiciaire.

M. Jacques Tabureau, procureur de la République, estime que cette relative tranquillité est due au fait que l'industrialisation de la région n'a pas provoqué de bouleversement social. « Une grande partie de la population

reste semi-rurale, précise-t-il, de nombreux ouvriers continuent d'exploiter un lopin de terre. »

A propos de la plupart des affaires que le tribunal de Saint-Omer a à connaître, le procureur parle d'une délinquance « traditionnelle », voire d'une « délinquance saine ». Il affirme que les nouvelles formes de crimes et de délits, particulièrement en matière de violence, apparaissent rarement dans le ressort de sa juridiction. « Il y a deux ou trois ans, indique-t-il, nous avons connu plusieurs cas de bagarres à la sortie des bals, mais les sanctions ont été assez exemplaires. Depuis, ce genre d'affaires a pratiquement disparu. » Le magistrat signale, toutefois, que l'éthylisme est souvent à l'origine de la délinquance dans ce pays où la « bière n'est pas de l'alcool ». Mais en conclusion sur ce chapitre, le procureur se hâte de ne relever que des statistiques qu'un nombre très modéré de récidives. « En cinq ans, sur mille deux cents peines prononcées avec sursis il n'y a eu que vingt-huit cas de révolutions. »

Cependant, les magistrats de Saint-Omer affirment avec insistance que leur juridiction ne manque pas d'activité tant en matière civile que pénale. « Huit magistrats pour un ressort de cent trente-cinq mille habitants, ce n'est pas trop, bien au contraire, déclare Mme Isabelle Cabal, président du tribunal. Le domaine de la justice ne cesse de s'étendre et de se spécialiser. Chacun de nous doit pouvoir tenir

plusieurs rôles à la fois. En plus de mes fonctions administratives, je dois remplir celles de juge de la mise en état, de juge des affaires matrimoniales, et en outre il me faut siéger très souvent aux assises. Certains jours, il me faut passer des conciliations de divorce à des ventes judiciaires, tout en trouvant un moment pour rédiger un jugement. Cela tient parfois de l'acrobatie. Ce nous faudrait manifestement un juge supplémentaire, sans parler des effectifs insuffisants du secrétariat et du greffe. »

En dépit de ces difficultés, M. Tabureau, comme ses confrères, plaide la cause des « petits tribunaux ». « Nous y sommes nécessairement plus proches du justiciable, dit-il. La justice y est moins impersonnelle. Tout cela va dans le sens de nombreuses réformes. Il faut préserver ces petites unités à bien des égards préférables à certains tribunaux qui risquent de devenir de véritables machines à rendre la justice. »

L'existence du tribunal de Saint-Omer a-t-elle été menacée ? Il semble que la composition du barreau de la ville soit significative de l'avenir de la juridiction. Il ne compte plus que huit avocats, mais quatre d'entre eux viennent de s'installer tout récemment à Saint-Omer.

FRANCIS CORNU.

(1) Propriétaires associés des terrains drainés par les « wateringues » (chenaux d'eau) qui sillonnent le marais de Saint-Omer.

UN PAYS MOINS ÉTRANGER POUR LES IMMIGRÉS

Vieilles connaissances

Le Nord est une traditionnelle terre d'accueil pour les travailleurs étrangers. Le problème des immigrés, aigu parfois, s'y pose en d'autres termes qu'ailleurs.

On n'a connu ces courtes vagues de ces « cafés garnis » de Roubaix, dont les étages servent de logement à des travailleurs immigrés ? Il y en avait cent cinquante-six en 1968, totalisant un millier de chambres où vivaient entre mille cinq cents et deux mille personnes. Un certain nombre de ces établissements « meublés » ont subsisté dans le quartier de la gare, bidonville verticaux peu adaptés au séjour d'une population nord-africaine, souvent d'origine rurale, ayant des relations familiales ou extra-familiales très larges avec un esprit de solidarité très développé.

De longue date, le Nord a abrité des travailleurs étrangers. Malgré l'apport des frontaliers belges, utilisés surtout dans l'industrie du textile, le manque d'effectifs avait fortement freiné, à Lille et dans sa banlieue, le rythme de la construction. Cette insuffisance se faisait sentir surtout dans les métiers du gros-couvre, où l'on manquait de maçons, de cimentiers, de plâtriers. Faute de pouvoir loger les ouvriers d'origine transalpine et leurs familles, on fit appel à des célibataires maghrébins, dont une partie se trouva par la suite sans emploi faute d'une formation professionnelle suffisante — que la France n'avait pas su leur donner. Ainsi, ceux qui avaient bâti l'agglomération nouvelle furent-ils rejetés, parfois sans ressources, dans les taudis.

Cette situation s'est améliorée depuis quelques années avec l'installation de logements et de foyers destinés aux migrants. Elle reste toutefois préoccupante dans certaines localités, où l'on a observé, récemment

encore, des tensions raciales — qui furent, notons-le — rarement provoquées par les étrangers eux-mêmes.

Au 1^{er} janvier 1976, 172 063 étrangers — dont 41 000 du sexe féminin — étaient établis dans le département du Nord, dont la population comptait, au recensement de 1975, 2 500 000 habitants (171 185 immigrés au 1^{er} janvier 1975).

En 1975, qui fut la première année de suspension quasi totale de l'immigration pour les travailleurs, la régression des entrées n'a pas été aussi importante dans le Nord que dans les autres régions françaises. Ce phénomène est dû à l'introduction massive de main-d'œuvre marocaine par l'industrie des mines. Ainsi, les introductions régulières se sont-elles élevées en 1975 à 1 455 travailleurs, dont 1 452 pour les Houillères. Dans le même temps, 239 personnes ont vu leur situation régularisée par les services du ministère du travail dans le département du Nord.

Entre deux politiques

L'Amicale des Algériens en Europe, qui dispose d'un bureau local à Roubaix, fait observer, à propos du volume de la population immigrée dans cette ville, que la recherche d'une solution entre deux politiques de l'immigration — l'une d'intégration, l'autre de respect des origines de culture — nécessite la prise en compte d'un certain nombre d'éléments : « Le vocabulaire d'intégration, estime cette association, est fréquemment assimilé à la notion de « seuil de tolérance », comme si l'intégration n'était qu'un phénomène naturel lorsque les immigrants sont en nombre suffisamment faible au sein de la population autochtone. »

La juxtaposition de ces deux notions risque de conduire à la passivité, à laisser-faire, quand on constate l'importance de ce qui devrait être fait dans le domaine de l'accueil. Il est peut-être préférable, pour faire avancer la réflexion sur ce point, de parler en termes de capacité d'accueil plutôt que d'interdire tout dialogue invoquant un quelconque seuil de tolérance, qui ne prend pas en considération les structures socio-professionnelles ou familiales, l'histoire de la commune, le niveau des équipements collectifs.

« En revanche, note encore l'Amicale des Algériens en Europe, il faut se garder d'une fausse démocratie, qui provoque l'effet contraire de l'intégration : la sélection naturelle ou l'élimination. La formation professionnelle pour adultes, notamment, définit des critères d'entrée qui ne correspondent nullement aux caractéristiques

psychologiques des travailleurs algériens. » Même la dispersion dans les H.L.M. est critiquée, parce qu'elle « convient mal au mode de vie de ces populations immigrées ».

Ce ne sont là, faut-il le dire, que quelques-uns des aspects d'un dossier extrêmement complexe, qui fait pour l'instant l'objet d'études attentives à la municipalité de Roubaix, où l'on

recherche des solutions concrètes aux principaux problèmes de logement et de formation de la main-d'œuvre étrangère.

JEAN BENOIT.

LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

VEUT OFFRIRE UN ART DE VIVRE

Quatre saisons au Nord de la France

Par Léonce DEPREZ, maire du Touquet

Voici dix ans que LE TOUQUET s'attache à devenir un des points forts de la qualité de la vie dans le nord de la France et à entraîner dans cette voie la région côtière qui l'entoure.

Puisque 1976 doit être l'année de la qualité de la vie, le moment est donc venu de porter le phare de l'actualité sur les efforts réalisés pour ouvrir à nos grandes agglomérations du Nord et de la région parisienne, ainsi qu'à la population du nord-ouest de l'Europe, les horizons verts et marins de notre côte d'Opale.

Cette côte d'Opale représente un gisement d'avenir.

Ne regrettons pas trop que l'Etat ait porté, depuis dix ans, les regards de ses ministres et les crédits de ses budgets annuels sur les autres parties du littoral français.

La côte d'Opale est d'abord riche de ses espaces naturels. Mieux vaut pour elle, et pour nous, que ceux-ci n'aient pas été dévalorisés, depuis dix ans, par une urbanisation excessive et précipitée comme tant d'autres parties du littoral français.

Elle est riche aussi de son climat tonifiant dont BERCK, ville climatique voisine du TOUQUET, a fait la réputation.

PROMOUVOIR LA CÔTE D'OPALE

Une association pour l'aménagement et la promotion de la côte d'Opale s'est créée depuis 1968, en vue de concevoir les conditions de la mise en valeur et de la mise en vie du littoral Nord-Pas-de-Calais-Somme et du pays rural qui en prolonge l'attrait.

Après le rapport mis au point et approuvé en 1971 et après les quatre années d'études qui viennent de se dérouler dans le cadre des S.D.A.U., des P.A.R. et des P.O.S., l'heure de l'action a sonné pour l'Etat et pour les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, à l'égard de cette côte d'Opale.

Situé entre BERCK et le charmant petit port d'ETAPLES, au centre de la côte d'Opale, LE TOUQUET a, de par sa position géographique et ses atouts naturels, un rôle de locomotive à jouer dans l'éveil de cette région côtière à la vie nouvelle qui s'offre à elle.

L'effort municipal de la ville du TOUQUET s'est délibérément situé, depuis dix ans, dans un contexte régional et inter-régional, parce que nous avions ressenti depuis longtemps avec les jeunes générations de cette région du Nord, à quel point les populations du Nord-Pas-de-Calais et de la région parisienne avaient besoin d'aérer et d'élargir leur cadre de vie et à quel point aussi la « croissance quantitative », objectif des années 1960-1970, devait être complétée et corrigée dans le futur par la recherche d'un meilleur équilibre de vie.

Cet équilibre de vie, nous avons voulu concrètement l'offrir sous l'image moderne du TOUQUET, en faisant de cette station, jadis enfermée dans son contexte saisonnier et balnéaire, une station ouverte durant les douze mois de l'année aux

séjours de congrès, aux cures marines, aux activités sportives et culturelles, pour les populations du nord de la France aspirant à une meilleure qualité de vie.

L'IMAGE MODERNE DU TOUQUET

Dans le temps, nous visons les quatre saisons, parce que la recherche d'un art de vivre et d'un meilleur équilibre de vie ne se solutionne plus, à notre époque, par de grandes vacances d'été, et aussi parce que les impératifs de la vie économique et du progrès social exigent un étagement de la production et des recettes des communes touristiques durant les douze mois de l'année.

Dans l'espace, nous visons l'Europe du Nord-Ouest parce que LE TOUQUET et la côte d'Opale ont le privilège d'être, à égale distance de LONDRES, de BRUXELLES et de PARIS et d'être en branchement autoroutier possible avec les populations des grandes agglomérations de la Ruhr, auxquelles elles peuvent offrir de nouveaux horizons marins.

La ville du TOUQUET a voulu se porter à l'avant-garde de l'effort de mise en valeur de la côte d'Opale, en entreprenant un important effort de création d'équipements nouveaux, capables d'offrir les cadres nécessaires à la détente de l'esprit et du corps et à l'éducation des jeunes et des adultes.

Du lycée hôtelier au palais des congrès, du centre sportif au centre équestre et à l'Institut de thalassothérapie, LE TOUQUET a voulu bâtir son avenir sur des équipements nouveaux pouvant motiver les séjours de week-end et de courtes vacances durant les quatre saisons de l'année.

Et en complétant ainsi, par un important effort d'équipement, l'œuvre d'aménagement d'espaces résidentiels en forêt, d'un aéroport moderne et d'un front de mer très accessible, réalisée aux époques précédentes, nous avons montré que l'aménagement du territoire était une œuvre de création continue.

Les investissements privés ont suivi et suivront de plus en plus, tant sur le plan immobilier que sur le plan hôtelier.

Les conditions sont en effet aujourd'hui rassemblées pour que les capitaux privés investis par promoteurs et bailleurs, apportés de dynamisme privé, soient assurés de leur rentabilité, grâce au pouvoir d'attraction croissant que la station connaît désormais à partir de ses espaces naturels et de ses équipements et espaces publics.

LE TOUQUET est donc prêt au rendez-vous national et international de la qualité de la vie.

Mais nous avons encore devant nous dix ans de travail pour poursuivre et compléter l'œuvre entreprise.

Voilà qui, à l'aube de 1976, doit donner bon moral à tous les ingénieurs, architectes, promoteurs et bailleurs qui ont appris à porter leurs regards avec intelligence vers LE TOUQUET et vers la côte d'Opale.

LEONCE DEPREZ.

perce que dans le nord on aime le confort

Maisons Chalet Idéal

Sous engagement de nos parts, le séisme est révoqué par les Maisons Chalet Idéal.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal :
Le posséder un terrain ☐ ou ☐ non

LILLE 59300
12, rue Pierre Legrand
Tél. : 56.63.79

M C E S M
Garantie bancaire

SOLUTIONS COMMUNISTES Les devoirs de l'Etat

SIXANTE-DIX MILLE chômeurs (selon les statistiques officielles) dont la moitié de jeunes, un sous-emploi des femmes extrêmement marqué qui pèse sur le pouvoir d'achat des familles, déjà très faible.

Région où l'industrie de main-d'œuvre et l'exploitation des matières premières ont dominé, sans que l'exploitation de nos richesses de base ait servi à créer des industries génératrices d'emplois qualifiés et diversifiés, le Nord-Pas-de-Calais, si remède n'est pas porté à sa situation économique, cessera, dans les prochaines années, d'être une grande région industrielle.

Le tertiaire, sans doute parce qu'il ne s'appuie pas sur un développement industriel moderne, a déjà atteint ses limites.

Patronat et gouvernement portent la très lourde responsabilité de cette situation : encore n'a-t-elle pas de dernier rang que nous occupons dans le domaine de la santé et du logement par exemple.

Je ne cherche pas à noircir le tableau, mais ignorer cette réalité ou chercher à atténuer certains aspects, voire à les masquer, cela équivaudrait au même coup à refuser de se donner les moyens véritables pour y faire face.

Notre région est malade de la domination sans partage du grand capital. L'heure est venue de briser avec cette domination, de rompre avec cette politique. Il est grand temps de mettre notre région à l'heure moderne.

Est-ce possible ? Oui, à condition que l'économie dite libérale ne laisse pas le développement du Nord-Pas-de-Calais à la seule discrétion, à la seule initiative des grandes sociétés industrielles et financières pour qui seule compte le froid profit, la froide rentabilité.

Il est facile de comprendre que lorsqu'un conseil d'administration d'une grande entreprise prend des décisions, il ne prend pas en compte tous les aspects des choses. Il n'en prend qu'un, à ses yeux le principal, le profit. Les hommes et l'aspect social sont considérés par lui comme venant loin derrière les nécessités de la rentabilité, de l'amortissement rapide, de la technique. C'est pourquoi nous revenons avec force sur la compétence des élus soit étendue au domaine économique. Les élus, comme les syndicats ouvriers et de cadres, doivent avoir leur mot à dire dans tout ce qui concerne la vie de leur région ; ils doivent pouvoir intervenir pour que les décisions s'inscrivent dans l'intérêt régional et national, dans l'intérêt des hommes.

Cette revendication prend d'autant plus de valeur que les grands groupes industriels vivent aujourd'hui largement de l'utilisation des fonds publics provenant soit directement de l'Etat, soit des collectivités locales.

Il devrait être entendu que lorsqu'une société sollicite et obtient des subventions, des aides, des exonérations d'impôts, des cadeaux et privilèges divers, lorsque la collectivité publique engage des travaux d'infrastructure, ladite société devrait être tenue d'accepter le contrôle, la discussion des décisions qu'elle s'arroge le droit de prendre unilatéralement.

Cela précisé, je voudrais brièvement tracer quelques-unes des orientations susceptibles, selon nous, d'engager la région sur la voie du renouveau. Je tiens toutefois à souligner qu'il n'y a pas de solution purement régionale aux problèmes régionaux et que la solution de ceux-ci relève d'un changement de politique au niveau national.

L'Etat a des moyens qu'il doit utiliser : la chimie du charbon. Le secteur nationalisé des charbonnages sur lequel l'Etat a l'autorité nécessaire devrait favoriser une extension considérable de la chimie et de la fibre artificielle, ce qui permettrait au textile de notre région de se mettre lui aussi à l'heure moderne. 50 % de nos fibres artificielles viennent de l'Allemagne de l'Ouest.

L'extraction et la gazéification du charbon, ainsi que l'industrie des dérivés, devraient donner une assise solide à notre chimie, si ne primant pas ici les intérêts privés du grand trust Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

Autre secteur : l'automobile, qui s'est installée chez nous après le ne sais combien de manifestations de milliers de travailleurs, en est restée au stade de l'assemblage et du montage. On devrait obtenir son développement en aidant à l'installation de la fabrication des moteurs et de la mécanique.

Dans le passé, la découverte et l'extension des houillères ont donné naissance à une industrie qui s'est développée au rythme même de l'extraction charbonnière : la sidérurgie. Je n'évoque pas seulement cette industrie qui avait besoin de la vapeur du coke, mais aussi celle qui fabriquait le matériel nécessaire aux mines, mines à propos desquelles le gouvernement s'obstine dans une politique de régression et d'abandon. Aujourd'hui, il nous semble que la sidérurgie devrait prendre le relais des mines et devenir à son tour génératrice d'emplois en aval et être ainsi à l'origine d'une diversification industrielle de notre région.

C'est pourquoi nous préconisons la nationalisation de la sidérurgie, nationalisation conçue non pas — comme certains le pensent — comme une sanction, mais parce que nous pensons qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de développement industriel moderne sans la nationalisation des secteurs-clés de notre économie et des richesses de base.

Nous sommes évidemment partisans d'un essor de la recherche et du développement scientifique diversifié et de haut niveau dans notre région.

Avec la paysannerie que nous avons, à la fois expérimentée et bien organisée, vivant au milieu d'une population de quatre millions d'habitants, on doit pouvoir développer, avec l'aide de l'Etat, une puissante industrie agro-alimentaire et, en tout cas, assurer la vie de nos exploitations familiales agricoles, nécessaires à la vie des hommes et à l'équilibre de la nature.

Un certain sous-emploi chronique dans notre région résulte en fin de compte de la sous-évaluation des travaux d'équipement. Depuis vingt ans, on parle sans cesse de combler les retards sociaux du Nord. Mais nous sommes toujours dans les derniers rangs. C'est une condamnation sans appel de la politique suivie depuis un siècle et demi par le capitalisme dans le Nord.

Quand va-t-on sortir des bavardages et des promesses sur la nécessité d'attrapper le retard du Nord, qui relèvent pour l'essentiel de l'ordre des nécessités de l'Etat ? L'Etat n'a pas fait son devoir envers le Nord et il continue de ne pas le faire.

La simple mise à jour du Nord dans le domaine des équipements collectifs serait à l'origine de la création de milliers d'emplois nouveaux. Je songe en particulier à notre situation hospitalière, à l'assainissement du bassin minier, à la grande opération de la suppression des taillis dans les grandes villes et à la construction de logements.

GUSTAVE ANSART, Président du groupe communiste au conseil régional, député du Nord, membre du bureau politique du P.C.F.

QUESTION...

Neuf mois d'occupation

Une entreprise textile du Pas-de-Calais est occupée par son personnel depuis neuf mois. Mme Eliane Prevost, déléguée C.F.D.T., explique pourquoi.

LA CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais) — avec sept cents personnes en quatre ateliers dont le plus important à Haisnes — est rayée de la liste des entreprises du Pas-de-Calais par la seule volonté de son patron.

Les ouvrières de Haisnes avec leur section syndicale C.F.D.T. refusent la fermeture de leur entreprise et occupent celle-ci depuis le 18 juillet 1975.

Qu'est devenu le dossier de la CIP après des pourparlers publics ? La CIP, c'est du matériel récent, un personnel qualifié, une entreprise ayant fait preuve de sa viabilité.

Des industriels se sont intéressés à l'affaire, notamment le trust espagnol LOIS, par sa filiale hollandaise. Un industriel anglais avait annoncé sa visite, un second de la région parisienne et un autre enfin de la région Nord. Que sont devenus ces éventuels acquéreurs ? Le personnel est maintenu dans l'ignorance la plus grande. Le commissaire à la conversion lui-même décline les rendez-vous.

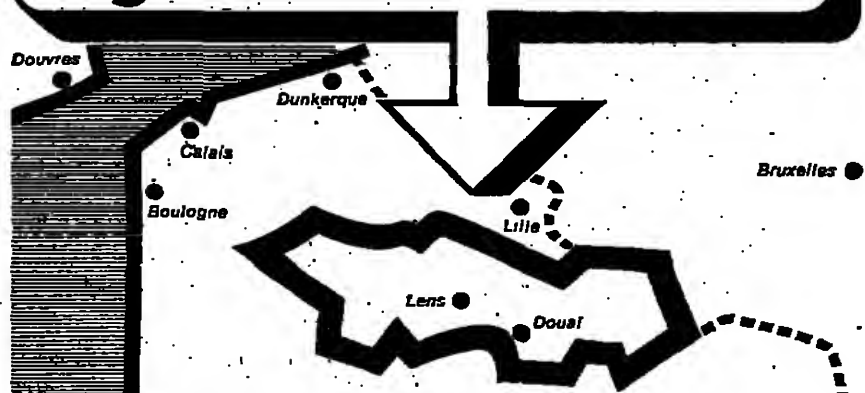
Qui donc a intérêt à ce que la CIP ne reprenne pas ? Les pouvoirs publics ? Le patronat du Nord ? Préfère-t-on payer des chômeurs ? Éprouver davantage la région minière en supprimant des emplois féminins ?

A-t-on peur de la récupération de la CIP ? Ce serait alors une victoire syndicale, et cela, ni la majorité au pouvoir ni le patronat ne peuvent l'admettre.

Les ouvrières de la CIP sont plus que jamais décidées à les obliger à trouver une solution industrielle, car la CIP est viable. La CIP vaincra !

...RÉPONSE

Industriels... cette région vous intéresse



**A 1h30 de PARIS
BRUXELLES ou LONDRES
750 hectares de terrains industriels
immédiatement négociables**

**DANS UNE RÉGION A VOCATION EUROPÉENNE
ET DE TRADITION INDUSTRIELLE**



Service d'Accueil des Implantations Industrielles
HOUILLÈRES DU BASSIN DU NORD-PAS-DE-CALAIS
20, rue des Minimes-59505 Douai cedex-Tél: (20) 88.31.11

UN CONSEIL RÉGIONAL Lorsque l'opposition

Peu de régions sont aussi régionalistes, et son conseil régional, qui présente en outre cette particularité d'être dirigé par l'opposition, fait tout pour aller jusqu'au bout de ses ambitions.

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais est avant tout une assemblée politique. Pourrait-il en être autrement dans une région où la gauche, qui a toujours proclamé le caractère politique du pouvoir régional, est largement majoritaire ? Dès la première réunion du conseil, M. Pierre Mauroy, à peine élu à sa tête, devait l'assurer : « Le pouvoir régional sera de plus en plus politique, ou il ne sera pas. » M. Jacques Piette, rapporteur général, également socialiste, devait par la suite préciser : « Nous voulons élargir notre compétence, conquérir notre autonomie dans le respect nécessaire des compétences nationales. »

C'est à l'occasion de la discussion et du vote du budget de l'établissement public régional que se manifeste le plus nettement la volonté des élus de gauche de maintenir sur un plan politique des débats que l'avalanche des chiffres pourrait faire glisser dans le domaine des seuls techniques.

En matière de budget, le conseil est décidé à s'en tenir à la ligne qu'il s'était fixée en

septembre 1974, lors de sa première session : « N'accompagner l'Etat ni se substituer à lui. » Attitude rigoureuse qui, concrètement, a conduit l'assemblée régionale, en 1975, à ne pas affecter plus des deux tiers des 34 millions de francs de son premier budget d'investissement.

Il est vrai que l'ensemble du budget, quelles que fussent les considérations politiques dont il était assorti, a été voté à la quasi-unanimité en 1975 (et avec la seule opposition du P.C. cette année), en dépit des réserves du comité économique et social. Celui-ci reproche en général aux élus régionaux de manquer de plan d'ensemble, de disperser leurs efforts en un certain saupoudrage de crédits et de ne pas recourir à l'emprunt. A quoi la majorité de gauche du conseil réplique que l'emprunt ne se justifie pas tant que le conseil régional n'a pas la maîtrise d'un certain nombre d'opérations, et qu'il est exclu d'accroître la pression (fiscale). En fait, les élus veulent surtout contrôler les investissements publics : « Le vrai budget de la région est celui des fonds d'aménagement directement affectés par l'Etat, estime M. Pierre Mauroy, et c'est sur la répartition de ces fonds que nous demandons un droit de regard. »

Quant aux représentants de la majorité présidentielle, ils émettent en général de sérieuses réserves dans les différents débats budgétaires et techniques, mais il n'est pas fréquent qu'ils aillent jusqu'à voter contre

les projets qui leur sont présentés.

Malgré ces unanimités « techniques », la majorité présidentielle n'est satisfaite ni du type de rapports qu'elle entretient avec la gauche au sein du conseil régional — et au premier chef avec son président — ni de la « volonté de politisation générale » qu'elle dénonce chez ce dernier.

« Dérégulation »

et antagonismes politiques

Un effort de « dérégulation » régionale a cependant été tenté par la gauche. Lors de la constitution du premier bureau du conseil, quelques sièges avaient été mis en réserve pour les représentants de la majorité présidentielle : ils devaient être attribués à celui-ci, qui refusait, au plan national, l'application d'un système de représentation proportionnelle, lorsqu'elle aurait donné « quelques signes de bonne volonté ». Depuis février 1975, c'est chose faite. M. Pierre Mauroy, déjà assuré d'une solide majorité, a obtenu de son côté une réélection particulièrement brillante à la présidence de l'assemblée avec 93 suffrages sur 97 votants.

Cet échange de bonnes manières n'a cependant pas fait disparaître les antagonismes politiques, que ravive encore l'approche des élections municipales. M. Mauroy et ses amis par exemple ont pris soin de barrer l'accès au conseil régional aux deux principaux représentants de la majorité présiden-

TOUS RESPONSABLES

(Suite de la page 13.)

Qu'on ne s'illusionne pourtant pas. L'ambition régionale n'est pas de revenir à cette relative prospérité d'hier, mais de préparer, au contraire, la mutation d'un « autre Nord-Pas-de-Calais », dont la nouvelle croissance devra conjuguer la hardiesse d'un nouveau plan industriel à l'exigence d'une qualité de la vie trop facilement bafouée.

Pour une France décidée à se distinguer dans la compétition de l'Europe du nord-ouest, la région Nord-Pas-de-Calais demeure un atout maître, parce que, façonnée par plus d'un siècle, elle est par excellence « un terroir industriel ». Bien des réalisations permettront un nouvel essor économique :

— L'achèvement des infrastructures en direction des points forts de l'Europe, ce qui revient à privilégier les relations Est-Ouest, particulièrement défavorables sur le plan des canaux et des chemins de fer ;

— L'amélioration des liaisons transversales, en particulier entre la métropole et le littoral, et l'application progressive d'un plan régional de transport permettant une plus grande mobilité ;

— La création d'un pôle de recherche, après ceux de la région parisienne et de la région Rhône-Alpes, conditionne le développement des industries à haute technologie ;

— La décentralisation des services centraux, des administrations, des banques, préalable à l'installation en province des sièges régionaux des entreprises ;

— La mise en application systématique des moyens de formation et tout particulièrement de formation permanente.

Mais rien ne sera vraiment possible sans l'implantation d'industries nouvelles dans les zones dépressives du bassin minier du Calaisis, du Valenciennois...

Une volonté nationale d'aménagement industriel doit ici s'exercer par l'intermédiaire d'une ou plusieurs structures publiques adaptées.

Se réclamant de l'industrie, le Nord-Pas-de-Calais lie à son renouveau une exigence supérieure de qualité de vie. Qui, mieux que les habitants du bassin minier ou des fortes concentrations urbaines, connaît le prix de l'environnement ? Il faut se rendre compte de l'état des « friches industrielles » dans une région dominée longtemps par les industries lourdes et prendre la mesure de la tâche à réaliser. La mise en place d'une politique d'espaces verts, couplée avec une politique foncière et l'extension des zones vertes est aujourd'hui parmi les toutes premières préoccupations des élus de la région. La qualité de la vie sera aussi le fait de la reconquête du tissu urbain, du développement des

équipements collectifs et d'une action, d'ailleurs entreprise en matière culturelle, pour prolonger la richesse d'une vie associative bien connue.

Notre attachement à une planification véritable nous amène à penser qu'un « nouveau Nord-Pas-de-Calais » ne sera pas le résultat du laisser-faire, avec l'abaissement des décisions d'opportunité ou d'engagements contractuels limités.

L'avenir de la région, la nouvelle croissance recherchée, seront également le fait des responsabilités partagées.

La responsabilité de l'Etat : le plan régional que préparent l'ensemble des élus précisera nos besoins. L'Etat devra prendre de réels engagements dès l'année 1977. Le Nord-Pas-de-Calais, dans la phase actuelle, a besoin d'un effort national qui soit à la mesure de la contribution apportée hier par la région à la nation.

La responsabilité des collectivités locales : les communes, les deux départements, la région, sont naturellement disposés à agir. Mais leur action, pour être significative, a besoin des moyens financiers et techniques qui leur sont encore refusés.

La responsabilité de tous : ceux — travailleurs, industriels, agriculteurs, — qui, attachés à leur région et à ses traditions, souhaitent pour un meilleur avenir réaliser cet « autre Nord-Pas-de-Calais ».

PIERRE MAUROY.

SVEE

ELECTRICIENS DU NORD & DE L'EST

Installations électriques industrielles

Sous-stations / Postes de transformation H.T. et M.T.

Signalisation / Télécommande.

Ponts roulants / Toutes machines / Equipement et entretien.

Valenciennes 10 rue Claudin Lejeune 59306 ☎ (20) 46.25.33
Reims -94 route de Witry 51066 ☎ (26) 07.29.98

ET TOUT est majoritaire

la SOFAP riche de son... Nationale, vous propose... sations près de Lille.

le clos du sart... we

central parc a la Madeleine

central parc - Angle rue de... - La Madeleine - 59100

Renseignements : 41, rue Gustave Delory 59100
Téléphone : (20) 55.7

صحة من الاموال

ET TOUTES SES AMBITIONS est majoritaire

Les projets qui leur sont présentés. Malgré ces unanimités « techniques », la majorité présidentielle n'est satisfaite ni du type de rapports qu'elle entretient avec la gauche au sein du conseil régional — et au premier chef avec son président — ni de la « volonté de politique générale » qu'elle dégage de ce dernier.

« Désorientation »
L'effort de « désorientation régionale » a cependant été fait par la gauche. Lors de la constitution du premier bureau régional, quelques sièges ont été réservés à des représentants de la majorité présidentielle, ils étaient à disposition de celle-ci, qui n'a pas pu en profiter. Le système de représentation proportionnelle, lorsqu'il est appliqué, a quelques signes de « volonté ». Depuis lors, c'est chose faite. M. P. Maury, déjà assuré d'une majorité, a obtenu de la gauche une réélection partielle brillante à la présidence du conseil régional, à la place de M. Maury, qui avait été élu à la présidence de la majorité.

elle dans le Nord-Pas-de-Calais (en dehors de M. Maurice Schumann, qui y siège en tant que sénateur) : MM. Norbert Segard et André Diligent. Le premier — dont le suppléant appartient au conseil régional depuis qu'il est devenu député — n'a pu obtenir d'y représenter le conseil général du Nord dont il est désormais membre ; le second, adjoint au maire de Roubaix, et qui souhaitait y siéger comme représentant de la communauté urbaine de Lille, s'est vu préférer — par les socialistes notamment, ex-parte de leur fidélité à la représentation proportionnelle — un candidat U.D.R., M. Herman, maire de Wasquehal, qui se présentait à titre personnel. La majorité présidentielle est donc surtout animée, au conseil régional, par MM. Claude Prouvost, maire apparenté U.D.R. de Dunkerque, et Roger Poudonson, sénateur centriste du Pas-de-Calais et ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique.

« à servir de relais entre la région et les administrations et à proposer un certain nombre de solutions concrètes aux problèmes que l'on connaît dans le Nord-Pas-de-Calais ». M. Segard se défend toutefois de vouloir en faire une sorte de contre-conseil régional. M. Maury, qui a décidé d'ignorer son adversaire tout comme l'avait fait avec succès M. Augustin Laurent vis-à-vis de M. Ortol pour les élections municipales de 1971, ne commente pas les propos du secrétaire d'Etat. Ses amis font valoir que, si politiquement abusive il y a, elle serait plutôt du côté de M. Segard, promu animateur de la majorité présidentielle dans la région et qui, selon eux, n'attaque le maire de Lille sur le plan régional que pour essayer d'abandonner sa position municipale.

Il est vrai qu'il ne s'agit là que de la manifestation la plus récente d'une opposition entre gaullistes et centristes (du Centre démocrate en particulier) qui est fort ancienne et s'était également fait jour aux dernières élections sénatoriales, mais que l'action de personnalités issues de la Résistance et de la démocratie chrétienne, comme M. Maurice Schumann, avait réussi à masquer pour un temps. Entre partenaires de l'union de la gauche, les rapports, de même, ne sont pas toujours plus faciles au conseil régional qu'ils ne le sont dans d'autres enceintes. Le vote du budget de la région pour l'année 1976 a fourni une nouvelle illustration de divergences persistantes entre P.C. et P.S. Le groupe communiste s'est prononcé contre le

budget. Le Monde du 18-19 janvier, estimant que l'accroissement de la fiscalité locale qu'il proposait était incompatible avec les engagements souscrits par le P.C., le P.S. et les radicaux de gauche lors de leur déclaration sur les régions publiées le 28 février 1974 à Paris. M. Jacques Piette fit valoir, au nom des socialistes, que sur 100 francs d'impôts locaux, la part de l'établissement public régional passerait de 1 à 1,18 franc seulement. Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais a aussi cherché à élargir son horizon en donnant une nouvelle dimension à la gestion locale. Sa situation européenne le conduisit à organiser certains échanges de majorité et d'opposition assurant souhaiter la multiplication. A la fin de l'année dernière, d'autre part, a été esquissée une nouvelle forme de coopération interrégionale avec la Provence-Côte d'Azur : à l'occasion de la Foire de Marseille, les bureaux des deux assemblées régionales se sont réunis dans cette ville et ont examiné ensemble un certain nombre de questions auxquelles les problèmes strictement politiques, dit-on, n'étaient pas toujours étrangers. Rien ne permet cependant de discerner, pour l'instant, les signes avant-coureurs de la constitution, entre le Nord-Pas-de-Calais, la Provence-Côte d'Azur, le Midi-Pyrénées, le Languedoc et la Région de la Méditerranée, d'une quelconque union des cinq conseils régionaux socialistes.

Il faut jurer d'être heureux

(Suite de la page 13.)
« L'effacement des filières traditionnelles de l'économie s'accompagne ou provoque la disparition de la conscience de classe au profit d'une conscience de profession, et les luttes de masse se changent en combats de catégories », note un militant de la C.F.T.C.
Celui qui, en 1953, avec Bertrand Motte, créa le Comité d'études régionales économiques et sociales (CERES) et qui pourrait figurer sur la prochaine liste municipale de M. Pierre Maury, ajoute : « L'erreur la plus grave fut de ne pas créer vers 1950 une grande cité de recherche scientifique et industrielle. Paris le voulait, mais les hommes de la région s'y opposèrent. Des ingénieurs d'une formation et d'une qualification exemplaires, cela aurait signifié des hommes très bien payés... »
Répartir l'industrie sur l'Ouest, l'Auvergne et la Corse, obéissait pour l'Etat à des objectifs difficilement critiquables, mais il est non moins vrai que le Nord en a pâti et que ses chances, de la sorte, ont été négligées. On en fait maintenant, à l'heure de la compétition européenne, la douloureuse expérience. Pourtant, lorsqu'un professeur découvre dans sa classe un enfant doué, ne cherche-t-il pas par une sollicitude personnelle à le conduire sur le chemin des concours et des prix ? Dans les combats industriels et économiques, l'égalité n'est-elle pas toujours une bonne chose...
Aussi M. Pierre Maury e-t-il commencé à sillonner les arrondissements de la région pour expliquer, ville par ville, ce que pourrait être un plan régional élaboré par ceux qui auront à l'appliquer et à le juger. Et partout, ce n'est qu'un vœu unanime : l'emploi ne sera garanti que par la reprise de l'industrialisation. « Si ce n'est pas dans ce pays où les hommes travaillent à 800 mètres sous terre depuis des générations qu'on fait de grands investissements industriels, c'est à désespérer », dit le président du conseil régional. Des investissements ? Il semble que la reprise économique va apporter avec elle sa corbeille de fruits : Caby-Alla installera une usine de salaisons à Hénin-Beaumont, le plan P.T.T. aura des répercussions heureuses sur les usines Ericsson et C.G.C.T. notamment. On attend pour les prochains jours l'annonce du renforcement du potentiel automobile (il s'agit trop souvent, malheureusement, d'emplois d'O.S.) dans la vallée de la Sambre.

FRANÇOIS GROSCHARD.

CONSENSUS POSSIBLE

(Suite de la page 13.)

L'initiative privée en suscitant la création de très nombreuses petites et moyennes entreprises dans toutes les branches de l'industrie prolonge en fait la politique de diversification de l'appareil de production. Avec la reprise, de nouveaux projets se réalisent : la construction d'un vapo-craqueur à Dunkerque pour réorienter la carbocémie du bassin minier vers l'utilisation des dérivés du pétrole, la réalisation d'une industrie du froid et de l'alimentation à Boulogne, l'implantation d'une centrale nucléaire à Gravelines qui produira dans ses quatre premières tranches autant d'électricité que ne produit actuellement la région, l'industrie électronique et des télécommunications qui doit apporter des équipements

de recherche et des implantations industrielles nouvelles. Les pouvoirs publics accompagnent cet effort de conversion par une active politique d'équipement et de formation. Sur le plan autoroutier, le Nord-Pas-de-Calais est parfaitement relié au Bassin parisien et à l'Europe du Nord. Par ailleurs, une meilleure diffusion de la croissance et une plus grande solidarité entre les zones, de nouvelles liaisons autoroutières sont prévues : l'autoroute Lille-Dunkerque sera bientôt prolongée jusqu'à Valenciennes ; l'autoroute des Anglais de Calais à Reims est également programmée dans sa traversée de la région. La rocade minière réalisée dans le Nord-Pas-de-Calais devra trouver son prolongement dans le bassin minier du Nord.

Les ports maritimes et les voies navigables ont également bénéficié d'un puissant effort de modernisation. Dunkerque est aujourd'hui le seul port de la mer du Nord accessible aux navires de plus de 300 000 tonnes ; Calais développe ses équipements d'accueil des passagers en provenance de Grande-Bretagne. Le canal à grand gabarit (3 000 tonnes) relie actuellement Dunkerque à Valenciennes ; à la fin du VII^e Plan, sa jonction avec les réseaux belge et rhénan doit être assurée. Ainsi l'expansion du littoral devrait permettre une relance industrielle des zones intérieures.

Ces efforts d'équipement se doublent d'une politique active de formation : l'université de Lille reconstruite sur le campus de la ville nouvelle de Lille-Est compte aujourd'hui cinquante mille étudiants et de nombreuses grandes écoles. Des centres universitaires et des instituts de technologie, Dunkerque et bientôt à Calais. Parallèlement, l'appareil de formation professionnelle permet d'assurer une formation continue à cent mille adultes dans la région chaque année.

La conversion économique du Nord-Pas-de-Calais est donc en cours. Elle présente des lacunes : le secteur tertiaire peut connaître un plus grand développement dans la métropole comme dans les villes moyennes de la région. Les industries de croissance (construction mécanique, électronique) restent encore en proportion trop faible dans l'ensemble de l'industrie régionale. Mais l'essentiel est que se dessine une politique industrielle qui, à l'horizon 1985, aura permis une plus grande diversification de l'appareil de production, une meilleure répartition géographique des implantations et une moindre sensibilité aux variations de la conjoncture.

Le Nord-Pas-de-Calais est également à la reconquête de son cadre de vie, ce qui implique un meilleur aménagement de certaines parties de son territoire, et l'accélération des politiques à finalités sociales. Au titre de l'aménagement du territoire, il s'agit d'abord du bassin minier, qui groupe 32 % de la population régionale et a été profondément marqué par l'extraction charbonnière. Héritières de ce passé, les Houillères gèrent encore un patrimoine dont l'ampleur et la diversité peuvent surprendre : 113 000 logements, 1 100 kilomètres de voirie, 22 000 hectares de terrains, 55 églises, des écoles, des hôpitaux, des salles de fêtes, des équipements spor-

tifs et culturels et même des casernes de gendarmerie... Les communes du bassin minier doivent intégrer progressivement ce patrimoine, en assurer l'entretien et la réhabilitation. Au rythme antérieur, cet effort aurait nécessité quelque soixante années. Les pouvoirs publics ont décidé d'accélérer le rythme en se fixant pour objectif une période de vingt ans. Des procédures financières exceptionnelles ont été mises en place au niveau interministériel pour aider la reconversion du bassin. Il s'agit aussi de grands ensembles urbains et notamment la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing (un million d'habitants). L'effort que réalise la communauté urbaine entre autres, pour améliorer sensiblement la circulation, l'assainissement et discipliner l'urbanisme. Un très important investissement, le métro de Lille, permettra au cours du VII^e Plan de faciliter les transports en commun dans l'agglomération et de lui assurer une plus grande cohésion. Un effort identique est en cours à Calais et à Dunkerque. L'environnement rural n'en est pas pour autant négligé : 700 000 personnes vivent dans les zones rurales. L'agriculture régionale se situe au troisième rang national et les industries agro-alimentaires au second. Douze plans d'aménagement rural ont été engagés officiellement. Ils couvrent toute la région. Trois contrats de pays, dont un en cours d'élaboration, ont été pris en considération par la délimitation à l'aménagement du territoire ; cinq contrats de villes moyennes ont été signés avec l'Etat dans la région. Parallèlement, l'Agence de bassin Artois-Picardie a entrepris un programme de réduction des pollutions et de développement des ressources en eaux. Enfin, l'aménagement de la Côte d'Opale comporte l'acquisition de près d'un millier d'hectares sur le littoral et permettra de donner à cette région industrielle une fenêtre touristique. Mais c'est sur le plan des politiques à finalités sociales que les besoins régionaux se font le plus sentir. La région souffre d'un important retard hospitalier et ne dispose en moyenne que de 4,5 lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants, contre 6,5 sur le plan national. L'objectif est donc de satisfaire une part importante des besoins en construisant trois ou quatre hôpitaux dans la région au cours du VII^e Plan. La reconquête des centres-villes et de l'habitat ancien fondée sur une politique fon-

ctions. Mais cette antériorité est cause de certains handicaps : la conversion de l'industrie minière, la modernisation du textile, la reconstruction de la sidérurgie intérieure, s'inscrivent, dans une première phase, en négatif dans l'évolution de l'emploi. Ultérieurement, la conversion doit aboutir à un assainissement des structures industrielles les plus anciennes et à une diversification que permet précisément l'acquis technique de la population.

L'ouverture sur l'extérieur, priorité pour la France, l'est aussi pour la région : celle-ci doit tirer parti de ses possibilités : une façade maritime et de très importants moyens particuliers lui donnent accès au commerce international, à l'importation pour les matières premières, à l'exportation pour les produits finis. Ses moyens de communication et l'importance de sa population autorisent une activité commerciale qui dépasse les limites régionales. Pour le Nord-Pas-de-Calais, échanger devient aussi important que produire. La région donne enfin l'image d'une société industrielle élaborée où mode de vie et rapports sociaux ont été mûris par une longue expérience. Il s'en dégage une grande capacité d'entreprendre, elle-même génératrice d'un renouvellement des activités, une richesse de la vie associative, fruit de la solidarité des populations, une expérience des relations du travail conduites avec maturité, un équilibre entre le poids des grandes agglomérations et un réseau de villes moyennes qui a su maintenir et développer personnalité et influence. Même si très normalement des opinions parfois diverses sont exprimées sur l'avenir de la région, au niveau des principaux objectifs, un large consensus est possible.

ANDRÉ CHADEAU.

(PUBLICITE)

FOURMIES

Capitale Industrielle de la « Petite Suisse du Nord » au cœur d'un massif forestier de 1.000 hectares

Usine neuve disponible, zone industrielle équipée, secteur primaire

Piscine couverte - Aéroclub - Tennis - Karting-club - Equitation - Saison théâtrale - 3 C.E.S. - 2 Etablissements secondaires - Ecole de danse classique - Ecole de musique - Logements de cadres.

Renseignements :

Mairie de Fourmies, 59610 Fourmies. Tél. 60-07-16 - 60-03-15.

“grande première”

La SOFAP riche de son expérience Nationale, vous propose deux réalisations près de Lille.

le clos du sart à Wasquehal

Une réalisation de classe, située à 100 mètres du grand Boulevard, à quelques pas du Golf du Sart. La résidence préserve son intimité derrière des massifs d'arbres d'essences diverses. Une desserte exceptionnelle (magasins, supermarchés, écoles). Le Clos du Sart, c'est seulement 56 appartements construits en 2 tranches (2 immeubles de 4 étages), de 2 à 5 pièces, avec des prestations de qualité.

Livraison de la 1^{re} tranche - 3^e trimestre 1977.
LE CLOS DU SART - 30, rue Léon-Jouhaux Wasquehal.

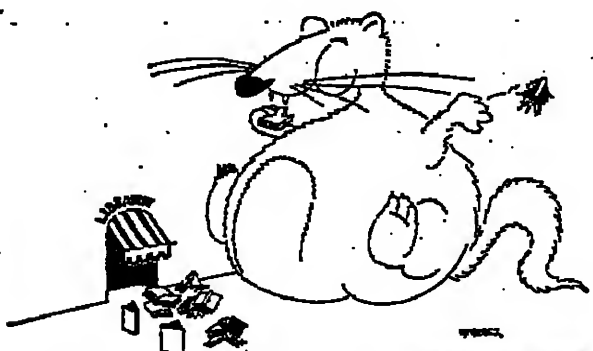
central parc à la Madeleine-lez-Lille

3 petits immeubles de 5 à 9 étages, du studio au 6 pièces. Une première tranche de 102 logements livrables au troisième trimestre 1977. Prêt spécial du Crédit Foncier de France (P. S. I. demandé). Les enfants pourront jouer en toute sécurité sur la place centrale réservée aux piétons (tous les parkings sont en sous-sol). CENTRAL PARC - Angle rue de Condé et rue Pasteur - La Madeleine-lez-Lille

Renseignements : l'arqus

41, rue Gustave-Delory, 59000 Lille.
Téléphone : (20) 55.79.80.

06 (20) 46.25.33
06 (26) 07.29.96



(Dessin de CHENEZ.)

FORUM AU FURET

COMME le rugby eut ses frères — les Prats, les Boniface, les Camberabero, — la librairie a les siens et ce sont les Callens, Paul et Jean. Ils sont à Lille et Lille n'en est pas peu fière. Ils n'ont pas pignon mais façade sur la Grand-Place, devenue place Général-de-Gaulle, et leur enseigne est connue bien au-delà des murs de la cité. Combien de fois n'a-t-elle pas été dite et redite cette histoire, ou cette aventure, du « Furet du Nord », menée de bout en bout par les deux fils d'un boucher de Tourcoing dont l'un, Paul, après avoir été administrateur, s'était mis en tête d'être libraire ? Le père n'avait pas voulu contraindre cette vocation. Il n'en avait pas moins haussé les épaules et plus ou moins grommelé : « Crois-moi, ce qui se vend tous les jours, c'est le bifteck, pas le bouquin ».

1959. M. Poulard, ancien professeur, ouvre à Lille, rue de la Vieille-Comédie, une modeste librairie. Comme la boutique avait été occupée auparavant par un fourreur, elle était à l'enseigne du « Furet du Nord », ce qui était logique, le furet, dans le Nord, ayant beaucoup servi à la chasse aux renards et aux lapins. Le professeur remplaça les fourrures, renards compris par des livres mais garda l'enseigne. C'est chez lui que Paul Callens, jeune homme, fit son apprentissage. Il le fit bien. Tout naturellement il devint l'héritier moral du bon M. Poulard. Quand le professeur se retira il ne demanda pas mieux que de vendre son fonds à Paul Callens. On était en 1960, et toujours rue de la Vieille-Comédie. Paul Callens se retrouvait propriétaire de 70 mètres carrés. Avec trois employés, il faisait bientôt le pre-

mier compte de son chiffre d'affaires : 500 000 francs.

Neuf ans plus tard, « Le Furet du Nord » arrivait sur la Grand-Place, prenait possession du magasin occupé jusque-là par la succursale lilloise des Galeries Barbès, qui abandonnait la ville. Déjà on changeait de style. On inaugurerait la vente en libre-service. La superficie de la librairie passait d'un coup, de 70 à 900 mètres carrés, le nombre des employés de trois à dix, le montant des chiffres d'affaires de 500 000 à 1 150 000 F. En 1964, la librairie grandit encore : 1 000 mètres carrés. Elle engloba maintenant des rayons de jeux, de disques, de papeterie, d'animation. Le style est trouvé. A la manière d'autres, on ne cessera plus de s'embellir et surtout de s'agrandir. En ce mois de mai 1976, voilà que vient de s'ouvrir d'un coup, 1 000 mètres carrés de plus, et aménagés en moins de six mois (10 millions d'investissement) sur l'emplacement d'un ancien cinéma contigu à la boutique initiale. Total : 4 000 mètres carrés, deux cent vingt employés et, pour 1976 un chiffre d'affaires escompté de 60 millions de francs. En un mot, la boulimie. Et l'incontestable fierté d'une réussite incontestée.

Et tout cela à Lille. Qui l'édit, cru, qui l'édit dit ? Aujourd'hui, bien sûr, on explique que, dans le commerce d'une capitale régionale, il y avait place pour le commerce du livre. Encore fallait-il avoir l'idée, et la volonté d'être précurseur. Celle aussi de ne pas miser sur la seule France mais de tirer les conséquences de quelques évidences : Lille est à une heure de Bruxelles par l'autoroute, à deux heures de Cologne.

Cela ne suffirait pas à remplir le Furet, à y amener les dix mille personnes qui viennent y flâner chaque jour — quinze mille le samedi —, et cela en fermant, très provisoirement, tout comme autrefois, entre 12 h. 15 et 14 heures. C'est vrai qu'il y a la bouche à oreille, ce murmure souvent à la source des vrais succès. Du jour où l'on s'est mis à dire un peu partout dans la ville et au-delà : « Vous ne trouvez pas tel titre ? Allez donc au Furet », c'était gagné.

Alors une F.N.A.C. avant la lettre, dans la manière de l'entreprise menée, rue de Rennes à Paris, et dont on a dit si souvent qu'elle avait ruiné les petites librairies du quartier latin. Assurément les autres libraires de Lille ont souffert du Furet. Mais ici ce n'est pas parce que l'espace Callens a pratiqué une quelconque remise. Il ne l'a jamais fait et ne songe pas à le faire.

Ainsi les raisons de la réussite sont ailleurs : « Une affaire de courage », dit encore Jean Callens, le « culturel » de l'équipe, toujours présent et affairé, pressé, précoce, précis. Aujourd'hui, le Furet est aussi devenu forum. Si le livre continue d'y représenter 72 % du chiffre d'affaires, et d'y occuper 65 % de la surface, vingt-cinq expositions y ont été aussi abritées en deux ans, dont la première fut une présentation des projets de la communauté urbaine de Lille. Les hommes politiques y donnent leurs conférences de presse.

Le rayon « poche » compte dix mille titres. Et Alain Robbe-Grillet, ébahi, a pu dire un jour aux Callens : « Il n'y a que chez vous que je vois mes livres ».

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

DU CROTOY A ZUYDCOOTE

Les charmes gris de l'Opale

D E tous les rivages qui bordent la France, celui auquel on a sagement donné, sur les fonds baptismaux de la géographie touristique, le nom — peu évocateur, il est vrai — de « Côte d'Opale » (alors qu'on aurait très bien pu lui choisir, sur la liste des gemmes encore disponibles à cet effet, une appellation sinon contrainte du moins autrement colorée), ce rivage-là est probablement le plus mal connu. Et le plus dédaigné, même s'il compte à son inventaire, et s'en flâte, quelques « vedettes » de classe vraiment internationale. Et même s'il met les sortilèges marins à bonne portée des baigneurs, qui même encore des « gens du Nord », prompts à troquer les bleus gris de leurs villes pour le doux gris de grèves de la Manche.

Pourquoi ce dédain ? « Question de climat... », répondent sans hésiter quatre-vingt-dix sur cent des personnes interrogées. Des personnes pour qui « mer » ne saurait bien rimer qu'avec « soleil » et « plage » avec « roussore ». Un point de vue défendable, d'ailleurs, qui même chaque été de plus en plus loin vers le sud de longs exodes.

Mais, si l'on aime la mer pour la mer, si l'on sait lire des thermomètres et faire fi des vicissitudes du vent, si l'on a du goût pour les falaises nues qui regardent le large, les dunes mal peignées, les campagnes humides qui poussent jusque sur les sables leurs fermes basses, les prairies salées, tout change. Et la Côte d'Opale assure rendre au centuple les limites espérées qu'on aurait pu placer en elle.

On commence-t-elle, ou cesse-t-elle ? Les avis diffèrent, qui la font tantôt se cantonner dans le seul pas de littoral qui unit Boulogne à Dunkerque, tantôt — et le plus souvent — se déployer de la baie de la Somme à la frontière belge. Peu importe, du reste, les noms à l'heure de la balade, et les limites que tel chauvinisme, telles susceptibilités de maires aient inscrites d'un trait rapide sur les départs.

Suivons plutôt la Manche, du sud au nord, laissons-nous prendre à ses reliefs gris-vert, ses reflets vite laiteux si le soleil le cède aux nuages. Laites et, donc, couteur même d'opale.

Le Crotoy, d'abord. Pas parce que Jeanne en route vers son cachot de Rouen y resta enfermée quelques jours ; ni parce que Louis XI y signa avec Charles le Téméraire un traité « ans grands lendemains. Mais, plus simplement, parce que ce petit bout de pêcheurs (qui tourne vers l'horizon quelques belles façades rouges comme on en voit aux côtes de Norvège), avec ses bateaux que la marée, en s'en allant, laisse coulés sur le flanc comme des malades, sa pe-

lite place, est l'un des derniers à garder un visage antérieur de pacifisme à la française.

Quelques kilomètres cap au nord, voici les dunes : un autre univers, mi-marin, mi-saharien, qu'habitent en tous temps les ciseaux, et l'été les campeurs. Pour arquer ces montagnes en miniature et briser leurs humeurs, changeantes avec le vent, on y a planté des oyats, des bouleaux, des pins et même des saules.

Entre l'embouchure de la Somme et la pointe de Saint-Quentin, le parc ornithologique du Marquenterre offre depuis 1973, à qui sait se taire et regarder le ciel et les étangs, l'émouvant spectacle des migrateurs de toute plume à l'abri des tussis, qui oublient les gestes de la peur et se montrent, comme ils se doivent de le faire, en liberté non surveillée — sinon par leurs congénères prédateurs.

Élégante, mais sans atteindre pour autant aux trinités du snobisme qui commencent un peu plus haut sur la carte, Quend-Pisage-las-Pins aligne coquettement sous les arbres des villas pour tous les goûts, y compris le mauvais. A deux pas de là, Fort-Mahon, plus débraillée, n'en a pas moins l'aspect rassurant de l'un de ces petites stations balnéaires qui savent admirablement partager leurs loisirs entre la plage, une partie de boules, un ve, et la terrasse du café-glacier à la mode de la saison, deux bazars où l'on vend, éternellement, de quoi modeler des pâtes éphémères, et des flirts à fleur de sable, quand la lune se fait maîtresse du rivage.

Les belles manières

Le Touquet, autrement dit Paris-Plage, espèce de Deauville à la mode du Nord, contraste étrangement avec tout le reste de cette côte (exception faite pour Hardelot, sa réplique en modèle réduit, qui annonce le même penchant pour un luxe de très bon ton). Ici comme là, c'est la mer, mais pas les grandes courtières, la côte, mais parée de bijoux, et l'accent d'Oxford avec le petit doigt en l'air, à l'heure du thé dans un cottage à toit de chaume.

Fort-Mahon, est loin, très loin d'ici. Le grand paysage plat, dépourvu jusqu'au dénuement, de la baie d'Authie semble vraiment tenir du mirage après ce tourbillon de flanelle grise et de belles manières. Le mariage, des milliers de fois consommé, de l'esprit doux et des vagues sautillantes, ces prés où vont des troupeaux sans berger, ce silence.

Voici Sainte-Cécile et Saint-Gabriel, deux plages au bord de deux dunes ; que leur peu de ressources vouent aux vacances de ceux qui n'ont droit qu'à la toile pour abriter leurs rêves. Cam-

pings à portée de vue, où les lentes, l'été venu, se font du coude à l'intérieur.

Passé Hardelot, c'est Equihen aux toits en dômes, une bourgade douce à l'œil qui fait songer à la Bretagne. Et Le Portel, où Notre-Dame de Boulogne, l'enfant Jésus serré dans ses bras, vogue à bord d'une barque de pierre dont les deux matelots, l'un en poupe, l'autre en proue, sont des anges. Et Boulogne-sur-Mer, qui s'annonçait depuis un petit moment et surgit d'un seul coup de tous ses immeubles et toutes ses avenues sous les hauts remparts du château.

Après, tout va changer. Finies, les campagnes égrées jusqu'à mettre les pieds de leurs arêtes dans l'eau ; finies les maisons de briques, si basses sous leur toit qu'on croirait pouvoir toucher de la main la souche de chaque cheminée ; finies, ces références incessantes aux temps où la terre a pu se vanter de l'avoir — une fois n'est pas coutume ! — emporté sur la mer, chassant l'eau pour semer de l'herbe à sa place.

Ici commencent, avec la corniche, les vertiges et les vues impronables sur les voisins d'en face (quand le temps consent à jouer le jeu, en fabriquant des ciels sans tache). Au cap Gris-Nez, entre ciel et terre, le promeneur devient une espèce d'oiseau maladroite, que le vent et l'apic sollicitent également, tandis que le panorama, déjà, lui a coupé le souffle. Le cap Blanc-Nez. Un monument, qui commémore la vaine tentative de Latham. Un peu plus loin, la statue de Blériot — triomphante, celle-là — regarde la plage à quoi on a laissé son nom. Ces falaises, ces horizons, font pousser des ailes à l'imagination. Un continent, ici, s'achève. Quelques choses d'autre commencent.

Dernière émotion, passé Calais, quand Dunkerque surgit dans ses fumées : le paysage industriel, formidable, qui a pris possession de la mer, y a planté ses cheminées, tassé ses tuyauteries nickelées, déployé ses ponts roulants et gonflé comme des ballons monstrueux ses réservoirs multicolores. Un Léger comme le peintre n'aurait osé en imaginer.

Mais les ingénieurs ne sont pas des poètes : il s'en serait fallu de peu que ce décor soit « lisible » de l'intérieur, alors qu'il faut prendre la mer pour le voir dans sa vraie puissance, avec les vagues en premier plan, et rien derrière, sa statore gonflant d'un coup de pouce l'arrière-pays déjà timide.

Zuydcoote, Vancouwenbergh, Bray-Dunes... La France du Nord — la maritime — va s'achever ici. Dans les tons gris, où la mer, parfois, mêle, si le soleil se cache, un peu d'opale.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Un leader en prise directe avec l'évolution du marché ! Ça bouge chez P.J.T.

En fait, « ça » a toujours « bougé ». Mais aujourd'hui encore plus qu'hier, pour rester leader dans sa spécialité, il faut innover sans cesse.

Innover dans l'organisation technique : Structure de production sans cesse améliorée dans les 6 usines en France et dans les 5 usines à l'étranger.

Innover dans les fabrications : 60 millions de francs sur 3 ans ont été investis pour la recherche,

la création et l'amélioration des fabrications.

Innover dans la production : P.J.T. ce n'est pas simplement le tissu mais c'est également le fil bonnetier, le fil à tricoter, le fil tapis, le tricotage. Chaque année, P.J.T. offre à sa clientèle des collections originales et des produits nouveaux.

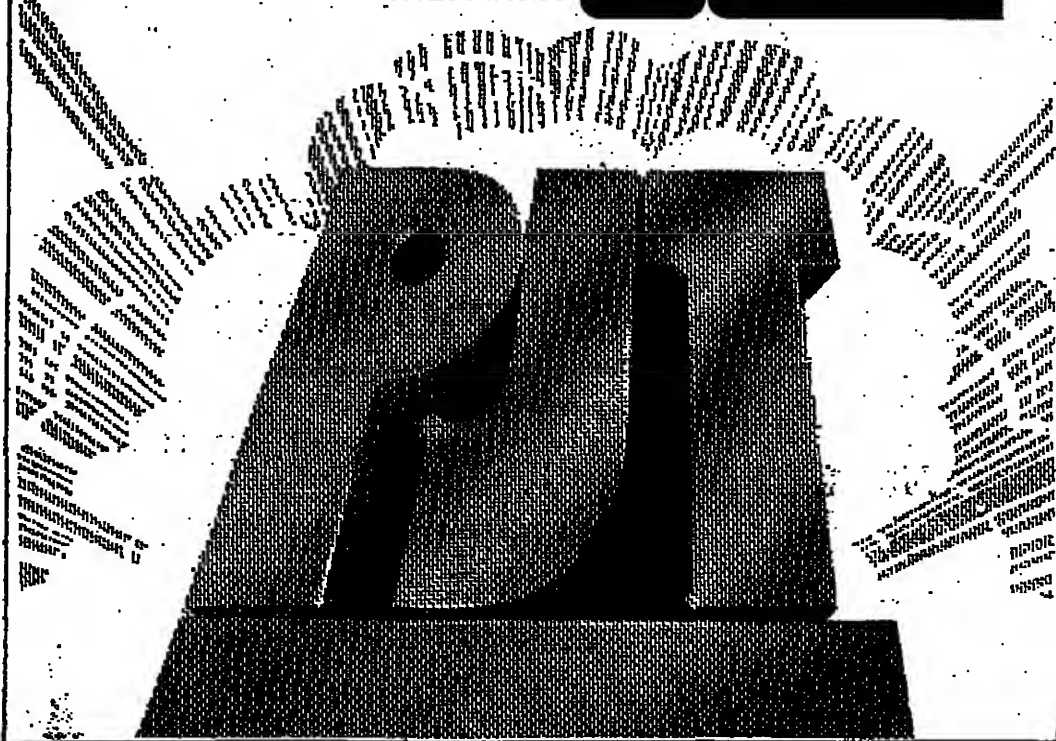
Innover dans l'organisation commerciale : Chaque société P.J.T. a à cœur d'entretenir

les meilleurs rapports avec ses clients. Pour arriver aux meilleurs résultats, l'organisation des services commerciaux est sans cesse améliorée et assouplie. Ça bouge vraiment chez P.J.T. !

P.J.T. Lainages, P.J.T. Draperie, P.J.T. Filature, Bazin, Boulangé sont des départements spécialisés qui commercialisent en France et à l'étranger les produits P.J.T.

Siège social :
105 rue de Lille 59203 Tourcoing
Tél. 20.74.45.00

TISSU P.J.T. P&J TIBERGHEN



QUESTION...

Étoiles réservées

L'équipement hôtelier du Nord-Pas-de-Calais est souvent critiqué : capacité insuffisante, notamment en établissements de haut standing. M. Clément Beauvois, responsable du secteur hôtelier à la chambre régionale de commerce, nous donne son point de vue.

A PARTIR de la métropole, le Nord-Pas-de-Calais, région industrielle, vit sa « révolution hôtelière », à laquelle la Côte d'Opale n'échappe pas. 1967, avec Novotel, 1972, avec Holiday Inn. Lille - Lesquin, ont vu l'avènement de l'hôtellerie new-look, celle des « managers ». Depuis, plu-

sieurs chaînes se sont succédé pour conquérir la périphérie des grandes villes.

La capacité d'hébergement en 1975 était évaluée pour la région à 6 265 chambres. Elle est passée, en 1975, à 7 959 chambres, en catégories homologuées, soit une progression annuelle du parc hôtelier d'environ 3,5 %.

La physionomie de l'hôtellerie Nord-Pas-de-Calais est caractérisée par deux types bien distincts :

— L'hôtellerie touristique, à caractère saisonnier, concentrée principalement le long des côtes, de Dunkerque au Touquet-Paris-Plage, et dans les zones vertes de l'intérieur (Hainaut-Cambrésis) ;

— L'hôtellerie d'affaires,

rassemblée à l'intérieur et autour des villes les plus importantes, telles que Lille, Dunkerque et Valenciennes.

L'animation et la promotion de l'hôtellerie régionale se sont développées à travers un réseau inter-régional de réservation hôtelière, appelé « Réseau », qui regroupe, pour l'ensemble des hôteliers, une offre journalière de chambres d'hôtels.

L'hôtellerie familiale n'échappe pas à cette promotion en bénéficiant de conseils techniques en gestion et en commercialisation, diffusés par le service d'assistance technique à l'hôtellerie de la chambre régionale de commerce et d'industries Nord-Pas-de-Calais.

...RÉPONSE

RECTIFICATIFS

Des erreurs ont été commises dans plusieurs de nos suppléments, notamment :

— Le 4 mai, page 38, « On l'appelait la Flandre », il fallait lire « le comté de Flandre », avec Baudouin II, et non « le comté de France ».

— Le 6 mai, page 22, M. André Diligent est ancien sénateur réformateur et non sénateur réformateur ; page 27, M. Maurice Schumann est président d'honneur de l'U.D.V. et non de l'U.D.R.

— Le 7 mai, page 34, dans l'article sur « les grandes familles », le nom de Toulemonde a été mal orthographié.

— Le 7 mai, page 36, la forêt du parc de Saint-Amand couvre 5 000 hectares et non 5 000 mètres carrés.

Novotel - Tourcoing, Lille, Hénin, Valenciennes, Dunkerque.

Il y a des régions qui méritent qu'on s'y arrête. Il y a 6 Novotel dans le Nord avec 6 restaurants-grill ouverts de 6 h à minuit.

Tourcoing - Neuville tél. 20/74.88.45
Valenciennes Ouest tél. 20/44.20.80
Lille - Aéroport tél. 20/59.02.25
Lille-Lomme tél. 20/50.47.00
Hénin tél. 21/20.16.01
Dunkerque tél. 20/66.12.02
20/65.97.33



Novotel : 95 hôtels européens dans le monde.

Communauté
Conseil Général

سكركان الاصل

J'habite le nord.

Le nord a des visages comme l'homme à tous les âges, de ces visages tristes ou gais d'avant l'humeur ou bien après, de cette humeur à saute vent où le vent se libère et se lie à la terre comme l'homme à saute jours se lie au fil des heures.

Le nord a des visages de toutes couleurs
sans jamais avoir la couleur pareille
rien que celle du temps ou bien des ailleurs;
la couleur d'un bariolage toute une droguerie de fêtes qui se forainent
de places en ducasses de jours en liesse et en laisse autour
d'un collier de kermesses,
de ces couleurs d'hommes
de poignées de cœur dans la fumée d'une cigarette
que l'on offre en amitié simplement comme une maison ouverte
à qui veut y entrer.

Le nord a le paysage pareil à celui qui s'y regarde
comme un miroir de terre,
pour celui né au ventre de cette terre,
rien n'est plus beau pareil à une mère.

Le nord possède le sud et bien plus de levants et de couchants
une rose des vents à sa boutonnière et des boutons de roses
pour les donner aux passants.
de ces gens qui passent avec au bout des cils des battements émerveillés
pour qui ouvre grand les yeux et sait regarder,
là où il pleut devient tout ce qu'il veut,
là où il vente reste toujours un peu de choses d'arbres ou de
chemins d'hommes pour les faire bouger.

La terre se plaine et se colline en plat et en rond,
n'est-ce pas de l'homme qu'il s'agit ?
d'un homme couché à se fondre à la terre
à fleur de peau n'est-ce pas la vie elle-même ?
quand on dit qu'elle est belle
et que le nord est beau.

Michel-D. Robakowski. (Barin) M

Michel D. Robakowski, (Barlin) Editions Centre Froissart, Valenciennes.

Tourisme Nord-Pas de Calais

14 Square Foch 59000 Lille. Tél : (16 20) 57.00.61 44 Grand Rue 62200 Boulogne. Tél : (16 21) 31.98.58



LE PAYS FRANC

**Communauté Urbaine de Dunkerque - Communauté Urbaine de Lille - Ville de Lille
Conseil Général du Nord - Conseil Général du Pas-de-Calais - Région Nord-Pas-de-Calais.**

ORD-PAS-DE-CALAIS

DEOTE

de l'Opale

plais à perte de
terres, l'été venu,
cours à l'infini.

Passé Hardeiot, c'est : Equihen
sur saits en étages, une bourgade
doigne à l'œil qui fait songer à la
Bretagne. Et Le Portel, et Notre-
Dame de Boulogne, l'estuaire
des sarrés dans ses bras, vague
à bord d'une barque de pierre
des deux matois, du Bierre
proue, l'autre en poupe, sont les
mages. Et Boulogne-sur-mer, cu
annonçait depuis un petit mo-
ment et surgit d'un seul coup
de tous ses immeubles et toutes
ses avenues sous les hauts ren-
forts du château.

Après, tout va changer. Finies
les campagnes égarées jusqu'à
mettre les pieds de leurs arêtes
dans l'eau ; finies les marches de
brûlé, si basses sous leur poi-
son croûteux pouvant toucher de
la main la souche de chaque
chénopée ; fines, ces références
incertaines aux temps où le
terre a pu se vanter de l'avou-
oir faite n'est pas coutume ! -
Importe sur la mer, chasse
l'eau pour semer de l'herbe !

[illegible][illegible]

LAURENCE DURAND-SCUFFLAND

Assemblée à Paris
des
importantes, telles
Banque et
L'assurances et
des de l'Europe
se sont développés
un réseau international
d'information hôtelier
à l'échelle, qui
réunisse des
offres journalières
aux d'actuels.

L'hôtellerie
échappe pas
motion en
technique
et en com
différents
distance techn
de la cham
le commerce
Nord-Pas-de-Calais

RESPONSE

Le Hénin,

mentent qu'on s'y attende.
le Nord avec
le 6 h à minute.

20/718345

20/44.20.50

59.0225

147.00

1202



1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

ens dans le m.

10

Abstract

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

100

[REDACTED]

JUSTICE

FEU L'AFFAIRE MARKOVIC

Quand Marcantoni démonte les rouages de « la conjuration »

Une conjuration montée de toutes pièces à partir du « vulgaire assassinat d'un médecin » a été démontée par le juge Marcantoni, chef de la 1^{re} chambre de la Cour d'appel de Paris. L'assassinat de Markovic, ainsi désigné du nom de sa victime, a été commis le 17 avril 1972, au moment où le général de Gaulle, alors président de la République, se trouvait à l'étranger. L'assassinat, le tueur de celui qui n'était encore que l'ancien premier ministre du général de Gaulle, est devenu un épisode méphitique et honteux de la vie publique en France.

D'un ne compte pas, pour dissiper ces mystères, sur François Marcantoni, qui passe pendant sept années, jusqu'au non-lieu rendu le 12 janvier 1976, pour l'assassinat de Markovic. Car le récit en forme de plaidoyer qu'il publie, précédemment sous le titre « La Conjuraison », rapporte la guère de l'histoire. A l'en croire, l'ancien tueur est, lui aussi, une victime de la machination. C'est à peine s'il connaissait Markovic, et, pour le reste, il n'a rien vu, rien entendu, il n'avait rien à dire et il a moins encore de révélation à faire.

Tout au plus son livre laisse-t-il d'étranges heures sur les manœuvres policières et judiciaires de la conjuration de l'affaire. Toutes les irrégularités de procédure, toutes les manœuvres dilatoires, tous les modes de pression et jusqu'à la provocation dilatoire, voire le truquage ou même le faux, semblent avoir été mis en œuvre pour atteindre le but des manipulateurs : impliquer, sans Georges Pompidou à travers la personne de sa femme et ainsi lui barrer la route. On a sa dignité, son honneur et sa moralité, écrit d'ailleurs Marcantoni, quand il décrit la résistance passive, mais obstinée, qu'il oppose aux policiers décidés à lui faire dire par tous les moyens en leur pouvoir qu'il avait dîné avec le premier ministre et sa épouse chez la Delon en compagnie de Markovic.

Au bout de cinq ans d'insurrection le « dossier » — un soufflé

au gruyère — dit Marcantoni — compréhensible plus de six mille procès-verbaux découlaient bien souvent de la prise en considération des rayons les plus intimes, des mensonges les plus éhontés, répandus ou produits par des personnages méprisables. Les recherches entreprises pour identifier la housse de matelas dans laquelle avait été retrouvé le cadavre du jeune Yougoslave avaient provoqué l'audition de huit cent soixante-cinq échelons de matelas de la même marque. Mais lorsque Georges Pompidou entra à l'Elysée, le zèle des policiers et des magistrats retomba d'un seul coup ou, au contraire, changea d'objet, car pour eux : « Vérité au-dessus des élections, erreur au-dessus ».

Marcantoni, malgré sa hâte à se dégarer et sa solidarité avec son ami Alain Delon, ne peut se résigner toutefois à lancer la flèche de Parthe : il affirme que, le 22 septembre 1968, jour présumé de la « disparition » de Markovic, et d'après le 2 octobre, où le corps est retrouvé, M. et Mme Pompidou étaient en week-end à Saint-Tropez chez les Delon. Coïncidence bien étrange, que les policiers auraient, selon lui, ignoré jusqu'au bout. Cette affirmation pourtant était démentie de la façon la plus catégorique par l'exposé dix fois fait par Georges Pompidou lui-même en ces jours difficiles, devant des interlocuteurs nombreux, de la quasi-inexistence de relations personnelles avec l'acteur et sa femme, Nathalie.

C'est donc un livre qu'il convient de saisir du bout des doigts, bien qu'il ne soit nullement exempt de la partie biographique de l'ouvrage est finalement la plus vivante et la plus amusante. D'une manière inimitable et non sans humour, le truant, vieux cheval de retour, raconte qu'il ne dépeutait pas de ces trafiquants enrichis par la collaboration, des dénonciateurs de juifs, des receleurs et des caïds, et que, s'il a « un peu touché » au trafic de cigarettes ou comme quelques innocentes bagatelles, s'il a été injustement condamné de-ci de-là à quelques années de prison, il n'y a pas plus honnête, meilleur cœur et brave garçon que lui ; tout ce début du livre est proprement irrésistible. — P. V. P.

★ François Marcantoni, *L'Affaire qui a fait trembler la 1^{re} République*, Olivier Orson, éd., 275 p., 42 F.

DEUX JEUNES FILLES RECONNAISSANT AVOIR FABRIQUÉ DES ENGINS INCENDIAIRES

Changeant d'attitude devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris (chambre des flagrants délits), Mlle Françoise Lagarde, vingt ans, étudiante en anglais et en espagnol, et Nicole Benoit, vingt-deux ans, marchande foraine, ont avoué, vendredi 7 mai, avoir fabriqué les engins incendiaires qu'elles transportaient dans un sac le 24 avril rue de la Grèce, dans le quartier de la Madeleine, à Paris, qu'elles soutenaient jusque-là avoir trouvé le sac dans une rue du quartier Montparnasse.

Elles voulaient attirer l'attention, ont-elles expliqué, sur le sort des habitants expulsés du quartier arrosé par la Seine, en rénovation et à cet effet, mettre le feu à quelques planches sur un chantier où commencent à s'édifier un immeuble en béton, à l'angle de la rue d'Alésia et de la rue Verneuil.

Une camarade de seize ans avait été appréhendée avec elles. En raison de son âge, l'information ouverte à son sujet a été confiée à un juge du tribunal pour enfants. En l'état du dossier, M^{lle} Thierry Levy et J.-A. Michel, les deux autres, ont invité le tribunal à se montrer clément, étant donné le caractère généreux des motifs de leurs jeunes clientes : celles-ci ont été maintenues en détention.

Jugement le 14 mai.

FAITS DIVERS

● *Furieuse à Lyon* — au cours d'une fusillade à éclat au début d'une bagarre, ce samedi 8 mai, peu avant 1 heure, dans une boîte de nuit, le Bistrot, quai Pierre-Scize à Lyon. Un consommateur, M. Gérard Hugolin, vingt-cinq ans, a été tué, et cinq autres blessés. Les deux auteurs des coups de feu se sont enfuis avant l'arrivée de la police.

MM. CARLAVET ET PELLETIER VEULENT RÉVISER LE « DROIT DE GRACE »

MM. Henri Carlavet et Jacques Pelletier, sénateurs de la Gauche démocratique, viennent de déposer une proposition de loi constitutionnelle visant à réviser le caractère « théocratique et républicain » du droit de grâce tel qu'il a été défini dans la Constitution de 1958. Cette proposition était adoptée, le droit de grâce ne serait plus exercé par le président de la République seul.

Les deux sénateurs proposent de reprendre le texte de l'article 25 de la Constitution de 1946, lequel fixait que le président ne pouvait exercer ce droit qu'« en Conseil de la magistrature ». « Notre préférence s'orienterait vers l'explication des motifs de leur proposition de loi, trois sortes d'une solution inspirée du premier système de 1946 (texte adopté par la première assemblée constituante et repoussé par référendum), où le président ne serait plus que le membre d'une commission d'haute valeur intellectuelle et morale. Cette commission pourrait comprendre à la fois la garde des sceaux, les présidents des commissions des lois des deux assemblées, des magistrats élus par leurs pairs et, pour chaque affaire, le président du jury. Toutefois, ne voulant pas, dans un domaine aussi grave, provoquer un changement trop brutal, nous nous proposons simplement de modifier la Constitution afin que le président de la République soit mieux aidé mais surtout plus libre moralement d'exercer cette prérogative essentielle ».

● *M. Michel Magne*, compositeur et ancien président-directeur général des Studios d'enregistrement, dont le siège était situé au château d'Étienville (Val-d'Oise), a été inculpé, vendredi 7 mai, d'infractions à la législation sur les sociétés. Un certain nombre d'anomalies ont été relevées dans la comptabilité de la société pour les exercices 1972 et 1973.

Au tribunal de Paris Trois graves accidents du travail entraînent des condamnations à des peines de prison avec sursis

La dixième chambre du tribunal de Paris s'est prononcée, vendredi 7 mai, sur les responsabilités correctionnelles encourues pour trois graves accidents du travail.

L'un de ceux-ci s'était produit le 17 avril 1972, 138, rue Gabriel-Péri, à Saint-Denis. Ion de travaux de ravalement d'un immeuble de dix-sept étages. Deux ouvriers de la société Granero et fils étaient sur une plate-forme volante, au niveau du sixième étage, lorsque celle-ci bascula. L'un des travailleurs, M. Jacky Métails, parvint à se réfugier sur un balcon, mais l'autre, M. François Devergie, se fracassa la crâne après une chute de 10 mètres. Le président-directeur général de l'entreprise, M. Elie Granero, a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 F d'amende pour homicide involontaire. Selon le tribunal, les systèmes d'accrochage des filins étaient inappropriés, et la manœuvre des treuils avait été réalisée dans des conditions trop dangereuses.

Un autre accident était survenu, le 19 juin 1973, dans une usine située 17-23, rue Pluchet, à Bagneux, où étaient effectués des

travaux de peinture. Un ouvrier, âgé de vingt et un ans, M. Jean Prima, était tombé sur la toiture d'un atelier, avant de se fracasser 7 mètres plus bas sur un sol en ciment. Aucune protection n'avait été prévue. Pour homicide involontaire et contravention aux règles de la sécurité du travail, M. Henry Dubreuil, soixante ans, commis de chantier de l'entreprise générale de peinture Charles Lakard, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 2 400 F d'amende. Le troisième accident avait eu lieu le 25 juin 1970, 88, rue de l'Arnal-Mouchet, à Paris-14^e. Un échafaudage installé à la hauteur du troisième étage s'est rompu, alors que s'y trouvait un maçon, M. Lakard. Il fit une chute de 10 mètres en se fracassant la crâne et le bassin. Il ne portait pas de casque, ce à quoi on aurait dû l'obliger. De plus, la plate-forme n'était pas assez solide, et il n'existait pas de garde-corps. M. Michel Bessa, chef du chantier pour le compte de l'entreprise Devietre-Chabaud, qui effectuait les travaux, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 1 400 F d'amende pour blessures involontaires.

AU TRIBUNAL DE LILLE

Un président de société est condamné à quinze mois de prison, dont huit avec sursis pour abus de biens sociaux

De notre correspondant

Lille. — Le tribunal de grande instance de Béthune a condamné, le vendredi 7 mai, M. Henri Baillet-Latou, cinquante-cinq ans, domicilié à Louvenciennes, ancien président-directeur général des établissements qui portaient son nom à Hainnes, Pas-de-Calais, à quinze mois de prison, dont huit avec sursis. M. Baillet-Latou avait été inculpé à la prison de Béthune, au mois de septembre 1973, sur ordonnance de M. Patrice de Charette de la Cour sous l'inculpation d'abus de biens sociaux et d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise. M. Baillet-Latou a été remis en liberté, sa détention ayant couvert le temps de sa peine.

Au mois de décembre 1973 M. Henri Baillet-Latou avait déposé le bilan de son entreprise dans lequel il déclarait avoir réalisé quatre cent mille actions. La C.F.D.T. conteste alors vivement sa gestion. M. Baillet-Latou fut accusé d'avoir détourné quelque 25 millions de francs pour des avances et emprunts à d'autres sociétés qu'il contrôlait. Lors de l'audience du 9 avril dernier, le procureur avait estimé que ces opérations étaient favorables au groupe d'entreprises contrôlé par le père de M. Baillet-Latou, la société Henri Baillet-Latou et son personnel. De plus, le syndicat C.F.D.T. lui reprochait d'avoir entravé le fonctionnement normal du comité d'entreprise, en ne mettant pas à sa disposition des éléments nécessaires pour apprécier la situation de la firme.

Entre temps, la S.A. Baillet-Latou était reprise par Gérard Furon d'Als sous le nom de CIP (Contrat Industrielle du Pas-de-Calais), mais l'existence de la nouvelle société fut de courte durée, puisque le 3 septembre 1975 le tribunal de commerce de Béthune a déclaré la liquidation des biens. Les cinq cents salariés de la CIP occupent depuis lors les locaux. (Voir page 18.)

Le tribunal a, d'autre part, condamné M. Henri Baillet-Latou à payer 1 000 francs de dommages et intérêts à la C.F.D.T. pour entrave au fonctionnement du comité d'entreprise, mais il a cependant jugé irrecevable la constitution de partie civile du syndicat pour abus de biens sociaux.

M. Henri Baillet-Latou a encore à son actif une condamnation pour répression du délit de fraude fiscale et d'infraction à la législation sur les changes sur une plainte de la direction générale des impôts. La fraude porterait sur une somme de 8 millions de francs.

Dans un communiqué, publié vendredi 7 mai, la section syndicale C.F.D.T. de la CIP déclare « que la condamnation par le tribunal de Béthune ne doit pas faire oublier la situation du personnel de la CIP qui est la conséquence directe du détournement de fonds et de la fraude fiscale de M. Baillet ».

A PROPOS D'UN LIVRE DE M^r ISORNI Deux magistrats contre un avocat

Un notable du barreau parisien sur le banc des prévenus, deux magistrats de province sur celui des plaignants : la « grande famille » de la justice vidait, le vendredi 7 mai, devant la dixième chambre correctionnelle de Paris, une nouvelle querelle. Est-ce le fruit d'une certaine habitude ? M^r Jacques Isorni semble aussi à son aise dans le peu d'un prévenu que revêtu des habits de sa charge. C'est, dit-il, qu'il « n'a jamais abdiqué l'honneur d'être un obé ».

Contre lui cette fois, MM. Raymond Beaufour, procureur de la République à Saintes, et Robert Quess, qui lui juge d'instruction dans la même ville. Une très banale affaire d'assurances, vieux de cinq ans, a jeté la discorde entre ces gens de robe. Car, ému sans doute d'avoir perdu une cause, qu'il croyait juste, M^r Isorni entreprit un beau jour d'écrire « le procès du procès ». C'est, dit-il, un livre, publié chez Flammarion, pour critiquer la justice, l'avocat s'était fait procureur : brûlant réquisitoire contre un appareil judiciaire dont le premier souci ne serait pas toujours de rechercher la vérité, le livre s'en prit, sans nuances ni aménités, à deux des magistrats qui eurent à connaître d'une simple et pénible affaire criminelle : l'affaire Bouchet.

« Un crime sordide dans un milieu sordide », assure M. le procureur Beaufour pour faire comprendre qu'après tout le dossier ne méritait pas « une attention particulière ». Le 2 novembre 1968, la tenancière d'un bar mal famé de la Régionale est assassinée. La police retrouve vite un de ses anciens amants,

Pierre Bouchet, qui avoua sans tarder l'acte. Mais, deux fois passées derrière les barreaux, quatre fois condamné, Bouchet a le profil du parfait coupable, comme il ne s'en défend pas, enquête et instruction se font de celles que l'on qualifie de « faciles ».

Mais un jour, après avoir dix-neuf fois avoué son crime, Pierre Bouchet se rétracte : il est, ce 3 juillet 1970, devant les jurés de la cour d'assises de la Charente-Maritime. Un homme est là pour le défendre : M^r Jacques Isorni, choisi au tout dernier instant. L'avocat parisien est convaincu de l'innocence de son client qui, dans sa cellule, lui a écrit pour qu'il s'attache à l'innocence de son client. « Je n'ai pas d'innocence », pour sauver la jeune femme qu'il aime et qui, peu avant le meurtre, avait eu « quelques mots » avec la tenancière du bar rochelais. Un moment soupçonné, cette dernière — venue d'une « excellente famille » — avait été mise hors de cause.

Un complément d'informations, ordonné par la cour dès la première audience, fut confié à M. Duras qui ne connaît les lenteurs de la justice, mais méandres et ses arcanes ? M^r Isorni ne put en prendre son parti et vit dans le manque d'emprisonnement de certains magistrats de graves fautes professionnelles. Plus, il reprocha à MM. Beaufour et Duras de poursuivre de concert, et contre leur conscience. Pierre Bouchet, qu'ils avaient innocenté, accusé grave : les deux magistrats se sont estimés diffamés et demandent 300 000 francs de dommages et intérêts, chacun.

DOMINIQUE POUCHIN.

Le vol de document administratif au ministère des finances

Le ministère de l'économie et des finances a publié le communiqué suivant, le 7 mai :

« Le journal Le Monde a publié, le 9 mars dernier, un article de M. Philippe Simonnot, qui cite de nombreux extraits d'une note administrative interne sur un problème pétrolier. La diffusion de ce document était essentielle d'entraîner des opérations financières spéculatives. »

« L'enquête administrative a établi que cette note avait été divulguée dans les locaux du ministère de l'économie et des finances. »

« A la suite de ce fait, et compte tenu de ses conséquences possibles, le ministre de l'économie et des finances et le garde des sceaux ont saisi le parquet. »

« Le 27 avril, le procureur de la République auprès du tribunal de grande instance de Paris a requis l'ouverture d'une information judiciaire contre X... du chef de vol de document administratif. »

de grande instance de Paris a requis l'ouverture d'une information judiciaire contre X... du chef de vol de document administratif. Cette information est en cours. M. Serge Ruel, ingénieur en chef de l'armement, chargé de mission à la direction de la prévision au ministère de l'économie et des finances, a été entendu comme premier témoin, vendredi, par M. Emile Gabié, juge d'instruction, assis dans le cadre de l'information. M. Ruel ayant eu ce rapport dans son bureau, est peut-être en mesure d'éclaircir les circonstances dans lesquelles ce document a pu tomber entre les mains du journaliste signataire de l'article du 9 mars. — (A.F.P.)

Le licenciement de M. Simonnot

A la suite du licenciement de M. Simonnot, le Monde a publié les communiqués suivants :

● LA SOUS-SECTION S.N.J. DU MONDE regrette vivement que le 5^e congrès du Syndicat national des journalistes (autonomie) (1) n'ait pas tenu compte de tous les éléments que lui avait apportés son représentant au congrès sur les conditions de licenciement de Philippe Simonnot et ait ignoré l'action menée par les délégués syndicaux S.N.J. du journal.

Tout en reconnaissant que les conditions dans lesquelles Philippe Simonnot a publié un document administratif confidentiel, pour le motif critiquable, ses délégués s'étaient opposés à la mesure de licenciement.

● LA SECTION C.F.D.T. DES JOURNALISTES DU MONDE s'élève avec force contre les articles et communiqués qui présentent le journal et sa rédaction comme soumis aux pressions du gouvernement et des intérêts pétroliers dont ils n'ont jamais accepté la moindre consigne. L'attitude du journal à l'égard des affaires pétrolières a toujours été de totale indépendance, comme le montre la liste des dossiers qu'il a présentés — souvent en premier — à ses lecteurs : affaire Bodourian contre les ententes entre compagnies (février 1973), dénonciation des comportements des grandes sociétés aux Etats-Unis, au Japon, en Italie, en Allemagne (janvier-février 1974), rapport Schwartz sur l'attitude des firmes françaises (novembre 1974), plaintes C.F.D.T. contre les pratiques de cartel de ses fournisseurs de fuel (novembre 1974), rapport Borschette sur le comportement des firmes pétrolières pendant la dernière crise (décembre 1975, mai 1976).

La section S.J.F.-C.F.D.T. dénonce d'autant plus les attaques qui, prenant prétexte du cas Philippe Simonnot, sont adressées au journal et à sa rédaction.

qu'elle s'est opposée, à une forte majorité au licenciement de Philippe Simonnot, mesure jugée trop sévère et qu'elle a assuré sa défense. La section S.J.F.-C.F.D.T. du Monde rappelle que, conformément à la charte de Munich, approuvée par des syndicats de journalistes de la C.E.E. en 1971, le journaliste ne doit pas « user de méthodes déloyales pour obtenir des informations ». Mais elle rappelle que la même charte réclame le « libre accès à toutes les sources d'information » et estime que « le secret des affaires publiques ou privées ne peut en cas être opposé au journaliste que par exception et en vertu de motifs clairement exprimés ».

● LE BUREAU NATIONAL DU S.J.F.-C.F.D.T. s'associe à la protestation de la section des journalistes C.F.D.T. du Monde contre le licenciement de Philippe Simonnot. Il s'est abstenu jusqu'à présent de prendre une position publique pour des raisons d'efficacité afin de ne pas gêner la lutte menée à l'intérieur de l'entreprise pour empêcher le licenciement. Le cas de Philippe Simonnot pose un problème général en révélant les difficultés d'accès aux sources d'information. Le S.J.F. demande la reconnaissance d'un réel droit à l'information et dans l'immédiat la publication de tous les rapports, la réforme de l'obligation de réserve des fonctionnaires et du droit de visiter les entreprises et de rencontrer les délégués syndicaux comme les directions sur les lieux de travail. La possibilité matérielle et financière pour les journalistes de donner une information complète et détaillée. Le S.J.F.-C.F.D.T. dénonce enfin l'aggravation des pressions de toutes sortes qu'exerce actuellement le gouvernement sur les fonctionnaires et les entreprises de presse pour réduire l'information des citoyens à sa seule propagande officielle.

(1) Cf. Le Monde du 8 mai.

Faits et principes

C'est le 14 avril que la direction du Monde a signifié à M. Simonnot son licenciement à compter du 30 avril.

Auparavant et depuis le 16 mars, de nombreuses consultations avaient eu lieu, soit en comité de rédaction, soit avec les délégués syndicaux, ainsi que plusieurs entretiens avec M. Simonnot.

C'est le 31 mars, date reportée ensuite au 9 avril, qu'a été engagée la procédure exigée par la loi de 1973.

A tous les stades, la rédaction et ses représentants ont été exactement tenus au courant, et on peut s'étonner qu'au niveau national certains syndicats n'aient pas eu la même souci de s'informer avant de se prononcer.

Le 27 avril, la direction coahmail par lettre sa position aux délégués syndicaux. Elle indiquait que les entretiens, qui s'étaient déroulés sur six semaines, ne l'avaient pas amenée à changer d'avis. Ni sur les faits et les motifs ni sur les conclusions à tirer de ce que M. Simonnot avait dit et écrit au directeur. Elle précisait qu'elle ne ferait pas état, dans les motifs du licenciement des conditions dans lesquelles, à sa connaissance, M. Simonnot s'était procuré la note de M. Ramel.

M. Simonnot a donc été licencié pour avoir publié un document confidentiel sans avertir aucun responsable du journal des conditions dans lesquelles il était entré en possession de ce document.

En raison des services rendus dans le passé au journal, M. Simonnot a reçu des indemnités se montant à 105 995,26 F.

M. Simonnot a cité le Monde devant le conseil des prud'hommes, afin d'obtenir 1 franc de dommages-intérêts pour rupture abusive du contrat de travail.

Faut-il pour finir regretter une fois de plus que deux journaux et deux syndicats nationaux se soient saisis de cette affaire intérieure pour soupçonner la direction d'avoir cédé à des pressions du pouvoir, voire des pétroliers ? Faut-il les renvoyer à ce

qu'en disent ci-dessus les sections syndicales du Monde et rappeler avec elles que le Monde n'a de l'écon à recevoir de personne dans le domaine des problèmes pétroliers ? Ces sections ont fait leur devoir en défendant M. Simonnot. La suite de l'affaire montrera si la sanction prise était ou non trop sévère, étant entendu dès aujourd'hui qu'un journaliste ne peut pas « user de méthodes déloyales pour obtenir des informations ». Si ce principe était plus respecté, c'est le crédit de toute la profession qui en souffrirait.

JACQUES FAUVET.

● Pour avoir trafiqué leur compteur dans le courant de l'année 1975, trois chauffeurs de taxis parisiens ont été condamnés pour escroquerie, vendredi 7 mai, par la troisième chambre correctionnelle : MM. Daniel Duclos, trente-quatre ans, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende ; Michel Montillot, quarante et un ans, à six mois avec sursis et 8 000 F ; et Robert Demoulin, quarante ans, à six mois avec sursis et 8 000 F. Les modalités apportées aux chauffeurs d'appliquer aux clients des tarifs plus élevés (tarifs de nuit ou de banlieue).

● *Condamnation de deux jeunes gens pour violence*. — Après l'échec d'une tentative, dans la nuit du 23 au 24 avril, plusieurs jeunes gens à des colères d'effluves d'un mouvement d'extrême-droite, aux abords du lycée Stéphane-Mallarmé, la 2^e chambre correctionnelle de Paris a condamné M. Jean Lahyani à un an d'emprisonnement, M. Serge Mazoué à deux mois dont quatre avec sursis, mais a relaxé MM. Farouk Medouni et Jacques Mignat.

Le tribunal n'a pas voulu appliquer l'article 314 du code pénal (loi anti-casseurs) pour lequel les poursuites avaient été engagées contre les quatre prévenus. Il a seulement retenu contre les deux premiers le délit de violence avec armes (en l'occurrence des barres de fer).

ETRANGER

Reflets du monde entier

Occupation de la « rue des Millionnaires » ?

« L'abandon d'un nombre important et croissant de maisons à l'intérieur et autour de « Millionaires Row » (la rue des Millionnaires), relate l'hebdomadaire londonien *OBSERVER*, une large rue piétonne, plantée d'arbres, où de vastes hôtels particuliers furent construits par les plus célèbres architectes de la moitié du dix-neuvième siècle, constituait un mystère dont l'origine est « stupéfiante ».

« Dans le secret, l'ambassade soviétique a exercé des pressions sur le gouvernement britannique afin de pouvoir faire des constructions qui comptent parmi les deux plus importantes réalisées depuis la guerre dans le centre de Londres. (...) Sur deux immenses sites situés à l'intérieur ou à proximité des jardins du palais de Kensington, les Russes espèrent construire un nouveau et important complexe comprenant une partie résidentielle et des bureaux, ainsi qu'un centre culturel. Cela requiert une superficie d'environ 10 hectares et demi. (...) Il paraît certain que ce projet déclenche une tempête chez les conservateurs, car il nécessitera non seulement la démolition de bâtiments classés d'intérêt architectural et historique, mais altérera aussi le cachet d'une des rues les plus typées et attractives de Londres. »

Depuis le 4 mai le projet a été qualifié d'inacceptable par le maire. Mais le gouvernement britannique espère peut-être obtenir la réciprocité du Kremlin pour agrandir son ambassade à Moscou. Une affaire à suivre.

AKTUELT

Des loups de compagnie

« Dans la petite ville de Tihla, au cœur de la Finlande, raconte le quotidien danois social-démocrate *AKTUELT*, les enfants n'ont plus la permission d'aller à l'école à pied ou à bicyclette : la commune assure désormais leur transport en autobus... à cause des loups. En effet, après plus de cent ans d'absence, les loups sont revenus dans la région. »

« Comme ce carnassier était menacé de disparition totale dans le pays (il y a un loup, on n'en recensait plus qu'une vingtaine de spécimens), il est, depuis 1973, interdit de le chasser, sauf en Laponie, où il représente un réel danger pour les troupeaux de rennes. Résultat : il a maintenant recommencé à proliférer. »

Ces derniers mois, les loups ont croqué, çà et là, en Finlande centrale quelques animaux domestiques (vaches, moutons et chiens) — dégâts modestes mais qui ont suffi à mettre en furie la population locale. « Nous n'osons pas nos bêtes pour nous en occuper », disent les paysans du cru. Cet hiver, deux petits garçons ont, en rentrant chez eux, été pourchassés de loin par une meute sortant d'un bois voisin. Les habitants ont menacé de ne plus envoyer leurs enfants en classe si les autorités ne veillaient pas à leur protection. D'où la mise en service du « car des loups ».

Les zoologistes, ajoute *AKTUELT*, jugent ces réactions très exagérées. Selon eux, le loup est un quadrupède inoffensif qui fuit en général à la vue de l'homme, et la frayeur qu'il inspire n'est due qu'à des mythes entretenus au fil des générations. »

INDIAN EXPRESS

Des réjouissances à gogo

Le comité central du Congrès, le parti gouvernemental indien, a décidé de célébrer plusieurs Semaines, annonce l'*INDIAN EXPRESS* : « La Semaine de la science nationale, du 6 au 13 avril ; la Semaine de la sauvegarde de la liberté, du 9 au 15 août ; la Semaine de notre glorieux héritage, du 2 au 8 octobre. Du 8 au 14 octobre ce sera la Semaine de l'architecte de l'Inde moderne, portant sur quelques aspects significatifs de la vie de Nehru. Du 19 au 25 novembre, la Semaine de la mobilisation de masse sera marquée par des symposiums, des séminaires, des conférences et des rassemblements de masse. Elle aura pour but de mettre en évidence les contributions significatives apportées par Mme Gandhi au développement de la conscience nationale. (...) »

Certains événements de grande importance nationale seront également commémorés : le 18 mars (deux ans après l'explosion du premier engin atomique indien), le Jour de l'énergie nucléaire ; le 26 juin (premier anniversaire de la proclamation de l'état d'urgence), la Journée de la discipline nationale ; le 1^{er} juillet, l'anniversaire de l'annonce du programme économique gouvernemental en vingt points ; le 4 juillet, pour rappeler que l'Inde a obtenu à cette date, un certain nombre de Sonorisations fascistes (les révolutionnaires) furent interdites ; le 19 juillet sera la Journée de la nationalisation des banques ; le 6 septembre, celle de la nationalisation des mines de charbon ; le 26 septembre, la Journée du droit des femmes à l'égalité ; le 24 octobre, celle de la libération des travailleurs asservis ; et, enfin, le 28 décembre, la Journée de la création du Congrès. »

The Japan Times

L'U.R.S.S. volait le soleil des Japonais...

Certains diplomates étrangers en poste à Tokyo ont appris à leurs dépens que l'immunité diplomatique n'autorise pas à violer le « droit au soleil ». Le quotidien *JAPAN TIMES* : « Devant l'opposition des voisins qui entendaient défendre leur droit au soleil », les ambassades de l'U.R.S.S. et de Cuba ont dû modifier des projets de construction de nouveaux bâtiments (...). Au début, les Soviétiques ont été peu sensibles aux plaintes des protestataires, arguant de leur droit de propriété pour construire ; mais leurs voisins ont alors déployé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire en russe, en anglais et en japonais : « Un pays socialiste est-il un ennemi du peuple ? », et « Les Russes sont des fascistes ».

Les Soviétiques ont finalement accepté de supprimer une aile du nouveau bâtiment qu'ils projetaient de construire. Quant aux Cubains, en butte aux mêmes démonstrations d'hostilité, ils ont consenti à réduire de sept à cinq les étages du nouvel immeuble de leur ambassade, et la société de construction chargée des travaux a payé 5 millions de yens d'indemnité aux voisins gênés par le nouveau bâtiment. Le directeur de la société déclara plus tard que l'ambassade cubaine l'avait réprimandé pour avoir osé cette somme (...). Encouragés par ce succès, d'autres groupes de citoyens ont entrepris des campagnes analogues, contre les ambassades de Roumanie et de Turquie. »

Lettre de l'île au Trésor

Cuba : l'huître ou la perle ?



STEVENSON aurait sans doute été ravi d'apprendre que son île au Trésor porte désormais le nom d'île de la Jeunesse. C'est Fidel Castro qui l'a voulu ainsi. Sur les cartes, elle porte encore le nom d'île de Pinos. Elle est située à une quarantaine de miles au sud de l'île principale de Cuba. La révolution en a fait depuis plusieurs années le site d'une des plus étonnantes réalisations économiques-éducatives qui, en plusieurs lieux du territoire national, associent les écoles secondaires de base (basiques) au développement industriel ou agricole.

Pêche, industrie frigorifique de la langouste et tourisme sur les côtes, élevage au nord, réserve naturelle au sud, et au centre la zone des citrines (surtout le pamplemousse) en pleine expansion, irriguée par des barrages qui servent également au tourisme : quelques centaines d'hectares en 1959, quelques dizaines de milliers à la fin du prochain plan quinquennal. Les écoles secondaires de base sont réparties dans cette zone à raison d'une par 40 caballerías (500 hectares).

Elles sont toutes sur le même modèle. Ce sont des internats qui reçoivent chacun cinq cents élèves provenant de diverses régions de Cuba, et notamment de La Havane. Tout y est gratuit : l'uniforme bleu et blanc des écoliers cubains, la pension, les études, les livres, le matériel culturel et sportif, le séjour périodique dans la famille. Un « détachement pédagogique », noyau d'une école normale, assure l'encadrement en personnel enseignant. Tout le monde y est jeune.

La journée de l'élève s'y déroule selon une répartition horaire qui tend à devenir un modèle national : en gros, une moitié du temps consacrée à l'enseignement, un quart consacré au travail productif agricole, un quart consacré aux activités dirigées et aux activités libres, parmi lesquelles dominent le sport, la musique, la danse et surtout le théâtre. Les autorités cubaines, et en particulier le Conseil national de la culture, ont fait du théâtre une des armes sacrées de la révolution.

arme pacifique mais extrêmement efficace dans la mesure où elle donne à chacun la maîtrise de son expression et donc la conscience de ses problèmes. Cela commence dès l'école primaire, mais cela peut aller jusqu'aux groupes d'amateurs adultes, par exemple dans les villages de la sierra de l'Escambray, région de moyenne propriété où la révolution a naguère rencontré — on ne s'en cache pas — des résistances parfois très dures.

Un malentendu doit être évité : les écoles secondaires de base n'ont absolument rien de bagnes agricoles où l'on exploiterait la main-d'œuvre des écoliers. L'activité productive est une forme d'éducation, non une méthode de rendement économique : les travaux confiés à l'écolier sont à la mesure de ses forces et n'ont d'autre but que de le mettre dès son enfance en contact avec les réalités du travail, de l'économie et du développement. On retrouve le même schéma à l'école Lénine de La Havane, prodigieuse ensemble de cinq mille élèves où se forment les futurs cadres technologiques de la nation et qui aura bientôt son équivalent dans plusieurs provinces. Le travail manuel accomplit à l'usine ou aux champs pendant les études n'est pas une orientation professionnelle contraignante, mais une expérience où les vocations prennent tout leur sens. Rien n'empêche de se découvrir l'étioffe d'un ingénieur électronique ou d'un danseur de ballet en repiquant des ananas.

Le bague, le vrai, les écoliers de l'île des Pins l'ont sous les yeux. Dans cette terre qui fut une des dernières libérées de l'occupation américaine, on construisait entre les deux guerres la fameuse prison modèle composée de cinq édifices circulaires issus d'un cauchemar de Kafka. La carcasse en est devenue un musée historique. Parmi les dizaines de milliers de prisonniers qui y sont passés figurent Fidel Castro et ses compagnons de l'assaut à la caserne de Moncada en 1953. Cela fait de l'île un haut lieu de la révolution d'autant plus vénéré qu'à quelques kilomètres de là s'élève encore la maison où fut exilé José Martí, l'apôtre de l'indépendance cubaine.

Le cas de José Martí est étrange. La pensée clairvoyante et forte de ce républicain libéral a été intégrée à l'idéologie de la révolution cubaine comme le signe spécifique de son identité. On parle couramment de « marxisme-léninisme-martianisme », et il n'est pas interdit de penser que c'est par le dernier terme que la doctrine s'enracine le plus profondément dans la conscience nationale.

Il n'y a à Cuba d'autre culte de la personnalité que celui de Martí.

Son portrait schématisé par le front large et la moustache touffue est partout : l'aéroport, la Bibliothèque nationale, les stades, les écoles, portent son nom. La présence des dirigeants actuels est d'un autre ordre. C'est une relation d'ordre affectueux, presque familial. On parle de Fidel, de Raoul en employant les prénoms, même dans les situations officielles. Les portraits sont rares et ceux de « Che » sont plus fréquents que ceux de Fidel. Le visage du « Che » a subi lui aussi la schématisation d'ombre et de lumière selon laquelle il s'est imposé à l'iconographie mondiale, mais on voit plus souvent la photographie qui humanise ce visage puissant et tendre, dont les yeux sourient en profondeur.

LA HAVANE ne ressemble à aucune autre capitale socialiste. Certes, les énormes difficultés de ravitaillement, la nationalisation de l'économie et le double secteur de distribution — rationnement et marché libre — donnent à la ville commerciale déchuée cette désolation nostalgique des structures urbaines dépassées par l'histoire, mais au-delà de la promenade du Prado, moins animée qu'autrefois, la vieille ville historique voit lentement renaitre ses façades baroques de stuc coloré. Autour du port encombré la restauration va son train. On trouve encore les petits bistros, les restaurants vénérables comme la Bodeguita del Medio, où les écrivains et artistes, notamment le maître Nicolas Guillén, aiment venir passer la soirée entre les murs couverts de souvenirs illustres, parmi lesquels le dernier télégramme de Salvador Allende.

Mais la vie nocturne, et d'une manière générale la vie culturelle, s'est déplacée vers l'ouest, dans le quartier du Vedado, autour de la Rampe et de la 23^e Avenue. Les soirs de chaleur, la foule se promène le long du Malecón, en bordure de la mer, où fait la queue devant les innombrables stands où

l'on vend des glaces, parmi les meilleures qui existent au monde. Cinémas, théâtres, spectacles de ballets font le plein, et les concerts aussi, qu'ils soient classiques ou qu'ils récupèrent, grâce à des ensembles de jeunes, la chanson contestataire avec les rythmes afro-cubains nés dans cette terre du syncrétisme culturel.

A U-DELA encore, sur près de 15 kilomètres, s'étend la ci-devant ville résidentielle avec ses grandes demeures à colonnades enroulées dans la verdure. Ce sont maintenant des quartiers populaires grouillants de vie et desservis par des autobus bondés. C'est l'émigration qui a modelé cette ville, et l'on songe à un chiffre entre autres, cité au hasard des statistiques : six mille médecins à Cuba avant la révolution, trois mille après, neuf mille maintenant, bientôt le double. Mais ce sont des médecins répartis dans toute l'île et insérés dans un système sanitaire qui dessert avec efficacité les nouveaux complexes économiques-résidentiels, comme celui d'Alamar, à l'est de La Havane, aussi bien que les campagnes les plus lointaines. La santé pénètre partout avec l'éducation, le développement économique et, surtout, le développement humain : trois chaînes de télévision, un immense réseau d'animation socio-culturelle et, surtout, cette sorte de miracle qu'est le livre cubain, presque inexistant il y a vingt ans, maintenant un modèle pour le monde latino-américain.

La Havane d'autrefois, pour qui l'a connue même fugacement, était sans conteste la perle des Caraïbes, une perle isolée sur l'huître cubaine, vers laquelle la Floride américaine tend une langue gourmande. Même si elle a perdu de son éclat, la perle est toujours perle, mais on a donné la priorité à l'huître, à la défense de sa nacre, à la santé de sa chair.

ROBERT ESCARPIT.

Entre l'Elbe et l'Oder

Des fourmis-cigales

« POURQUOI Georges Marchais n'est-il pas allé à Moscou pour le congrès du P.C.U.S. ? Et, surtout, pourquoi les communistes français ont-ils abandonné la dictature du prolétariat ? » Rassemblés dans une salle de réunion de leur club, ces jeunes ouvriers et lycéens d'Erfurt (République démocratique allemande) s'adressent au journaliste français comme à un camarade du parti-frère. Ils ne comprennent pas. Pour eux, il ne peut pas y avoir plusieurs vérités communistes, mais une seule. Celle de Moscou et de Berlin-Est. Celle qui est rappelée par les affiches et les banderoles, encore nombreuses, que l'étranger remarque un peu partout dans le pays. Elles excluent tout autre — trente ans après l'« libération » par les soldats de l'Armée rouge, la victoire sur le nazisme, l'abolition prioritaire de l'antisémitisme germano-soviétique.

Ils sont — et ils le savent — les enfants de Marx, de Engels et de Lénine. Tout d'abord l'école, commune à tous, dominée par deux principes simples : la réussite dans le travail ; la participation à la vie collective. A côté du marxisme, école marxiste. Le Mouvement de jeunesse — unique — rassemble près de deux millions de jeunes à partir de quatorze ans, et prolonge les « pionniers », mouvement d'enfants correspondant. Eux aussi ont un rôle déterminant à jouer dans la formation civique.

Harold, élève de dixième classe dans une école de Berlin, et responsable de la cellule de la F.D.J. (Jeunesse libre allemande), nous le précise : « En plus de l'organisation des loisirs, nous sommes responsables de l'éducation politique des jeunes. Une séance mensuelle y est consacrée. Les thèmes récemment étudiés : l'attitude à l'égard de l'Union soviétique, l'art comme arme idéologique, l'importance de la dictature du prolétariat. Dans cette école, tous les élèves sauf deux (« pour des raisons religieuses ») sont membres de la F.D.J. »

Les responsables et les profiteurs officiels se font remarquer fréquemment : ici tout est fait pour la jeunesse. Et c'est vrai. L'éducation, le sport, les loisirs, sont gratuits ou très bon marché. Dans les écoles, les entreprises, les clubs de jeunes, existent de multiples cellules ou groupes permettant les activités les plus variées. Dans les chœurs, de l'électronique à la

photo, des marionnettes à la gymnastique, du modelisme à la cuisine. Avec toujours cet esprit de fourmi appliquée participant à la grande œuvre collective : le mot même pour désigner ces activités socio-éducatives est lourd de sens : « Arbeitsgemeinschaften » (groupes, ou communautés, de travail).

Jeunesse appliquée, dont l'Etat socialiste est fier. 6 % seulement des élèves, nous dit-on, ne participent pas au niveau culturel de la dixième classe (la seconde dans notre système) et pratiquement tous suivent l'école jusqu'à dix-huit ans au moins, pour obtenir une qualification professionnelle ou — pour une petite partie — le baccalauréat. Application font partie des 279 000 « jeunes novateurs », 747 000 participants à 89 000 chantiers de jeunesse. Dans les loisirs : 29 905 participants au Salon Jeune technique, 63 796 à des clubs de chant (1). Et ne parlons pas du sport : la R.D.A. a pris, dans ce domaine, la première place.

Un homme nouveau, moderne composé d'Athènes et de Sparte, est-il en train de naître entre l'Elbe et l'Oder ? Seroit-il à ce point différent de nos jeunes Occidentaux, mal-aimés et prompts à maudire leur « mère-société » ?

Un élément de réponse nous a été donné dans ces clubs de jeunes que nous avons visités. Le centre des activités, qui rassemble le plus grand nombre de participants, y est — et de très loin — la discothèque. Et pas une fois par semaine, ou par mois, comme dans nos maisons de jeunes et de la culture. Mais trois et quatre fois chaque semaine. Le fourmi industrieuse est aussi une cigale.

Et leurs parents ? Avec la télévision — les Allemands de l'Est reçoivent les deux chaînes nationales et les trois de la République fédérale —, le restaurant-dancing est le loisir le plus apprécié. Au point que les responsables de la politique culturelle ont dû en tenir compte. Dans la Maison de l'éducation et de la culture « pilote » de Neubrandenburg (soixante mille habitants), il y a une salle de concert et de théâtre, deux cinémas, des ateliers, deux salons d'expositions etc... huit restaurants-dancings ouverts tous les soirs !

YVES AGNÈS.

(1) Chiffres officiels pour 1973. Une classe d'âge représentée cent quatre-vingt mille enfants.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

RADIO-TELEVISION

DEUX RÉALISATEURS DONNENT LEUR POINT DE VUE SUR LA CRÉATION

Le miroir ardent

par MICHEL MITRANI

APRÈS les deux premières années du règne vint le temps de la solennité. Dans l'allégorie de l'avènement, le roi avait brisé le grand miroir en sept morceaux. Le pays appréciait ce geste. Les sujets qui venaient se regarder dans le grand miroir n'étaient pas mécontents ? C'était pourtant leur propre image qui était renvoyée ; mais, voilà, le grand miroir était encombrant. Sa face externe projetait sur le pays une gigantesque ombre qui masquait l'éclat terni de l'éclat et du mercure. Les charges de l'entretien qui incombaient au gardien étaient trop lourdes. N'avait-il pas laissé se développer sur la surface du miroir des convulsions dont les propriétés pouvaient enflammer les sujets par les rayons solaires ? Le grand miroir risquait de devenir un imprévisible « miroir ardent » à l'éclat envoûtant. C'est alors que le roi trancha : il serait divisé en trois parties, les éléments en seraient séparés, le tain du verre, le reflet de la matière. Un gardien fut désigné pour chacune des parties et des éléments. Concurrents, les gardiens des trois miroirs cherchaient avant tout la satisfaction du plus grand nombre de sujets pour ne pas mécontenter le prince. Le roi avait l'habitude d'assujettir l'attribution des dépenses d'entretien au nombre et à la satisfaction de ses sujets, fût-ce dans leurs instincts les plus immédiats. Plus de « miroirs ardents » risquant d'embraser les esprits. Mais l'image renvoyée par les miroirs était de plus en plus pauvre, également lisse et uniforme, atténuée. Les sujets prirent ombrage de se voir ainsi décolorés dans les trois miroirs. Ils se mirent à regretter l'encombrement du miroir prométhéen du passé. Alors le roi, conquis, auprès duquel les requêtes se multipliaient, ordonna : « Que l'on redonne aux miroirs leur éclat ! » Et il ajouta : « Comme mes sujets sont difficiles à gouverner ! »

L'allégorie précède la « comedia »

Dans cet acte sacramental, l'allégorie précède la comedia. On s'en est douté, le rôle de la comedia est l'histoire d'un détournement. Une coupable mentalité d'élite commerciale imprègne et pervertit les fondements de la chaîne. L'audience de la chaîne étant forte, le choix des programmes pourrait être modifié, même si celle-ci est en diminution. Avant la réforme, J.-L. Guillaud avait donné une bonne orientation à la troisième chaîne. On prend acte. On n'a guère le choix.

Les sentiments de la comedia : la dérision, l'amertume, les faux-semblants. La dérision d'une réforme ou de son application, qui a fait régresser l'instrument audiovisuel au niveau du radio-reportage en 1957 : jeux, chansons et parodie. L'amertume de ceux qui ont donné à la télévision un langage et en sont rejoints et avec quelle impudence. Les faux-semblants : « la créativité », sauce à laquelle on accommoda la médiocrité de la pensée et l'indigence des moyens de production. Je n'ai pas entendu un réalisateur prononcer ce vocable sans ricanement. Plus encore, la comedia provoque la colère. Une politique des programmes, c'est-à-dire tout un processus d'accoutumance des classes les plus défavorisées, est évacuée par la rivalité des sondages et la complaisance à l'égard des annonceurs publicitaires. Scandaleuses émissions de 20 h 30 réduites au rôle de matelas pour assurer le maximum d'audience aux spots publicitaires.

Divisés comme des héros raciniens

Les protagonistes, certes ils sont divisés, comme les héros raciniens : le directeur de TF1, professionnel rigide apprécié du pouvoir depuis mai 68. Il a fait des déclarations apaisantes. L'audience de la chaîne étant forte, le choix des programmes pourrait être modifié, même si celle-ci est en diminution. Avant la réforme, J.-L. Guillaud avait donné une bonne orientation à la troisième chaîne. On prend acte. On n'a guère le choix.

« A l'Antenne 2, quand on présente un projet, on a l'impression de pédaler dans la chouroute », je cite un réalisateur. Marcel Jullian a des mots fracassants pour dénoncer la politique des sondages. Si ses paroles restent aussi peu suivies d'effets, elles ne seront qu'un vacarme inutile. Néanmoins, je ne m'explique pas l'impudence qui caractérise cette chaîne à appréhender tout projet. Il est vrai que les programmes sont distribués en concessions. Pour sa part, Armand Jammot s'en est vu attribuer le quart pour l'année. Plus de mille heures.

La troisième chaîne, FR3, bégale. Ses responsables, auxquels je ne ferai pas l'injure de croire qu'ils n'ont pas le sens du rôle culturel de la télévision, l'ont prouvé, semblent hésiter à interdire toute intrusion de la mentalité commerciale dans leurs programmes, c'est regrettable. On peut le constater dans leur politique de co-production avec le cinéma. Il est vrai qu'ils doivent subir les conséquences de la poli-

tique des sondages. Mais, enfin, des émissions intéressantes ont été produites par Claude Contamine et Maurice Cazeneuve. Par pitié, ne les appelez plus « télé-films » !

A l'institut national audiovisuel, pauvre en moyens et riche en ambitions, Michel Roux aime le cinéma, la législation, certes, le lui permet ; Claude Guéard aime la télévision. Je le cite en exemple, le tremble de lui faire un cadeau empoisonné, mais il est un des rares responsables des programmes restés près des créateurs et de la « création ». Il est l'un des derniers à en savoir encore le sens. La Société française de production est une énigme. Jean-Charles Edeline, l'habile, a confié à Jean Drucker le secteur de la création ou de la « créativité », comme il se plaît à dire. On sait ce que les réalisateurs pensent du vocabulaire. Jean Drucker doit concilier service public et mentalité commerciale. Il est lucide, il exprime fréquemment son exigence de la qualité. Que le lourd paquet de la S.F.P. ne soit pas un jour déarmé. On trouvera toujours de bonnes raisons. Ce bien de la nation ne peut être exposé à certaines inévitables de la réforme qui doit être réformée comme on sait.

La scène suivante

Acte 2, le président de la République a parlé. Seulement la « création », ce n'est pas un acte exceptionnel, un remède à administrer un ou deux jours par semaine. Elle doit imprégner toute la durée d'un programme de télévision. La « création » télévisée est une captation du réel et des diverses activités de l'esprit retransmis à plusieurs niveaux, du simple enregistrement, du reportage, à l'essai et à la fiction. Elle n'a pas d'autre finalité que sa réceptivité par les téléspectateurs, quel qu'en soit le nombre. Elle n'est jamais un produit mais une œuvre. Sa commercialisation se situe a posteriori, jamais a priori. Le rapport qualité-prix ou le coût du nouveau jargon ne doit pas la détourner de sa vocation ni la réduire. La « création » télévisée s'insère dans une politique d'ensemble. Le rôle d'un responsable de programmes est de prendre en charge tout le registre des possibles, de dresser l'inventaire des formes existantes et de permettre les formes à venir. Cette politique ne peut s'exercer que dans une permanence et avec les réalisateurs. Elle doit être libérée de ce qui l'enlève, sondage ou commerce. La législation le permet par la redaction. Si la publicité est un obstacle, qu'on la supprime ou alors qu'elle n'intervienne pas dans la politique des programmes.

C'est « ou bien... ou bien ». Seul le président de la République peut écrire la scène suivante.

Serge Moati tournait « le Sagouin » à vingt-trois ans

QUAND Serge Moati a tourné le *Sagouin*, il avait vingt-trois ans. C'était en janvier 1972. Du temps de l'O.R.T.F. du temps où l'on découvrait, quelquefois, des auteurs très jeunes, où l'on parlait de subjectivité, de caméra-stylo, où l'on osait « l'écriture ». Ce fut un peu une révélation. Le *Sagouin*, que Mauriac écrivait, dit-on, sous l'occupation après avoir aperçu — croisé derrière la vitre d'un train — le regard d'un enfant lui parlant, parmi d'autres, vers un camp de concentration, n'était pas la simple adaptation du roman, mais la réécriture, la lecture par Moati de la souffrance intolérable d'un enfant, racontée de façon admirable par Mauriac. Le *Sagouin*, vu par Moati, c'était non pas l'espérance dans la désespérance, mais le malheur absolu, le monde sans Dieu, c'est-à-dire sans amour. La mort, c'est-à-dire l'exclusion d'un individu de la société (elle peut se dérouler dans le cadre clos d'une famille provinciale), le rejet par les autres, l'assassinat (le suicide peut être une forme, une face hypocrite du meurtre commis par les autres) dans le silence.

Cette œuvre, tendue comme un fil d'acier, sans larmes, sans cris, contenue, précise, nous a étonnée en 1972, elle risque de nous étonner à nouveau, avec la même minutie tranchante lors de sa rediffusion quatre ans plus tard.

Serge Moati nous a donné ensuite, en 1974, le *Pain noir*, qui était la mémoire convulsive de la classe ouvrière à Limoges, mutilée par l'industrialisation sauvage et la guerre de 1914, soulevée par l'espérance de l'année 1936, l'un des meilleurs feuilletons produits par la télévision, une adaptation encore d'une œuvre littéraire qui confirmait un auteur. Puis il a quitté la télévision pour réaliser *Nuit d'or*, en coproduction avec FR3 et la S.F.P. pour le cinéma (il sortira prochainement sur les écrans).

« Je n'ai pas quitté l'O.R.T.F. », explique Serge Moati, c'est l'O.R.T.F. qui nous a quittés. On plutôt j'ai quitté un office qui « bougeait », mais j'éprouvais aussi, après le *Pain noir*, après ce travail intense qui m'avait occupé près de trois ans, où je me suis beaucoup donné — et exprimé — le besoin d'une nouvelle virginité. J'éprouvais le besoin de m'attaquer à quelque chose que je ne connaissais pas et de prendre un risque, en même temps que de respirer. Je me suis donné un an pour monter un film et je suis resté un an sans travail.

Vous parlez de nouvelle virginité, vous l'avez perdue d'une certaine manière à la télévision ?
Le *Pain noir*, les quatre mois de tournage. On croyait à ce que disait Pierre Sabbagh quand il affirmait : « Vous faites la preuve que la télévision est viable, que c'est possible. » Mais pendant qu'on tournait

le *Pain noir*, on votait à l'Assemblée nationale la dissolution de l'O.R.T.F. J'ai beaucoup aimé cette maison où je suis entré à vingt ans et demi, j'étais amoureux de l'idée de cette entreprise de spectacle en dehors du marché, mais cette maison ne s'aimait pas. Elle n'était aimée ni par les pouvoirs politiques — qu'ils soient de gauche ou de droite — ni par elle-même.

On avait créé — des gens, des réalisateurs — des petits îlots de respect, des îlots de foi, mais on sentait bien que le pays était contre l'O.R.T.F. qu'il était en plein dans la propagande qu'on lui déversait. Quand on a défilé dans les rues de Limoges avec des drapeaux « O.R.T.F. service public », les rues étaient vides, et l'indifférence générale. Le combat était perdu, cette maison ne s'aimait pas, je le répète, j'étais un peu comme un amoureux dépit.

Il y avait une conception de la télévision, qu'incarner le *Sagouin*, une télévision dont l'essentiel consistait à prendre des livres de bibliothèque et à les adapter. C'était une télévision belle, intelligente et respectueuse (dont Santelli était le père talentueux), mais nous avions conscience, et lui aussi, qu'il fallait aller plus loin, prendre de nouveaux risques artistiques. La situation générale en outre était la suivante : une direction grosso modo réactionnaire, avec des réalisateurs grosso modo progressistes, installait une sorte de jeu permanent avec des escarmouches — on lâchait de temps en temps des soupapes de sécurité pour les réalisateurs, et l'ensemble marchait grosso modo. Mais toujours à l'horizon du réalisateur pointait la grande statue de la non-compréhension du public, avec plus ou moins d'intelligence : il fallait être « compris » ! Ainsi s'installait au fil des années, le conformisme sidant, une sorte de gentleman-agreement. On était coincé. J'ai dit « pouce », avant de devenir trop vieux, j'ai pris une année sabbatique pour n'avoir d'autre souci pendant quelques temps que mes propres responsabilités artistiques.

Ce n'était donc pas un départ définitif ?
Sur tout pas ! la télévision, c'est chez moi !

Même aujourd'hui ?
Oui, bien sûr.

Pensez-vous que le *Serge Moati de vingt-trois ans, jeune réalisateur inconnu, pourrait, dans la télévision telle qu'elle est en 1976, avoir la possibilité de tourner le *Sagouin* ?*

J'ai bien peur que non, et pour plusieurs raisons. Il y avait à l'époque, ce qui était très important, des passeurs de paroles écoutées. Des gens, précisément comme Claude Santelli, Eliane Victor, Jean-Emile Jeannesson, qui avaient un renom, un certain pou-

voir, pouvaient, parce qu'on leur donnait des « cases », prendre des jeunes sous leur aile. Ils n'avaient pas, et ceci est la seconde raison, de contrainte de sondage. Parce qu'il existait encore ce sentiment diffus de « service public », ils sentaient qu'il y avait des choses à faire, même si elles n'étaient pas sanctionnées par un indice d'écoute délinquant. La situation objective permettait donc à des gens talentueux de prendre des risques, et de se faire connaître.

Il n'y a plus aujourd'hui de cases, plus de gens susceptibles de donner leur chance à des jeunes, parce qu'il n'y a plus de situation objective permettant l'un et l'autre. Le *Serge Moati de vingt-trois ans*, inconnu, n'existerait pas, car s'il existait, on lui dirait « sondage, sondage » ! La troisième raison, qui explique le fait que j'aie pu mener une « carrière » à la télévision, est la présence de Pierre Sabbagh.

Il a été à mon avis un grand directeur de chaîne, pas seulement parce qu'il m'a permis de faire le *Sagouin*, le *Pain noir* : Pierre Sabbagh avait à la fois le sens du service et du public, donc du service public.

« Service public », c'est un mot qui revient souvent quand vous parlez de la télévision d'aujourd'hui.

Oui, et c'est pour cela que, dans les pires moments, je n'en ai jamais dit du mal, car je trouvais qu'il y avait un principe, supérieur aux hommes, c'était celui de l'absolue nécessité d'un service public qui ne réponde pas aux lois du marché. La télévision de création aujourd'hui est devenue une peau de chagrin, on va vers une « FIPisation » de la télévision avec de plus en plus de retransmissions de débats. C'est dramatique ! Si on ne se décide pas à faire des « prototypes », qui risquent éventuellement d'être des échecs — mais c'est normal, — on se dirige vers une télévision de l'indifférence. C'est une banalité de le dire, mais c'est une vérité. Et qui se retourne contre les pouvoirs politiques ? La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur de chaque chaîne la liberté ontologique profonde, au lieu de ce respect politique. La télévision doit s'efforcer d'être souvent provocante, irritante, non conventionnelle, elle doit faire des erreurs, elle doit « bluffer », elle doit être à l'image d'un pays. Elle ne peut exister que dans un mépris absolu de tout ce qui est sondage, conformisme du style « ça plaira », il faudrait que des unités de production assurent à l'intérieur

RADIO-TELEVISION

Samedi 8 mai

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Les grands enfants) ; J. Maillan, S. Desmarest, J. Polret.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans « Le Monde de l'éducation » (n° 17 daté mai 1976), qui les publie régulièrement.

CHAÎNE II : A2

20 h. 20, D'accord, pas d'accord ; 20 h. 30, Dramatique : Contrefaçons, réal. A. Isker, avec M. Garrel, G. Darrieu, D. Russo.

Deux croquis se font passer pour des croquis afin de dépeindre un restaurateur de sa croûte. Une pochade adaptée d'une nouvelle de télévision britannique.

22 h. 5, Variétés : Dix de der, de Ph. Bouvard.

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Pour les jeunes : Entrez dans la danse ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Des maisons, un événement ; 20 h. 10, Outre-mer : Mission aux îles Kerguelen.

20 h. 30 (R), Retransmission théâtrale en différé du Théâtre national de Strasbourg : « Germinal » (deuxième partie) d'Emile Zola, adap. M. Deutsch, mise en scène de J.-P. Vincent, réal. M. Rabinowsky.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30, Poésie ; 20 h. 5 (R), « La Mort de César », tragédie de Voltaire ; 22 h. 5, La fugue du samedi ou mi-temps mi-temps, divertissement de J. Chouquet ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Soirée lyrique : « Alcibiade » (Lully), par l'ensemble vocal R. Passaguet ; la Grande École et la Chambre du Roy, direction J.-C. Malgouy, avec R. Auphan, A.-M. Rodde, S. Nigoghossian ; 23 h. (R), Vieilles cires : « Quatuor, opus 57, n° 3 » (Brahms), par le quatuor Busch ; 24 h. 10, Prélude.

Dimanche 9 mai

CHAÎNE I : TF1

9 h. 30 (C), Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 30 (C), La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (C), Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 13 h. 30 (C), Le petit rapporteur ; 14 h. 5 (C), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30 (C), Sports Direct à la une ; 17 h. 35, 1968-film : « L'Enfant du désert », réal. Ph. Leacock, avec E. Constantine ; 18 h. 45, Feuilles : Naus le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde.

20 h. 30 (R), Film : « Le Train », de P. Granier-Deferre (1973), avec Jean-Louis Trintignant, R. Schneider, N. Arrighi, Régine.

Dans un train de France, en 1940, un homme, séparé de sa femme et de sa fille, rencontre une femme allemande, qui fuit les nazis. Ils vivent une brève passion.

22 h. 15 (R), Questionnaire, de J.-L. Servan-Schreiber (M. Ouf, Balme, premier ministre suédois, parle de l'alliance social-communiste... et d'Ingmar Bergman).

CHAÎNE II : A2

12 h. 30, C'est dimanche (reprise à 13 h.) ; 13 h. 30, Série : Robin des bois ; 14 h. 30, Les Robinsons suisses ; 15 h. 30, Rugby : Béziers-Brive en demi-finale des championnats de France ; 16 h. 30, Cyclisme : Les Quatre Jours de Dunkerque ; 17 h. 45 (R), Film : « Les Cavaliers », de J. Ford (1959), avec J. Wayne, W. Holden, C. Towers, A. Gibson.

En 1865, alors que le général Grant assiège Vicksburg, une colonne de soldats nordistes pénètre en territoire sudiste pour couper les voies de communication amenant armes et vivres à la ville.

18 h. 30, Stade 2 ; 19 h. 30, Variétés : Système 2 (reprise à 20 h.) ; 21 h. 45 (R), Série : Les brigades du Tigre.

CHAÎNE III : FR3

11 h. 5, Émissions destinées aux travailleurs immigrés : A. écrans ouverts ; 11 h. 30, Immigrés par nous, de J.-M. Carrouz ; 18 h. 45, Spécial

FRANCE-CULTURE

19 h. 30, Poésie ; 19 h. 5, La fenêtre ouverte ; 19 h. 15, Horizon ; 19 h. 40, Chasseurs de regards ; 19 h. 5, Émissions philosophiques et religieuses : 19 h. 5, Requiem sur la musique ; « Les Noces de Fauré » (Mozart) ; 12 h. 5, Allegro, divertissement de J. Chouquet ; 12 h. 45, Inédit du disque ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, « Le disque », d'E. Favre, d'après une nouvelle de Cocteau, avec P. Mendy, R. Ranc, Y. Cichy, réalisation C. Roland-Manuel ; 15 h. 45, Soliste ; 16 h. 5, Orchestre philharmonique de Radio-France, direction Alain Pâris, avec Michel Deloche, Hélène Chénard, C. Reincke, P. Arma ; 17 h. 30, Rencontre avec le professeur E. Raim-

outre-mer : Les traditions tahitiennes ; 19 h. (R), Méxicon : « Histoires non ordinaires : Le poulain », de P. Kalfon, et « Fureur et sagesse du Viet Vo Dao », de J. Dasque ; 20 h. 5, Pour les jeunes : Les animaux chez eux.

22 h. 30 (R), Cinéma de minuit (cycle Frank Borzage) : « L'Ange de la rue », de F. Borzage (1927), avec J. Gwynn, Ch. Farrell, N. Kingston, H. Armetta (musiq. N.).

Une fille de Naples, que la misère a poussée à voler, fuit la police en s'installant à la troupe d'un cirque ambulatoire. Un peintre s'empare d'elle et la peint en madone.

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

20 h. 30, Prestige du cinéma : « Le Protocole », de R. Hanin (1974), avec G. Geret, R. Hanin, R. Hanin.

Un homme même, seul, une lutte implacable contre un réseau de prostitution qui a misé et agit sa fille.

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

« Le Joff errant », d'après E. Sur ; 19 h. 30, Présence des arts ; 20 h. 5, Carte blanche : « La Querelle », de J.-J. Varoujeux, avec A. Thomas, E. Blerry, G. Costa ; 21 h. 20, Musique de notre temps : Charles Chaynes ; 22 h. 5, De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desroche-Hodolcourt ; 16 h. 45, La musique ; 16 h. 45, Dossier ; 17 h. 4, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30, Feuilles : 24 (R), « Il est minuit Don Juan ».

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 5, Les années 20 en U.R.S.S., par R. August ; 8 h. 5, « Le Temps difficile », par A. Adelman ; 9 h. 5, Échec au hasard ; 9 h. 5, Les temps de l'histoire : Histoire littéraire, Balzac ; 10 h. 45, La terre et la mer ; 11 h. 2, Événement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 5, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Cavalier mongol », de C. Arnot ; 14 h. 5, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2, Dossier ; 15 h. 2, La peinture, et après ; 16 h. 45, C. Desro

REVUE DES REVUES

par Yves Florenne

A DORA

La représentation, par Hélène Cixous, de l'histoire de Dora vue par Freud — et revue contre Freud — a donné la présence, justement, et la réalité du théâtre à l'une des analyses les plus célèbres de Freud, avec celle de « l'homme aux rats ». De Dora aux rats, il y a près de vingt ans. Avec Dora, la psychanalyse se cherche encore : il est d'autant plus intéressant de la saisir dans sa genèse. C'est ce qu'a pensé Judith Belladonna (beau nom ; trop, pour être le vrai ?), qui s'est essayée, dans les Temps modernes (1), à une « analyse d'une psychanalyse freudienne ». Le cas Dora offre une belle prise à la critique féminine, féministe : pour « mesurer la distance qui sépare le réel évoqué de l'interprétation qui vient détourner, réduire, travestir les lignes de la réalité », Judith Belladonna produit le texte de Freud et met en regard son commentaire. Détachons-en ceci, qui dit presque tout : « Le corps de Dora est complètement entrepris de langage, ses réactions réduites à des « symptômes » ; on va même tenter de la convaincre qu'elle refuse son amour pour M. K. »

Rappelons brièvement l'histoire. Le père de Dora amène sa fille à Freud. Elle a dix-huit ans. Quatre ans plus tôt, un respectable ami de la famille et honorable commerçant, M. K. (le père est l'amant de Mme K.), avait organisé une petite réunion familiale pour qu'on voie de ses fenêtres passer une procession. Tout le monde occupé par l'édifiant spectacle, M. K. fait en sorte de rester seul avec Dora, la saisit, l'embrasse par la bouche. Commentaire : « On va s'offrir la petite Dora. » Or la petite Dora manifeste très nettement qu'elle n'entend pas être cet objet-cadeau : elle repousse M. K. et sort. Les années passent. M. K. (il faut saluer sa constance) entreprend de parler d'« amour » à Dora au bord d'un lac (c'est un boutiquier romantique), elle l'arrête, il insiste, elle le giflé (elle a grandi) et le plante là. Bravo ! Peut-être trouverez-vous ce comportement redoublé, très constant lui aussi, parfaitement conséquent et, somme toute, normal. A tout le moins, l'un des comportements normaux qu'on peut attendre d'une fille en pareil cas. Eh bien ! vous n'y êtes pas du tout. Et même, votre interprétation si peu psychanalytique est suspecte. Il faudrait voir ce qu'il y a là-dessous et l'interpréter. Notons que le père ne croit pas, ou feint de ne pas croire, à de telles turpitudes de la part de l'estimable ami et honorable commerçant : la pauvre enfant fabule, elle est malade. Malade, c'est ce que pense aussi le docteur Freud, mais pour de tout autres raisons, car il croit, lui, à ce qui s'est passé.

Et voici ce qu'il note : « Il y avait là (le baiser de M. K.) de quoi provoquer chez une jeune fille de quatorze ans, qui n'avait encore été approchée par aucun homme, une sensation nette d'excitation génitale. Mais Dora ressentit un dégoût intense, s'arracha violemment à lui (...). Dans cette scène, le comportement de l'enfant est défilé (la scène II, celle du lac, montrera les progrès de la maladie) tout à fait hystérique. » Et il précise : « Je tiens pour hystérique toute personne chez laquelle une occasion d'excitation sexuelle provoque surtout ou exclusivement du dégoût. »

Soit dit en passant, c'est un fameux baume sur l'amour-propre des hommes giflés en pareille circonstance, alors que chacun d'eux ne pouvait évidemment qu'offrir — toujours le cadeau — une occasion exceptionnelle d'excitation sexuelle. Pas de chance : ils avaient en affaire à des hystériques. Voilà, en tout cas, une manière nouvelle (mais est-elle si nouvelle ?) de considérer le viol : comme un mode assez exemplaire de relation humaine, obligeante instance à rendre service tout en se faisant plaisir.

Quant au simple « profane » (comme dit Freud), il inclinerait à penser que la raison de ce qu'on appellera désormais (tant il est rare et spécifique) « le comportement de Dora », ce pourrait être sa « vertu », autrement dit la libre possession et disposition de soi ; ou, plus modestement, l'éducation, l'apprentissage de la défense ; ce devoir de réserve, article fondamental de la charte des femmes, des fonctionnaires et des militaires. On, tout simplement, que M. K. déplaçait fort à Dora, en ce qui n'avait encore été approchée par aucun homme. Si c'était vrai, pourquoi pas : raison de plus ? Mais qu'est-ce que Freud en savait ? La vraie raison, c'était peut-être, justement, l'approche ou la seule existence d'un autre (pas forcément Roméo : peut-être le père ; ou Mme K. Car...) ; ou bien n'avait-elle été approchée que par un rêve, qui ne ressemblait en rien à M. K.

Si l'on s'en tient à l'hypothèse de la répulsion spontanée, Freud prévient (très faiblement) l'objection en déclarant que non seulement M. K. n'avait rien de répugnant, mais qu'il était « avenant ». Appropration purement subjective. Sur ce point précis, il se substitue encore à Dora : cette substitution générale et continue est soulignée par Judith Belladonna. Dora n'est que ce qu'il dit qu'elle est. Mais s'il rêve d'être, lui,

même, la Dora de ce M. K. si avenant, c'est son affaire. Et d'être aussi l'homme à Dora. Comme il pourrait bien rêver plus tard d'être, à la fois, l'homme au rat et le rat.

Dora incarne le refus d'être livrée et le droit de choisir. Choisir l'autre, le temps, le lieu, le oui ou le non — qui n'est pas un oui masqué, qui est : non. Mais refus et affirmation personnels recouvrent une révolte et une revendication universelle que Judith Belladonna met en lumière. Dans la réaction de Dora entre la répugnance de la complicité — familiale et sociale — qu'elle sentait autour d'elle et que Freud, loin de la dénoncer, resserre, lui mettant, de son propre chef, fin à la corne, c'est avec le dernier complice qu'elle rompt. « Ce qu'elle veut briser, c'est le mensonge et l'inauthenticité d'un univers dans lequel elle seule dit la vérité. » Ainsi est-elle exemplaire : « Une fascinante figure de ces femmes dont la « chute invisible » préparait celle, ouverte, d'aujourd'hui. »

Dans la mythologie masculine, la femme était soit ange, soit putain. Le progrès a consisté à évacuer le mythe de l'ange. Ne reste donc que la putain. C'est d'ailleurs ce que constate Annie Mignard dans le cahier suivant des Temps modernes (2), où elle donne le texte le plus vrai, courageux, émouvant qu'on ait écrit sur la prostitution, car il va bien au-delà. On y retrouve, en passant, le « comportement de Dora » : « Les femmes dites honnêtes savent bien que si on leur a appris ce genre de vertu, c'est que ça n'allait pas sans dire, et qu'il leur fallait acquiescer à une défense morale individuelle pour résister à la commune mesure : femme gâtée putain. » Deux sexes, oui : « le sexe putain et le sexe client. »

Son propos est d'abord de montrer que le mouvement des prostituées n'est nullement de libération : il consiste à revendiquer l'organisation et la protection du libre exercice de l'asservissement. Elle dénonce cette « complicité d'escrocs sous couvert de féminisme, cette entreprenante résignation à l'état de marchandise (qui se retrouvent jouer de l'image de la femme libérée, c'est-à-dire de la femme-forte-mais-femme-femme, enfin acceptant les règles du jeu que produit l'idéologie libérale avancée de la marchandise. »

(Encore un progrès : on est maintenant) N° 255 (28, rue de Condé, Paris-6°). N° 256. N° 257. Seul.

nant pour les prostituées, ces travailleuses, c'est-à-dire : pour leur travail. Annie Mignard cite cette forte parole : « Si l'on veut supprimer la prostitution, il faut couper le zizi de tous les Français. » Voilà donc l'opinion publique péremptoirement informée, puisque la sentence émane de M. Pradel, maître de Lyon, lequel a déclaré aussi : « L'information, c'est moi. »

On en revient toujours à cela qu'on propose d'appeler désormais, d'une manière familière, sans façon, évidemment bonhomme, et vaguement espérantiste (au diable le grec !) : la sidératie. Annie Mignard s'insurge non seulement contre le gouvernement despotique du zizi, mais contre son monopole : « A la fin des fins, quand cessera-t-on de penser et de faire comme si les seuls hommes avaient un sexe, étaient seuls sujets sexués, seuls sujets désirants ? Les femmes, des êtres fonctionnels, sans désir, ni désir, sans besoins sexuels, pour ne pas dire, mais d'une commodité. (...) Femmes frustrées ou gagnantes du sexe, le manque de vérité et de liberté est le même. »

J'ai dit, et on le voit du reste, que cette réflexion à partir de la prostitution va beaucoup plus loin : « Je ne sais pas si c'est grâce à la vulgarisation du freudisme, ou à l'interprétation efficace de mai 68 qu'on traque partout ce qui peut être à « transgresser » et que LA transgression est présentée comme un modèle de conduite courageuse et libre. Virent ses fantasmes sans entraves. Et l'on daube sur ces pauvres types qui n'ont pas osé se faire une pute ; on se reproche, femme, de ne pas avoir franchi le pas, etc. Les rois de la libération, dans le cas, sont ceux qui se sont offerts des films érotiques de sadisme in vivo : en mettant esthétiquement et effectivement à mort devant la caméra de belles filles venues tourner du porno (...) Hitler aussi, dans le genre « nations non fantasmes dans la réalité », quel type libéré, quelle jouissance exemplaire ! »

La fin : « Les femmes acceptent aisément encore cette dés-intégration et de se perdre avant même de s'être trouvées. Et elles apportent encore des justifications inutiles à l'usage qui est fait d'elles. Se vendent, se louent, s'accrochent aux infirmes parce qu'ils sont infirmes, aux compliqués parce que personne n'en voudrait, à ceux qui paient parce qu'ils paient, à qui les veut parce qu'on les veut. Elles jouent

leur rôle dans le théâtre érotique des hommes, comme elles participent sans rechigner à leur théâtre existentiel. Entrent dans tous les fantasmes, se ligent dans toutes les images. Jamais déçantes. Infinité complaisante des femmes, j'en suis bien quelque chose. » J'ai beaucoup cité, et ce n'est pas assez. Il faut lire le texte entier.

Mais voilà que je ne puis m'arrêter comme je l'aurais voulu à *Psychanalyse et Poétique baudelairienne* (pourquoi ce singulier ? Il s'agit autant de psychanalyse baudelairienne que de poétique), de Jeanne Bem, dans *Poétique* (3). Le poème « analysé » est *A une Madone*. L'analyse y voit une opération de transsexualité, le poète devenant femme ; et mère de son poème, de sa langue ; plantant en lui, en elles, en soi les « sept couteaux ». Mais pulvérisée Jeanne Bem, avant de descendre aux profondeurs, s'est arrêtée à la biographie en rapportant le poème à Marie Daubrun, pourquoi négliger la relation à la mère réelle ? — Elle rappelle pourtant que c'est « par le calvaire du fils que la mère a souffert ». Or Baudelaire avait également conscience de vivre un calvaire, et de ce que sa mère en souffrait peu. D'où le désir des couteaux plantés dans le cœur de bois de ce simulateur peint et doré. Poème « envoiement » : c'est le premier mot de Jeanne Bem. Elle ne croit pas si bien dire.

SOMMAIRES

— Le numéro double (5-6, tome XXXIX) de la *Revue française de psychanalyse* (R.F.P.) publie les textes du trentième congrès des psychanalystes de langues romanes, dont le thème était « la bisexualité psychique ». Cependant que celui du dernier congrès de la *Revue de la psychanalyse* est « la psyché », laquelle est, bien entendu, sexualisée (Gallimard).

— Critique consacre un second numéro (46) à la psychanalyse vue du dehors (Edit. de Minuit).

— Le thème des *Etudes freudiennes* (N° 11-12) donne à rêver : « Ecceles ». Conrad Stein y définit le « désir d'impartialité » comme la négation de la mort sur laquelle la psychanalyse est « fondée » ; et aussi, comme négation de la différence des sexes. (Denöel).

— L'*Ordinaire du psychanalyste* (N° 8) est « l'Ordinaire » (2, rue de la République, Paris-14°).

— *Sorcières* (14, rue de l'Armourique, Paris-15°) est en son second numéro. Sous-titre : « Les femmes vivent ». La revue en fait la preuve. Les *Cahiers du GRI* (14, rue du Musée, 1000 Bruxelles) ; à Paris : « Parallèle », 47, rue Saint-Honoré consacrent leur numéro d'avril au travail des femmes.

La vie du langage

En rabouillant

INJUSTEMENT méconnue, la *Rabouillaise* (1841) est l'un des sommets de « la Comédie humaine ». Je la mets très au-dessus d'Eugénie Grandet, cette pièce montée un peu creuse ; à la hauteur de la *Cousine Bette*, par exemple. C'est dire. Les ravages de la lecture scolaire donnent de Balzac une image descriptive (ou « psychologique ») un peu molasse. Lisez donc la *Rabouillaise*. Les premières pages ont d'une brutalité à couper le souffle ; la même violence, la même cruauté, passent à travers tout le roman, jusqu'aux dernières lignes. Cela dit, voyons la récolte des mots, puisque le reste n'est pas de notre écot. Un peu de grammaire en hors-d'œuvre.

• Une doctrine qui ne tendait à rien moins qu'à faire deux Français », p. 134 (1). Au pluriel, avec un final à France. Ecrivains et grammairiens se partagent entre les deux France (ou Angleters, ou Espagnes) et les deux France. Si vous préférez marquer le pluriel, vous avez la caution de Balzac qui, quel qu'en aient dit des cultristes, savait sa langue.

• L'enfant raconta comme quoi il était le fils de Mme Bridau », p. 49. Nous avons le sentiment d'un vulgairisme ou d'une négligence, puisque ce « comme quoi » appartient au texte du romancier. Mais on le retrouve dans George Sand. La tournure était admise alors ; elle a vieilli et pris un air peuplé. Dommage ! Elle dit quelque chose de plus que : raconta qu'il était le fils...

• Oh ! dès que tu es le fils de Mme Bridau... tu peux devenir un grand homme », p. 49. Même remarque. Dès que signifiait puis-que n'est plus guère admis. La tournure est cependant classique. Elle a été mise à la mode par les prédicateurs du Grand Siècle. Mais elle a souffert de son double sens. Elle indique habituellement (et aujourd'hui) la succession dans le temps de deux actions : dès qu'il sera sorti, vous ferez la porte. Mais aussi la conséquence, comme dans l'exemple de Balzac. Dans cette fonction, dès que a été remplacé par du moment que, lui-même temporel à l'ori-

gine, ou dès lors que. Mais (lors)que vient lui aussi d'une indication de temps (l'ore que = l'heure que, à l'heure où). Comme quoi nous associations succession (dans le temps) et conséquence.

• Philippe vit... l'impossibilité de vivre autrement qu'il n'avait vécu depuis un an », p. 72. Ces ne non négatifs sont peut-être le plus beau panier de crabes de notre grammaire. Ils n'ont cessé de gagner du terrain dans l'usage, en dépit de la logique et de l'Académie, qui préférent : il vit autrement qu'il avait vécu. La bizarre est que ce ne marque la rivalité ou la différence dans les deux sens, positif et négatif. Ainsi : il est bien plus riche que n'étaient ses parents = à pour lui une certaine logique. Ses parents n'étaient pas riches (par rapport à lui). Mais on dit aussi bien : il est bien moins riche que n'étaient ses parents. Bizarre, bizarre.

Vocabulaire. Abondance de notations intéressantes dans le domaine familial ou argotique.

• En voyant son frère... tout châté et malingre à dix-sept ans, (Philippe) l'appela : Moutard, p. 58. Première attestation litté- raire du mot, alors beaucoup plus vulgaire qu'aujourd'hui (il n'est que familial), et dont l'origine et l'histoire sont encore incertaines. A rattacher peut-être à mousse, non pas celui de la merline qui vient de l'italien, mais au vieux mot signifiant « qui n'est pas aligu, pas tranchant », que nous ne connaissons plus guère que par son dérivé émoisseur, rendre mousse, ôter le tranchant d'un couteau. On a dit d'une chèvre sans cornes qu'elle est « mousse ». Le mot est d'origine allemande. On trouve aussi à Grenoble et à Lyon vers 1650 mouat, ou mouat, jeune garçon, mal expliqué.

Littérature. Sous la caution d'un certain Deschanel, écrivain, une explication beaucoup plus pittoresque. En 1824 ou 1827, écrit Deschanel, les gamins du faubourg Saint-Jacques, où l'habitat, étaient

en guerre avec ceux du quartier Moutard... Les gamins du quartier Moutard appelaient leurs adversaires les Jacques, et ceux-ci appelaient les autres les Moutards : « Ohé ! méchants Moutards ! » C'était avec ces cris que la bataille s'engageait. De là, par corruption, le nom de moutard passa dans la langue populaire de Paris, puis de toute la France. C'est un peu trop beau pour être vrai. Mais qui sait ?

• Joseph... reçut deux lettres. Voici la première, timbrée de Beaumont-sur-Oise », p. 228. C'est sans doute la première attestation du verbe en ce sens. Le timbrage dont il s'agit est un cachet encré d'oblitération, attestant que la poste du lieu de départ a bien reçu le montant de l'affranchissement, encore souvent payé par le destinataire. La timbre-poste à coller apparaît quelques années plus tard, en 1848.

• M. Desroches vous prie, par post-scriptum, de brûler la lettre », p. 230. Balzac utilise la forme latine, et la souligne. Elle était, en effet, relativement nouvelle à l'époque, alors que les formes francisées postscript et postscriptum sont beaucoup plus anciennes (dès le seizième siècle) et ont été longtemps plus en usage. Littérature les donne encore.

Est-elle folle, la mère ? S'il faut en juger sur l'échantillon de la boule, elle doit être un peu chiquée », p. 48. Précisons que le petit Joseph (Bridau), auquel s'adresse cette méchanceté d'élevés des Beaux-Arts, est franchement laid. Et compléments par cette seconde citation : « Nous verrons bien si tu es un artiste à la manière dont tu chiqueras les légumes », p. 50. La mot chiqua figure déjà en 1803 dans le dictionnaire de Wallis, avec l'orthographe et le sens de Balzac. L'histoire des deux mots est en miroir : d'un côté, d'un autre chiquer. Le premier, mal connu, signifiait « astuce procé-

durité, chicanerie ». Le second avait deux sens : frapper, toucher d'un petit coup (chiquer une bille), et mâcher du tabac. Peut-être faut-il rattacher la chiquaude à chiquer au premier sens. Peut-être aussi chiqua est-il une déformation de : chique / Touche (ma bille, mon nez, moi) et tu l'oses !

Ici, chie (écrit chique) et chiquer (dessiner vivement et avec « chic ») appartenaient au vocabulaire des ateliers de peinture du début du dix-neuvième siècle. On admet généralement qu'ils viennent de l'allemand *Schick* ou *Geschick*, élégance, bonne tenue. Mais le verbe pourrait venir, toujours de l'allemand, de *schicken*, envoyer, expédier. Nous disons bien, d'une réplique vive et qui porie : « C'est envoyé, ça. »

Quoi qu'il en soit au juste, l'influence des vieux mots français (chic, chique, etc.) sur le nouveau « chic » (élégance délaissée, rapidité du coup d'œil) est très probable.

• Mais acceptez donc, godiche !, chie (écrit chique) et chiquer (dessiner vivement et avec « chic ») appartenaient au vocabulaire des ateliers de peinture du début du dix-neuvième siècle. On admet généralement qu'ils viennent de l'allemand *Schick* ou *Geschick*, élégance, bonne tenue. Mais le verbe pourrait venir, toujours de l'allemand, de *schicken*, envoyer, expédier. Nous disons bien, d'une réplique vive et qui porie : « C'est envoyé, ça. »

Quoi qu'il en soit au juste, l'influence des vieux mots français (chic, chique, etc.) sur le nouveau « chic » (élégance délaissée, rapidité du coup d'œil) est très probable. Le mot s'est employé dès le seizième siècle, pour désigner d'abord l'architecture du Moyen Age, alors considérée comme laide ; puis il a signifié « vieillot », suranné. Il n'est pas impossible qu'il ait été entendu dans quelques campagnes sous sa forme allemande, *gottisch*, et compris comme « sot », stupide. A tout prendre, ce ne serait pas plus étrange que de le faire venir d'une Claude dou-teuse. L'argot des coquillards avait déjà au quinzième siècle *godiz*, rîche : de l'espagnol. C'est notre « gottisch », gottique ou gottique, au sens de : « homme noble ». Mais, pour ces truands qu'étaient les coquillards, un riche était souvent un niais, une dupe.

JACQUES CELLARD.

LA BIBLE

Une lecture féministe

La religion chrétienne a-t-elle trahi la cause du féminisme qui se trouvait en germe dans la Bible ? Mme Cécile de Corlieu, qui était à la pointe de la lutte pour l'émancipation des femmes quand les vedettes contemporaines du féminisme étaient encore dans les limbes, pense que « le féminisme est la forme la plus percutante du modernisme religieux, la plus constructive des révoltes et des subversions en matière religieuse ». C'est ce qu'a expliqué l'ardent auteur des *Carnets d'un chrétien moderne* (édit. Privat, 1971) aux membres du cercle Emma-Renan, devant qui elle a présenté, à Paris, une « lecture féministe de la Bible ».

La révolte couve chez les femmes

Des femmes soumise, les femmes bibliques ? La révolte couve, ici ou là. Qu'on se souvienne de Mikal, fille de Saül, qui fut donnée pour femme à David en échange de « deux cents prépuces de Philistins » mis au combat ? Les livres de Samuel montrent la dignité de cette femme qui méprisait le roi son époux, pour avoir fait croquer cinq de ses enfants : « dans son cœur, elle le méprisait ». Après cet épisode sanglant, « elle n'eut pas d'enfant jusqu'à jour de sa mort », en guise de représailles.

Plus effrontée encore la reine Vasthi, épouse du roi Assuérus, qui refusa de montrer sa beauté « au peuple et aux grands officiers », à la fin d'une beuverie de sept jours, en dépit d'une convocation de son mari transmise par sept eunuques. Inquiet de cette révolte, Assuérus consulta quelques sages non moins troublés que lui. L'un dit : « Ce n'est pas seulement contre le roi que la reine a mal agi, c'est aussi contre les populations. La façon d'agir de la reine ne manquera pas de venir à la connaissance de toutes les femmes qui n'en seront que plus portées à mépriser leurs maris en leur for intérieur ! »

L'exemple risquait d'être contagieux. D'urgence, des courtiers partirent annoncer dans tout le royaume que, pour salaire de son insolence, Vasthi ne serait plus reine et qu'Esther la remplacerait très bien. « Ainsi, commentaient les sages, à leurs maris du plus grand jusqu'à plus humble, les femmes rendront honneur (...) afin que tout mari soit maître chez lui. »

Il est dommage, pense Mme de Corlieu, que les grands poètes ou les auteurs classiques n'aient pas songé à accorder à ces femmes-là, qui refusaient d'être considérées comme des femmes-objets, quelques premiers rôles dans leurs œuvres.

L'échec aux phalocrates. Mme de Corlieu l'estime aussi sensible dans la visite que Jésus rendit à Marthe et Marie, les deux sœurs. Comme Marthe se plaignait de l'attitude de sa sœur qui écoutait sagement Jésus au lieu de l'aider à la cuisine, le Sauveur lui répondit que Marie « avait choisi la meilleure part ». La place des femmes n'est donc pas aux fourneaux, mais au centre même de l'œuvre de libération de l'évangile ! La deuxième étape du féminisme était atteinte : les féministes avaient un allié dans la place, et non négligeable. Saint Paul, plus tard, mit tout par terre, arguant de l'autorité de l'homme sur la femme. Mais n'est-il pas temps de revenir à l'enseignement de celui dont saint Paul n'était que le disciple ?

BRUNO FRAPPAT.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Frappat, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
3, rue de la Harpe
75001 PARIS-1^{re}

Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

IDEES

Point de vue

LA SOLITUDE D'UN PEUPLE SANS CAUSE

M EME aux pires heures de l'occupation, quand l'Allemand, déjà encouragé par l'autonomie basque ou breton, qui aurait pu penser que l'unité nationale était réellement menacée. Cette unité, les Français l'avaient construite pas à pas, sous le regard obsédant de l'étranger. Ça n'allait pas si bien du temps des Rois maudits. L'Anglais a régné à Paris, et sans Jeanne d'Arc, à l'aube du prestigieux dix-septième siècle, l'Espagnol campait encore sur la Somme. Mais, chaque fois, notre peuple a fait taire ses querelles. L'ennemi, voilà le grand fédérateur.

C'est en combattant l'étranger que les Français ont forgé leur unité : c'est dans ce combat qu'ils ont trouvé leur cause. Au moment où la Gaule atteignait ses frontières naturelles, la France devenait une personne et osait proposer au monde une vérité : celle des droits de l'homme et du cogito cartésien. Guillaume Budé parlait déjà du « génie de la France », mais en 1789 ce génie se veut universel. Les « grands principes » prennent la relève de la religion révélée, mais ils s'appuient sur une réalité devenue « une et indivisible ». Plus de provinces, une France !, a dit Michelet. Cette France a une mission.

« Une nation est une âme »

Les plus matérialistes, les plus anticléricals n'en doutent pas. « Une nation est une âme, un principe spirituel », rappelle Renan. Et Jules Ferry : « La France... doit répandre son influence au monde et porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, son génie... ». République et France, enseigne l'Institutur — qu'il soit radical ou socialiste — tout au long de la III^e République, tels sont, mes enfants, les deux noms qui doivent rester gravés au plus profond de vos cœurs. Qu'ils soient l'objet de votre constant amour (1) !

Aujourd'hui, ces propos font rire. En quelques années, on est passé d'un excès à l'autre, et d'un chauvinisme outrancier à un antipatriotisme sommaire.

Comme toute religion, celle de la France a eu ses héros, ses martyrs, mais aussi ses inquisiteurs et ses bourreaux. Chez les grands ancêtres, ceux de 1792, de 1848, elle exaltait le peuple et se confondait avec le progrès. Elle est devenue défensive et petite-bourgeoise avec Barrès et Déroulède ; élitiste et réactionnaire avec Maurras. Napoléon premier consul lui avait donné un instrument d'efficacité redoutable : l'administration préfectorale, unitaire et centralisée. Pour forger la nation, la Révolution avait déraciné les provinces, les cultures et même les cœurs. (Entre la guerre de Vendée et celle d'Algérie, y a-t-il une telle différence ?) Mais les jacobins avaient bonne conscience. Le sens de l'histoire était avec eux. Nous sommes moins assurés de notre droit. Le beau mot de nation a cessé d'être sacré. Décoloniser est devenu le mot d'ordre des années 60, comme nationaliser était celui de 1945.

Il ne sera pas facile de passer du vieux Etat unitaire des légistes, qui avait des idées claires et la main lourde, à une société libérale, décentralisée, régionalisée. Car le propre de tout régime, de toute politique,

est de suivre sa pente, non de la remonter. Quand la France était encore une cause, elle était aussi un empire, que l'on était fier de servir. La Breton, la Corse, l'Alsacien, gouvernaient en son nom à Changhaï, à Brazzaville, à Saigon. Toutes les retraites se paient et la reconversion est dure.

Un peuple peut se passer de cause si son existence est physiquement menacée : l'instinct de conservation commande. Mais lorsqu'un pays ne voit plus d'ennemis autour de lui, et que ceux-ci surgissent à l'intérieur ; lorsque ses institutions, son idéologie, sa capitale cessent d'être des modèles ; lorsque l'Eglise, l'école, la presse, qui, hier encore, enseignaient à l'aimer, s'appliquent à le dénigrer, sinon à le détruire, alors la décadence est proche.

Après tout, la France, tout au long du dix-neuvième siècle, a favorisé l'essor des nationalités. Le Breton, l'Alsacien, la Corse, le Pays basque, ne sont-ils pas aussi des entités ethniques et linguistiques ? N'ont-ils pas autant de droits à l'indépendance que les Comores ou les îles Samoa ? Pourquoi la France ne les reconnaît-elle pas ?

On doute pourtant que l'indépendance apporte quoi que ce soit à ces belles provinces. Certaines convoitises se manifesteraient vite. Certes, ces provinces pourraient se fédérer sous la bannière de l'Europe. Mais que serait cette Europe ? Une communauté mercantile ? Un bastion capitaliste de deux cent cinquante millions de nantis, battus par les flots de sept milliards d'affamés ? Cette Europe-là s'en remettrait, pour toutes les décisions planétaires, au Big Brother américain ! Est-ce cela que vous voulez, jeunes Corsees en colère ? Votre loi aux mains de quelques sociétés multinationales ? Il serait moins coûteux de susciter un authentique pouvoir régional, de ramener ces corps intermédiaires, élus et décentralisés, pour lesquels la droite

plaide — en vain — tout au long du siècle dernier. Mais tout cela, qui est bon et d'ailleurs inévitable, accélérera encore l'irrésistible mouvement centrifuge qui éloigne les minorités d'un pouvoir faible et contesté... A moins que... A moins que la France ne se montre à nouveau capable d'inventer une cause.

Une cause, mais quelle cause ? La science a conquis l'espace matériel, et c'est tout. Le progrès a cessé de galvaniser les foules. La Révolution a bouleversé le monde, mais elle n'a pas assuré le bonheur de l'individu. Deux régimes antinomiques se contentent de « coexister », après s'être partagé l'univers à Helsinki — comme, à Vail, ils s'étaient partagé l'Europe. Dans tout l'Occident, il y a plus de bien-être qu'hier, mais moins de volonté, de tension créatrice, et — paradoxalement — moins d'espoir.

Que fait la France ? Elle grogne, mais elle vit dans l'ombre de l'Amérique. Elle n'a plus de colonies, plus d'empire, plus d'ennemis, elle ne veut plus de guerres, plus d'histoire — ni d'Histoire. Elle se contente de vivre au jour le jour, dans un quotidien qu'elle voudrait sans risque — et sans trop d'injustice. Le général de Gaulle aura été son dernier magicien, elle aura vécu avec lui son dernier feuillet historique sur grand écran et en cinémascope. La société libérale avancée, ne serait-ce qu'une société où tout le monde bouffe ?

La même erreur

Certes, réduire les inégalités, améliorer le jeu social, maintenir les libertés — en dépit du retour en force de la violence, — ce n'est pas rien. On voudrait croire au succès de l'entreprise — malgré la crise, le chômage, l'inflation. Mais on reste sceptique. L'effort du peuple, la conviction des élites, le concours de la jeunesse font défaut — ils ne sont même pas mis à contribution. Le bien-être n'est pas une politique. Une

meilleure répartition des richesses ne suffit pas à définir une « nouvelle société », si l'accent n'est pas mis sur un mythe libéral, comme la justice ou la fraternité.

En somme, l'Etat fait la même erreur pédagogique que l'Eglise : il se suffit pas de réduire les difficultés matérielles, il faudrait aussi nourrir les âmes ! Ce n'est pas en augmentant le prêt du contingent qu'on rétablit le moral de l'armée. Ce n'est pas en facilitant le divorce et l'avortement qu'on donne confiance à la famille. Dans cette vie où tout devient facile — trop facile — la jeunesse ne se sent pas responsable, ni même concernée. Elle suivrait avec plus de cœur ceux qui lui demanderaient « du sang et des larmes » — à condition que ce fût pour une bonne cause.

Une cause, mais quelle cause ? La justice pour tous est une. L'égalité des chances et la lutte contre la pauvreté en sont une autre. L'aide au tiers-monde une troisième. Le respect de la nature et de la beauté d'une dernière, qui, dans ce monde défiguré, devrait s'imposer (Mais quel politicien s'est jamais battu pour la beauté ?) Ou, plus modestement, plus concrètement, une nouvelle organisation des pouvoirs, un développement régional auquel serait associée la jeunesse d'une manière moins élitiste que par un service militaire dont le besoin n'est plus ressenté. De ce point de vue, la volonté de réformes, la lutte contre les privilèges, sont nécessaires, mais ne sont pas suffisantes.

Aucun peuple ne se nourrit seulement de pain. La jeunesse — on l'a vu en 1968 — ne saurait se contenter du quotidien. Elle a besoin de donner — de se donner. Elle exige une cause.

Faute de mieux, la révolution, un jour, serait cette cause.

PIERRE DE BOISDEFRE.

(1) Manuel des écoles primaires, 1899.

Opinion

SILENCE, ON TORTURE

S'il y a une émission du magazine « Le jour du seigneur » à jamais été accueillie par le silence, c'est bien celle du 4 avril dernier, consacrée à Tito de Alencar, ce religieux dominicain dont le suicide en août 1974 a été la conclusion des tortures qu'il avait subies au Brésil, quelques années auparavant.

Silence pudique, oui, car certaines choses ne peuvent pas se raconter. Silence gêné, silence de « dénégation », comme dirait Freud : on ne veut pas que cela ait été, il faut l'effacer comme si cela n'avait jamais existé. Silence angoissé enfin, car notre chair tout entière se révolte devant l'allusion à des supplices dont l'Antiquité — vraiment sous-développée au point de vue technique — ne pouvait pas avoir l'idée.

A'ors on cherche à croire qu'il s'agit d'une de ces horreurs exceptionnelles comme il en arrive dans les guerres, du dévouement sacrificiel de soldats exaspérés et non contrôlés. Mais c'est là l'erreur. Ce qu'a subi Tito n'est pas une affaire exceptionnelle. Il faut savoir qu'il y a aujourd'hui une centaine de pays où des traitements abominables sont infligés journellement sans distinction d'âge ou de sexe à tous ceux qui sont soupçonnés d'une activité politique au régime en place.

C'est systématiquement que la torture est utilisée par des forces armées mandatées par l'autorité pour obtenir des renseignements, pour réprimer et dissuader toute opposition. La torture, c'est un moyen de dissuasion efficace. C'est l'arme atomique du pauvre. Et ce sont naturellement les pauvres qui en sont plus spécialement les victimes.

Actuellement, la pratique de la torture ne fait que progresser. Et le silence sur elle se fait de plus en plus lourd. Bien sûr, il s'élève parfois des vagues de protestations dans le monde, mais elles portent sur autre chose : la même page du journal « Le Monde » du 5 avril, qui

relatait l'émission consacrée à Tito, nous informait qu'à la suite d'un article diffamatoire contre Paul VI des « prières de réparation et de dévotion » seraient dites à Rome.

Soit. Cette indignation est celle de bons fils de l'Eglise. Mais le corps du Christ n'est-il pas infiniment plus outragé dans ces hommes et ces femmes qui subissent non des paroles calomnieuses, mais les souffrances des plus atroces dans toutes les parties de leurs corps au point d'en perdre la raison ? L'Eglise se souviendra-t-elle qu'elle est fondée sur un homme en qui Dieu a été torturé jusqu'à la mort pour déclarer sa solidarité absolue avec ceux que l'on torture et, par conséquent, sa protestation inconditionnelle ?

Et l'Eglise ?

C'est l'honneur du gouvernement brésilien que d'avoir rompu les relations diplomatiques avec le Chili à la suite des révélations faites par la doctoresse Sheila Cassidy, torturée elle-même pour avoir donné ses soins à des adversaires politiques. Les chets d'Etat se taisent. Il faut conserver de bonnes relations. On passe avec les pays qui torturent de fructueux contrats.

Mais l'Eglise ? A quand des « prières de réparation » demandées au monde entier par le pape en personne pour toutes ces souffrances atroces infligées à des hommes par d'autres hommes ? A quand des représentations courtoises — mais fermes — faites par le truchement des nonciatures aux autorités concernées ? Amnesty International et la toute jeune Association des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) tout ce qu'ils peuvent pour alerter, dénoncer, intervenir. Mais c'est aux autorités spirituelles les plus hautes de les soutenir par des paroles qui soient des actes.

F. CHAPEY.

(Facultés catholiques de Lyon, membre de l'ACAT.)

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1452

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Elles ont affaire à de véritables cochons. — II. Barbares, chez les Hurons. — III. Généralement grosse quand elle est belle. — IV. Se donnent à l'occasion. — V. Manquent

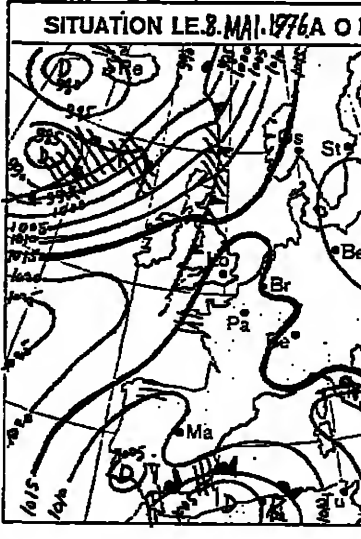
verticalement
1. C'est là que peuvent aller ceux qu'on envoie au bain. — Plus en place. — 2. Emporté par le courant. — 3. Etaient traduits dans tous les pays. — 4. Grand et mauvais miroir. — 5. Plus ou moins bien faits. — 6. Vient souvent après « vous ». — 7. Eclaircit des hiéroglyphes.

Solution du problème n° 1451
Horizontalement
I. Mûres ; Conde ; Feu (la part du feu). — II. Avance ; Dressant. — III. Ce ; Vessie ; Sodée. — IV. Oasis ; Lepère (cf. « berceau »). — V. Ecole ; Sud. — VI. Saluer ; Tri ; Récit. — VII. Paz ; Décrits ; PL. — VIII. Ris ; Gals ; Iole. — IX. AC ; Détale ; Celas. — X. Nubes ; Lures ; le. — XI. Ch. ; Insulles. — XII. Lev ; Tact ; Esters. — XIII. Ue ; Lev ; Ses ; Nu. — XIV. Rurales ; Ames ; Ste. — XV. SR ; Mesures ; Miss.

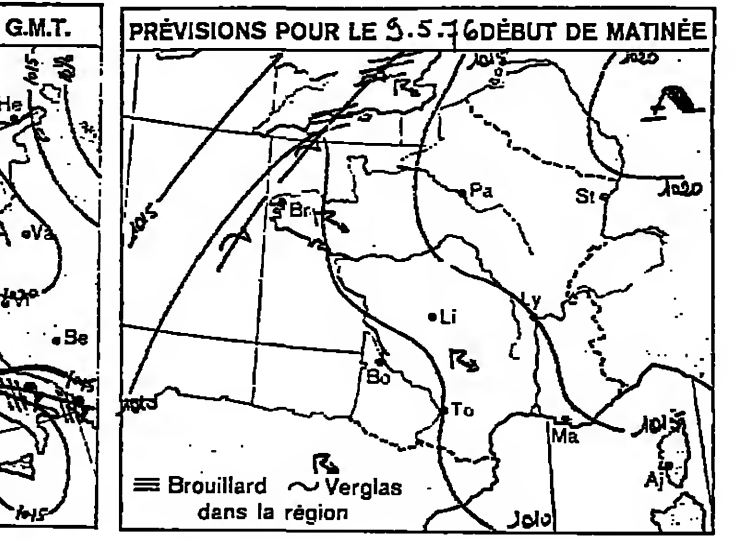
Verticalement
1. Maçons (cf. « échafaud » et « taloché »). — 2. Rangiers. — 3. RA ; Las ; Eu. — 4. Envieux ; De ; Tram. — 5. Sieste ; Veste ; Le. — 6. Es ; Ord ; Clés ; Egalité. — 7. Ode ; Gallin ; Var. — 8. Ures ; Tripeuse ; Me. — 9. Dé ; Paris ; Russes. — 10. Esse (cf. « araignée ») ; IT ; Celas. — 11. Sors ; Sistes. — 12. Fader ; OI ; Et ; SI. — 13. ENE ; Déplaisants. — 14. Utes ; Aïe ; Sues.

Journal officiel
Est publié au Journal officiel du 8 mai 1976 :
UNE CIRCULAIRE
Relative à la libération des loyers des locaux de la sous-catégorie II A par le décret n° 75-803 du 26 août 1975.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 mai à 0 heure et le dimanche 9 mai à 04 heures :
Des masses d'air chaud et instable continueront à évoluer lentement au-dessus de la France et elles prendront un caractère orageux tandis que la partie méridionale d'une perturbation traversera nos régions du nord-ouest et du nord.
Dimanche 9 mai le temps sera un peu plus frais que les jours précédents, de la Bretagne à la Flandre, où il y aura des brumes ou des brouillards le matin, mais il restera



très chaud sur les autres régions. Le nord et l'est du pays seront généralement bien ensoleillés tandis qu'il y aura des nuages de type instable qui donneront des foyers orageux. Des baisses locales de température accompagneront les orages.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 mai ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 mai) : Ajaccio, 21 et 11 ; Arles, 23 et 13 ; Bordeaux, 27 et 13 ; Brest, 26 et 9 ; Clermont-Ferrand, 27 et 12 ; Dijon, 27 et 12 ; Grenoble, 27 et 9 ; Lille, 29 et 11 ; Lyon, 29 et 12 ; Marseille, 26 et 15 ; Nancy, 28 et 10 ; Paris-Le Bourget, 30 et 12 ; Pau, 25 et 12 ; Perpignan, 23 et 15 ; Rennes, 28 et 12 ; Strasbourg, 28 et 10 ; Tours, 29 et 14 ; Toulouse, 26 et 13 ; Poitiers, 29 et 12.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 14 degrés ; Amsterdam, 28 et 14 ; Athènes, 24 et 16 ; Berlin, 20 et 9 ; Bonn, 29 et 12 ; Bruxelles, 28 et 11 ; Les Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, 13 et 6 ; Genève, 27 et 12 ; Madrid, 24 et 12 ; Moscou, 10 et 7 ; New-York, 23 et 11 ; Palma-de-Majorque, 24 et 16 ; Rome, 29 et 14 ; Stockholm, 15 et 1.

AÉRONAUTIQUE

M. SPINELLI : l'Europe risque de devenir un sous-traitant de l'industrie américaine.

Bruxelles (A.F.P.). — M. Altiero Spinelli, membre de la commission du Marché commun, plus spécialement responsable des problèmes industriels, a reproché vendredi 7 mai aux gouvernements des Neuf et aux constructeurs aéronautiques de chercher davantage de solutions à leurs problèmes dans la sous-traitance avec des sociétés américaines que dans des formules européennes.

M. Spinelli a noté que seuls l'industrie et les syndicats en Grande-Bretagne ainsi que les gouvernements de Bonn et de La Haye avaient vraiment appuyé l'idée d'un programme européen. En revanche, en Italie et en France, l'industrie soutient par les gouvernements de ces pays a choisi la collaboration avec les Etats-Unis : dissuadant cherché une coopération avec Douglas et la SNIA avec Boeing, a indiqué M. Spinelli.

Le commissaire européen a souligné le danger pour l'industrie aéronautique européenne de devenir « un sous-traitant » d'entreprises américaines qui cherchent, par des accords, à la fois à maintenir leur position dominante sur le marché et à avoir accès aux financements publics provenant des gouvernements européens.

Le Monde
Services des Abonnements
5, rue des Italiens
75401 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
et COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
98 F 164 F 232 F 300 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 233 F 322 F 398 F

ÉTRANGERS
par mandat
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II. — TUNISIE
125 F 231 F 327 F 440 F

Par voie aérienne
toute sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) — souvenez bien joindre ce chèque à leur demande — ont droit à un changement d'adresse dix-neuf jours avant leur départ.

Changements d'adresse dix-neuf jours avant leur départ. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) — souvenez bien joindre ce chèque à leur demande — ont droit à un changement d'adresse dix-neuf jours avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de relayer tous les noms — propres ou d'usage — d'abonnement.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR
FRANÇAISES et FRANÇAIS
le 9 MAI
ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE

Emblème des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre

AU PROFIT des VEUFS — ORPHELINS et ASCENDANTS
PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

HISTOIRE

Louise de Coligny et la lignée royale néerlandaise

M. Jacques Allier, président de la Société de l'histoire du protestantisme français, nous écrit :
L'excellente notice publiée dans le Monde du 21 avril sur la famille royale des Pays-Bas, sous le titre : « Une lignée franco-allemande », comporte une lacune que l'on nous permettra de réparer : la présence de Louise de Coligny dans la lignée royale néerlandaise.
Louise de Coligny, fille de Gaspard de Coligny, épousa en premières noces, à seize ans, le jeune Charles de Teligny, gentilhomme attaché à la personne de l'amiral, qui fut massacré, comme celui-ci, dans la nuit de la Saint-Barthelemy, le 24 avril 1572.
Onze années plus tard, en 1582, Louise de Coligny épousa Guillaume d'Orange, dit le Taciturne, stathouder des Pays-Bas, et en eut un fils, Frédéric, qui continua la lignée. C'est donc d'elle que descend la maison d'Orange-Nassau qui règne toujours.
Chaque fois qu'elle vient à Paris en visite officielle, la reine ne manque pas d'aller s'incliner devant la statue de son illustre ancêtre, l'amiral Gaspard de Coligny, qui se dresse au chevet du temple de l'Oratoire du Louvre, rue de Rivoli.

سكنا من العمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

LES SOCIÉTÉS DE SERVICES EN INFORMATIQUE

De Charybde en Scylla

Les sociétés de services et de conseils en informatique (S.S.C.I.) tirent la sonnette d'alarme. Leur syndicat — Syntec-Informatique — s'alarme qu'aucune référence à leur secteur n'a été faite par les pouvoirs publics au cours des longs mois qu'a duré la restructuration de l'informatique française.

Intermédiaires entre l'utilisateur et le fabricant d'ordinateurs, les S.S.C.I. conseillent les premiers et adaptent souvent le matériel à leurs besoins. En 1975, cette industrie de la machine grise a réalisé un chiffre d'affaires (hors taxes) de 2,8 milliards de francs, ce qui la place au second rang dans le monde, derrière les sociétés de services américaines et à égalité avec les Britanniques. Elles emploient vingt mille personnes, soit autant qu. le nouveau société C.I.I.-Honeywell-Bull, qui se voit attribuer plusieurs milliards de francs de subventions ou de crédits sous des formes diverses. Les S.S.C.I. françaises prévoient qu'elles réaliseront en 1980 un chiffre d'affaires de 6,5 milliards de francs.

Qu'est-ce qui peut bien inquiéter ce secteur que ses dirigeants qualifient eux-mêmes de « vivant, sain et même agressif » ? Leurs critiques à l'égard de l'action des pouvoirs publics sont de deux ordres.

Elles s'inquiètent d'une concurrence éventuelle de la nouvelle société C.I.I.-Honeywell-Bull, qui pourrait être amenée à développer elle-même les logiciels.

En outre, elles craignent, de la part de C.I.I.-H.B., un certain ostracisme. Celle-ci aurait une certaine propension à ne pas diffuser aux sociétés de services l'information nécessaire. Or, dans le même temps, les pouvoirs publics font pression pour que les S.S.C.I. « orientent » leurs clients vers du matériel C.I.I.-H.B. « Nous voulons bien jouer le jeu, mais à la condition qu'on nous donne toutes les informations prouvant que le matériel correspond bien aux besoins des utilisateurs. Nous ne voulons pas être réduits à un simple rôle d'agent commercial ».

La seconde critique est plus politique. Que les pouvoirs publics aient publié les S.S.C.I. n'empêchera pas celles-ci, de moins l'affirment-elles, de « vivre ».

Il reste que nous ne pouvons pas la France passer à côté de quelque chose. Il manque la tête (les composants) et les membres (les logiciels) au plan gouvernemental, sur l'informatique.

Pendant des années, Syntec-Informatique n'a pas ménagé ses critiques et ses attaques contre la législation à l'informatique, dont elle ne tirait guère l'« autoritarisme ». Aujourd'hui, le syndicat se plaint plutôt d'une absence de dirigisme : « L'équipe précédente, elle, avait au moins conscience que l'informatique formait un tout... » Les S.S.C.I. ne sont pas loin de penser qu'elles sont tombées de Charybde en Scylla. — J.-M. Q.

La Commission européenne cherche une réplique convaincante aux prétentions du nouveau cartel de l'acier

De notre correspondant

Communautés européennes (Bruxelles). — Le Groupement économique international rassemblant les sidérurgistes allemands, néerlandais, et le groupe luxembourgeois Arbed, dont la création avait été annoncée en février dernier (le Monde du 7 février), commence à préciser ses intentions. Sa volonté de prendre en main le destin d'une sidérurgie nord-européenne à dominante germanique, à nouveau cartellisée et libérée de la tutelle de Bruxelles, apparaît de façon de plus en plus nette.

Les demandes qu'il vient d'adresser à Bruxelles — il sollicite l'autorisation de contrats de coopération, qui se substitueront aux deux groupes de rationalisation actuellement en place avec l'autorisation, qui expirait le 30 juin, de la Commission — préoccupent vivement MM. Borschette et Spinelli, les commissaires européens responsables de la concurrence et de la politique industrielle. Ceux-ci redoutent que de telles demandes n'aboutissent, si elles étaient acceptées, à la mise en place d'une organisation privée de contrôle de la production et des prix de l'acier, situation incompatible avec les objectifs et dispositions du traité de Paris.

Leurs suppositions que les dirigeants du nouveau Groupement économique international n'ont encore déposé, par souci tactique, qu'une partie de leurs ambitions.

Apparemment, la Commission de Bruxelles n'a pas l'intention de se laisser déposséder sans réagir des pouvoirs qu'elle a conférés au traité. Elle semble décidée à

étudier avec minutie et vigilance ce dossier, à faire attendre quelques mois les maîtres de forges avant de leur donner une réponse. On peut entendre dans les couloirs bruxellois des propos inhabituels sur les vertus du dirigisme et les qualités du traité de la C.E.C.A. Les commissaires, du moins certains d'entre eux, défient d'audace. Il reste à savoir si le collège, libéral dans sa majorité, trouvera le courage et les moyens de riposter à une des plus redoutables entreprises de « décommunautarisation » engagée depuis vingt ans.

La déclaration rendue publique en février, qui annonçait la création d'un nouveau Groupement économique international, assignait à celui-ci deux objectifs (le Monde du 18 mars) :

« Assurer la défense des intérêts de ses membres vis-à-vis de l'extérieur... et promouvoir les échanges d'information entre ses membres en ce qui concerne la production, l'emploi et la situation économique ».

Soumettre à la Commission européenne « des demandes d'autorisation pour des contrats de rationalisation qui se substituent à ceux de la rationalisation » en place.

Les dirigeants allemands et leurs alliés, soucieux de rassurer, avaient fait savoir officiellement à Bruxelles que l'important pour eux était de créer une nouvelle association, sans implication industrielle directe ; il ne s'agissait pas de renforcer les deux groupes de rationalisation existant en République fédérale. Comme ils l'avaient laissé entendre, les contrats pour lesquels ces dirigeants sollicitent la Commission de Bruxelles laissent à l'écart deux des plus beaux fleurons de la nouvelle association : Thyssen et le groupe germano-néerlandais Esst (qui résulte de l'union entre Hoescht, la luxembourgeoise et le groupe néerlandais Hoogovens).

Il reste que les deux groupes de rationalisation, dans leur nouvelle version, seraient plus puissants que ceux jusqu'ici autorisés :

« Le groupe sud » de l'acier se trouverait enrichi des installations de l'Arbed (Luxembourg) et de la sidérurgie de Silesie ;

« Le groupe nord » serait rejoint par Krupp, jusqu'ici à l'écart.

C'est moins cette extension qui fait craindre à MM. Borschette que les missions assignées aux deux groupes par les animateurs de l'opération. Elles figurent au nombre de trois dans le projet de traité soumis aux services bruxellois :

« Promouvoir la coopération entre les entreprises membres en ce qui concerne l'approvisionnement en charbon, en coke ou en minerai, le transport ou encore la production d'acier de base ; projets qui ne sont apparemment pas contraires aux objectifs du traité ;

« Une déclaration d'intention concernant la mise en œuvre d'une discipline de production en cas de fléchissement conjoncturel. C'est là le projet le plus alarmant ».

Les inquiétudes de Bruxelles

La présentation qui en est faite par les dirigeants du cartel est simple et claire. En période de crise, expliquent-ils, la Commission européenne, pour éviter la guerre des prix, utilise, conformément au traité, des programmes prévisionnels par lesquels elle recommande aux industriels de réduire leur production dans des proportions variant suivant l'évolution du marché. Nous nous engageons à nous conformer à la lettre aux recommandations ainsi données par la Commission. N'est-ce pas là une superbe démonstration de discipline communautaire, la première vue difficilement critiquable ?

Néanmoins, MM. Borschette et Spinelli observent que, sous couvert de faire respecter les déci-

sions bruxelloises, les deux groupes auraient l'air de mettre en place un dispositif leur permettant, de manière permanente, de contrôler et de répartir la production. Celle-ci, en cas de crise, se trouverait automatiquement contingente, sous contrôle privé. La référence aux recommandations bruxelloises aurait alors d'autant moins de signification que celles-ci sont arrêtées après concertation avec la profession et qu'ailleurs le cartel, par sa puissance et son homogénéité, serait assuré de jouer un rôle dominant.

Un tel aboutissement reviendrait, par ailleurs, à démentir le sens de l'article 46 du traité, puis-que les conseils adressés aux entreprises par la Commission pour parvenir à un meilleur équilibre de la production ne sont pas contraignants, alors que, au contraire, la mise en œuvre de quotas de production obligatoire est prévue par l'article 58, après déclenchement de « l'état de crise manifeste », avec application, sous le contrôle strict de Bruxelles, sur l'ensemble du territoire de la C.E.E.

L'inquiétude de la Commission est d'autant plus grande qu'elle s'agit là d'une stratégie conçue pour être appliquée par l'ensemble des membres de la nouvelle association, dont au demeurant les dirigeants — par tactique ou paros — leurs tracasseries — ne sont pas encore abouti à se sont gardés jusqu'ici de soumettre les statuts à Bruxelles. Dès lors, le mécanisme de contrôle et de répartition décrit plus haut peut-on imaginer en effet qu'Esst et Thyssen resteraient sagement à l'écart ?

Il y a tout lieu de croire qu'il s'agit là d'une stratégie conçue pour être appliquée par l'ensemble des membres de la nouvelle association, dont au demeurant les dirigeants — par tactique ou paros — leurs tracasseries — ne sont pas encore abouti à se sont gardés jusqu'ici de soumettre les statuts à Bruxelles. Dès lors, le mécanisme de contrôle et de répartition décrit plus haut peut-on imaginer en effet qu'Esst et Thyssen resteraient sagement à l'écart ?

La tâche de la Commission sera de démontrer qu'un nouvel usage du traité, rendant plus viable les mécanismes d'intervention en cas de crise, pourrait permettre d'éviter que ne se reproduisent les débâcles connus au cours des deux dernières années.

PHILIPPE LEMAITRE.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Chez Nicholas-Aspro : deux mois et demi de grève pour rien ?

Grenoble. — « Soixante-treize jours de grève pour rien », constate amèrement une ouvrière de Nicholas-Aspro. « Au moins nous aurons découvert la toute-puissance des multinationales dans notre pays ».

Sur proposition de la C.G.T., les ouvriers grévistes d'Aspro — deux cent trente environ sur les trois cent quinze salariés de l'entreprise — ont voté jeudi 6 mai, après-midi à l'unanimité la reprise du travail. « Décision maladroite », déclarent les responsables de l'usine, qui refusent pendant deux mois d'avoir des négociations tant que l'usine ne serait pas évacuée. Le 30 avril, le

De notre correspondant

groupe Nicholas — une société multinationale implantée sur les quatre continents disposant de vingt-deux unités de production dans le monde et dont le siège social se trouve en Australie — retirait à la société française installée à Gaillard (Haute-Savoie) l'approvisionnement des marchés de l'Europe occidentale et annonçait « des licenciements massifs ». Enfin, la direction exigeait comme condition à toute reprise d'activités de l'entreprise la promesse formelle que pendant vingt-quatre mois le personnel n'apporterait aucune entrave à la production

de l'usine : « Bluff, chantage », rétorquait la C.G.T.

À la préfecture de la Haute-Savoie, on envisageait le pire : la fermeture pure et simple de l'usine, ce qui entraînerait, d'autre part, « avoir aucun moyen de rétorsion contre cette multinationale qui peut impunément faire ce qu'elle veut ». N'avait-elle pas le droit de réorganiser son réseau de production en utilisant les autres usines du groupe installées à Amsterdam, Vienne et Londres ?

Le groupe Nicholas accusait enfin les pouvoirs publics de se faire les complices de l'attente à la propriété privée et de la liberté du travail en refusant d'envoyer la force publique pour faire évacuer l'usine.

Une déclaration de spécialisation qui, pour éviter les doubles emplois, fige en quelque sorte l'organisation actuelle de la production des entreprises de chaque pays, présentées à l'assemblée générale le 15 juin prochain.

Le bénéfice de la société mère s'est élevé à 23 884 000 F. contre 22 297 000 F. pour l'exercice 1974. Le bénéfice consolidé du groupe s'élève à 30 063 000 F. après 74 828 000 F. d'amortissements. Le bénéfice de l'exercice 1974, le compte de 70 800 000 F. d'amortissements, s'élevait à 22 662 000 F.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 2 891 000 000 de francs T.T.C. contre 2 820 000 000 de francs en 1974.

Le conseil proposera à l'assemblée la mise en paiement d'un dividende net de 7,50 F. par action, assorti d'un droit de préférence de 3,75 F. sur le Trésor de 3,75 F. soit un revenu global de 11,25 F. Le dividende versé en 1975 au titre de l'exercice 1974 s'élevait à 6,30 F. net, auquel s'ajoutait un complément de 0,20 F. versé au titre de l'exercice précédent, soit au total 6,50 F.

Le conseil a fait partie du groupement qui a été chargé de la construction à Brest d'une forme de radoub pour pétroliers de 800 000 tonnes. Elle vient, par ailleurs, en association avec une autre entreprise, de mettre en chantier le socle du Grand Châtelet pour le compte d'E.D.F.

Automobiles M. Berliet

Chiffres d'affaires comparés (hors taxes)

	1975	1976
Premier trim.	795 856 230	1 081 594 684
Premier trim.	396 268 678	457 518 947

ACQUISITIONS

dans le cadre de son expansion européenne un groupe chimique international

désire ACQUÉRIR DES ENTREPRISES

bien établies dans les fonctions de production, transformation, import-export et/ou distribution de produits de chimie industrielle ou pharmaceutique. Veuillez adresser votre réponse, accompagnée d'un aperçu de l'activité de l'entreprise à : « Le Monde », Publicité, n° 10124, 5, rue des Italiens, 75121 PARIS

CLAUDE FRANCHILLON.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES

L'Office National du Tourisme Tunisien se propose, en collaboration avec le Ministère des Transports et Communications et dans le cadre du Projet Infrastructures Touristiques financé conjointement par le Gouvernement Tunisien, le Groupe de la Banque Mondiale et la Kreditanstalt für Wiederaufbau de Frankfurt (R.F.A.), d'acquiescer un ensemble de câbles chargés pour deux liaisons téléphoniques dans l'île de Djérba.

L'ensemble du présent Appel d'Offres porte sur :

- un câble 61 quarts D.M. — 0,9 m/m de 20.000 ml
- un câble 28 quarts D.M. — 0,9 m/m de 9.000 ml
- un ensemble d'accessoires et divers.

Les sociétés habilitées peuvent retirer les dossiers à la Direction des Infrastructures Touristiques (O.N.T.T.), 28, rue de l'Inde, TUNIS, à partir du 29-4-76.

Seuls peuvent participer à cet appel d'offres les entreprises ou groupements d'entreprises des pays membres de la B.I.R.D. et la Suisse.

Les offres doivent parvenir sous plis recommandés au plus tard le 29-6-76 à 10 heures à la même adresse et doivent porter la mention « NE PAS OUVRIR AVANT LE 29-6-76 ».

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à Monsieur le Directeur des Infrastructures Touristiques, 28, rue de l'Inde, TUNIS, à partir du 29-4-76.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'émission du prochain emprunt 10,80 % 1976 du Comptoir des entrepreneurs, d'un montant de 300 millions, débutera le 31 mai prochain.

FOUGEROLLE

Le conseil d'administration, réuni le 22 avril 1976, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1975, qui seront présentés à l'assemblée générale le 15 juin prochain.

Le bénéfice de la société mère s'est élevé à 23 884 000 F. contre 22 297 000 F. pour l'exercice 1974. Le bénéfice consolidé du groupe s'élève à 30 063 000 F. après 74 828 000 F. d'amortissements. Le bénéfice de l'exercice 1974, le compte de 70 800 000 F. d'amortissements, s'élevait à 22 662 000 F.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 2 891 000 000 de francs T.T.C. contre 2 820 000 000 de francs en 1974.

Le conseil proposera à l'assemblée la mise en paiement d'un dividende net de 7,50 F. par action, assorti d'un droit de préférence de 3,75 F. sur le Trésor de 3,75 F. soit un revenu global de 11,25 F. Le dividende versé en 1975 au titre de l'exercice 1974 s'élevait à 6,30 F. net, auquel s'ajoutait un complément de 0,20 F. versé au titre de l'exercice précédent, soit au total 6,50 F.

Le conseil a fait partie du groupement qui a été chargé de la construction à Brest d'une forme de radoub pour pétroliers de 800 000 tonnes. Elle vient, par ailleurs, en association avec une autre entreprise, de mettre en chantier le socle du Grand Châtelet pour le compte d'E.D.F.

AUTOMOBILES M. BERLIET

Chiffres d'affaires comparés (hors taxes)

	1975	1976
Premier trim.	795 856 230	1 081 594 684
Premier trim.	396 268 678	457 518 947

LATONIA INVESTMENT COMPANY, S.A.

An 30 avril 1976, la valeur intrinsèque de l'action Latonia s'élevait à 24,18 dollars U.S.A. (soit 60,81 F.). Le dividende versé en 1975, en dollars U.S.A. (soit 6,77 F.), à fin mars, sur la base des cours du portefeuille. Le cours de l'action Latonia en Bourse de Genève était à fin avril de 58 F.

CRÉDIT DU NORD ET UNION PARISIENNE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue à Lille le 5 mai 1976, sous la présidence de M. Antoine Dupont-Fauriol, président du conseil d'administration. Après avoir rendu hommage à la mémoire de M. Jacques Burin des Rozières, vice-président-directeur général, décédé le 16 avril dernier, elle a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui font apparaître un bénéfice net de 31 851 318 F. contre 18 083 948 F. pour l'exercice 1974.

La répartition d'un revenu global de 8,25 F. par action contre 6 F. précédemment a été décidée. Ce revenu, formé de 5,50 F. de dividende à distribuer et de 2,75 F. d'impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal) sera mis en paiement le 31 mai 1976 (coupon n° 41).

L'assemblée a, par ailleurs, renouvelé les mandats d'administration à MM. Claude Bourliet et Alain Chevalier et autorisé le conseil à procéder, sur ses seules initiatives, à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence de 250 millions de francs.

Une assemblée générale extraordinaire tenue à la fin de la précédente a modifié la décomposition sociale et adopté celle de « Crédit du Nord ».

SOCIÉTÉ PARIS-FRANCE

L'exercice, d'une durée exceptionnelle de seize mois, s'est clos le 31 décembre 1975. fait apparaître un bénéfice net de 9 311 819 F. contre 9 405 226 F. pour l'exercice précédent. Ces chiffres, cependant, ne sont pas comparables : d'une part, les dividendes des filiales n'ont été encaissés qu'une seule fois au cours du dernier exercice ; d'autre part, le compte d'exploitation a enregistré les charges de quatre mois supplémentaires d'activité et les amortissements se sont élevés à 3 386 000 F. Pour cette période de seize mois, contre 4 188 800 F. pour les douze mois de l'exercice précédent.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée, qui se réunira le 29 juin 1976, la distribution d'un dividende inchangé de 5,50 F. auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 2,80 F. soit un revenu global de 7,80 F. par action.

Les ventes des magazines gérés par la Société Paris-France se sont élevées, pour l'année 1975, à 1 913 millions de francs, en augmentation de 15 %.

ACIER INVESTISSEMENT

Valeur liquidative au 30 avril 1976

An 30 avril 1976, la valeur liquidative globale d'acier-investissement ressortait à 212,6 millions de francs, soit 121,50 F. par action.

La journée d'action C.G.T.-C.E.D.T. DU 13 MAI

droits seraient respectés et garantis ».

Evolution, pour conclure, les responsables et les difficultés de la lutte syndicale et une période où se dessine « la possibilité d'un véritable renouveau », M. Krasulski a déclaré « même les grèves tardives peuvent empêcher le printemps d'éclater. Et le printemps, c'est nous ».

Jacques PLOI, secrétaire général de la F.F.T., en clôturant le vingt-sixième congrès, a mis l'accent sur « la preuve de vitalité apportée par ces travaux dans une orientation où les deux camps prennent leur place dans la bataille comme le congrès la montre d'âge du congrès : trente-cinq ans ».

● LICENCIEMENTS DE DÉLÉGUÉS A PARIS-RENONE. — Allant à l'encontre d'une décision de la commission d'arbitrage de la C.G.T. qui avait refusé sept licenciements de délégués du personnel demandés en décembre 1975 par la direction de l'usine Paris-Bône à Lyon (à la suite de incidents survenus au mois de novembre dernier), le ministre du travail s'appuyant sur une contre-enquête confiée à la commission d'arbitrage du travail, vient d'autoriser le 3 mai par lettre adressée aux délégués le licenciement de quatre d'entre eux.

Tout en condamnant « les idées et la tactique employées par certains délégués, les "chistes", la C.G.T. proteste vigoureusement contre cette agression envers les libertés syndicales » qu'elle estime « révéler une attitude provocatrice ». — (CORREAS).

Le quotidien régional *Sud-Ouest* de Bordeaux a été mal en point samedi 8 mai au point inhabitué de 50 centimes. Il ne comporte, en effet, que huit pages au lieu des vingt-quatre qu'il propose chaque jour dans la plupart de ses éditions.

C'est un mouvement de grève dans les ateliers du journal qui est à l'origine de ces perturbations. Depuis trois semaines déjà le travail est en retard, à cause des mauvaises conditions climatiques, du débrayage parmi le personnel des rotatives.

La direction avait publié vendredi une information exagérée, indiquant aux lecteurs que les « tiratons très tardifs dans des différents points de vente », en les assurant qu'elle était « ferme », n'empêcheraient pas le journal de décider de mettre en œuvre les mesures qu'il jugeait utiles pour garantir d'assurer un service normal.

Une partie du personnel a alors décidé de ne pas assurer le tirage du journal en date du 8 mai.

● Le comité interyndical du tiers parisien C.G.T. fait savoir, dans un communiqué, que les 150 membres composant cet été ont désigné le 6 mai, pour leur président du groupe du Parti libéré, « pour obtenir la restitution de documents informatiques informatisés qui auraient été saisis par le service de la Sûreté ». Ils se disent tout à fait étonnés.

● La situation étrange d'expulsion (..) notamment par l'intermédiaire des forces de police contre les courriers du Parti libéré qui occupent les imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Écuries, poursuit le communiqué, le comité interyndical appelle à la poursuite de la grève du tiers parisien à la plus grande solidarité et à être prêts à répondre, compris par l'arrêt total du travail, à toutes tentatives d'expul-

De violents incidents l'ont en-
treinés, à la soirée du vendredi
matin, à Salsbourg, entre les for-
ces de police et les manifestants
d'extrême gauche qui voulaient
empêcher la réunion d'un meeting
des deux organisations d'extrême
gauche : le Groupe union-défense
et le Comité de la jeunesse.

Six cents manifestants armés,
armés de gourdin et de cocktails
molotov, se sont heurtés à un bar-
rage de policiers et de gendarmes
qui interdisait l'accès à la réu-
nion. Des manifestants ont se ré-
voltés, mais les policiers ont ré-
pondu par la force. On a ré-
pertorié une trentaine de partici-
pants. Après avoir repoussé les
manifestants, les policiers ont
quadrillé le centre ville ; trente-

Le président Sarrailh
Une victoire syrienne

Le président Sarrailh, qui a été nommé commandant en chef de l'armée française en Syrie, a déclaré que la victoire française en Syrie était une victoire décisive pour la France et pour la civilisation. Il a ajouté que la France était prête à défendre sa position en Syrie et à lutter contre les forces ennemies.

Le président Sarrailh a également déclaré que la France était déterminée à maintenir la paix et la stabilité en Syrie. Il a souligné l'importance de la coopération entre les forces françaises et les forces locales pour atteindre ces objectifs.

Le président Sarrailh a conclu son discours en déclarant que la France était fière de sa victoire en Syrie et qu'elle était prête à défendre sa position en Syrie.

Le gouvernement de Bagdad
Reçoit l'ambassadeur
du gouvernement français

Le gouvernement de Bagdad a reçu l'ambassadeur du gouvernement français, M. [Nom], qui a été nommé ambassadeur en Irak. M. [Nom] a été reçu par le ministre des Affaires étrangères irakiennes, M. [Nom], et par le chef du gouvernement irakien, M. [Nom].

M. [Nom] a déclaré que la France était déterminée à maintenir la paix et la stabilité en Irak et à lutter contre les forces ennemies. Il a souligné l'importance de la coopération entre la France et l'Irak pour atteindre ces objectifs.

M. [Nom] a également déclaré que la France était fière de sa victoire en Syrie et qu'elle était prête à défendre sa position en Syrie.

M. [Nom] a conclu son discours en déclarant que la France était déterminée à maintenir la paix et la stabilité en Irak et à lutter contre les forces ennemies.